

Démocratisation en Tunisie

Le changement en Tunisie ne se traduit pas seulement par le déboulonnage des nombreuses statues érigées à la gloire d'Habib Bourguiba. L'amendement constitutionnel promulgué le lundi 25 juillet comporte des innovations de nature à consolider la démocratie dans un pays ébranlé par l'exercice intempestif du pouvoir et les intrigues de sérail lors de la fin de règne du « Combattant suprême ».

Un des articles adoptés à l'unanimité par les députés règle de façon plus cohérente que précédemment la question de la succession du chef de l'Etat en cas de décès ou d'empêchement. Le premier ministre cesse d'être le dauphin en titre. Il pourra désormais exercer sa fonction en toute sérénité sans avoir à pâtir des cabales qui usèrent un à un ses prédécesseurs lors des luttes au chevet de M. Bourguiba vieillissant.

A l'occasion de la modification de la Loi fondamentale, le président Ben Ali a prononcé un discours qui révèle une volonté politique d'aller de l'avant. Les partis sont invités à s'associer à l'élaboration d'un pacte national qui sera une espèce de code de bonne conduite entre le pouvoir, les partis et les syndicats.

L'opposition n'obtient que partiellement satisfaction sur une de ses revendications essentielles : le renouvellement de la Chambre des députés élus un an avant la destitution de M. Bourguiba. Le président Ben Ali a promis des élections législatives anticipées, mais sans en préciser la date. Elles seront précédées de scrutins partiels, notamment pour trouver des successeurs aux députés démissionnaires. Il s'agit alors de « déceler les points faibles et les lacunes » du système électoral actuel, pour l'améliorer.

En reportant à plus tard la principale échéance électorale, le chef de l'Etat dépose une partie de la population. Mais aller plus vite eût été prendre le risque de voir se renouveler les fraudes du passé. Apparemment, à l'échelon local, les militants du parti gouvernemental n'ont pas tous compris que les temps avaient changé. Le Rassemblement constitutionnel démocratique - naguère Parti socialiste destourien - est convoqué, le vendredi 29 juillet, pour un congrès qui confirmera les nouvelles orientations de l'équipe dirigeante.

En moins de neuf mois, l'homme du 7 novembre s'est solidement installé à la tête de l'Etat et du parti. Les anciens courtois de M. Bourguiba sont rentrés dans le rang et n'aspirent plus qu'à se faire oublier. L'opposition - en particulier le Mouvement des démocrates socialistes - ne réjouit évidemment de la révolution en cours, mais celle-ci l'oblige à chercher ce que devra être sa place dans le nouveau paysage politique. Après de larges mesures d'amnistie, le Mouvement de la tendance islamique pourrait participer au jeu politique institutionnel en constituant un parti légal ou en faisant élire certains de ses animateurs sous l'étiquette d'indépendants. Reste à savoir si l'ensemble de la nébuleuse islamique est prête à entendre le discours législateur.

(Lire nos informations page 5.)

M 0147 - 0727 0 - 4,50 F

3790147004500 07270

Le remplacement de M. Dromer par M. Peyrelevade à la tête de l'UAP

Le gouvernement s'assure une position-clé dans plusieurs grandes sociétés

Le gouvernement a décidé de remplacer M. Jean Dromer à la tête de l'Union des assurances de Paris (UAP) par M. Jean Peyrelevade. Celui-ci a été désigné comme administrateur et devrait être nommé PDG en conseil des ministres le 27 juillet. A travers l'UAP, premier groupe d'assu-

rances français nationalisé, le gouvernement se donne une position-clé dans les « noyaux durs » de plusieurs grandes sociétés financières et industrielles. D'autre part, le gouvernement s'efforce de constituer un deuxième groupe d'actionnaires pour équilibrer le pouvoir au sein d'Havas.



Par quelques lignes sèches, un décret publié au Journal officiel du mardi 26 juillet remplace quatre administrateurs sur les dix-huit du conseil d'administration de l'UAP: M. Jean Dromer laisse son siège à M. Jean Peyrelevade, M. Roger Lebon, banquier, à M. Jacques Lallemand, président de la Fédération française des

sociétés d'assurances, et M. Jérôme Monod, président de la Lyonnaise des eaux, à M. Louis Schweitzer, directeur du plan et des finances de Renault. Tous trois sont désignés au titre des « personnalités qualifiées » au conseil. L'un des six représentants de l'Etat, M. Gilles Guittou, est

en outre remplacé par M. Jean Lemierre. Cette opération permettra d'obtenir une majorité au sein du conseil d'administration qui devait se réunir, le mardi 26 juillet, afin de proposer M. Peyrelevade comme PDG.

(Lire la suite et l'ensemble de nos informations page 20.)

Le « retour des Arabes » dans l'île tanzanienne

Poussée de fièvre à Zanzibar

Zanzibar est en proie à la fièvre islamique. Trois habitants de « l'île aux épices », soupçonnés d'être les chefs de la manifestation du 13 mai 1988, au cours de laquelle deux personnes ont trouvé la mort, devaient comparaître, le jeudi 28 juillet, devant le tribunal pour « incitation à la violence ».

ZANZIBAR
correspondance

Combien étaient-ils dans les rues de Zanzibar, ce fameux 13 mai 1988 vers midi? Quatre mille, comme l'ont écrit les journaux du continent? Quinze mille, comme le jurent certains témoins de l'émeute? « Je sortais moi-même de la mosquée, c'était juste après les prières du vendredi », se souvient un fonctionnaire dont la voiture essai les jets de pierres furieux de jeunes manifestants islamistes. Jamais, en tout cas, depuis la révolution de 1964 et l'instauration du parti unique, Zanzibar n'avait connu une telle explosion de colère.

Déferlant des quartiers de Mchanganini, de Kikwajuni - situés à l'est de la Stone Town, la ville « de pierres » - et de Fordiani - un des hauts lieux historiques de Zanzibar - la foule notait bientôt l'arrière centrale, Creek Road. Le siège du parti est à deux pas. Les slogans hostiles commencent à fusiller. On brise des vitres, on brûle des voitures. La police, impuissante, commence à paniquer. Alors que les manifestants font mine de se diriger vers le siège de la présidence, des coups de feu éclatent: deux morts parmi la foule.

Bien que les noms de trois imams, désignés par la rumeur publique comme les initiateurs de l'émeute, aient été plusieurs fois cités, aucun d'entre eux ne figure sur la liste des interpellés. L'île de Zanzibar est en quelque sorte un gros village où 99 % de la popula-

tion est fidèle à l'islam. Un certain doigt s'impose.

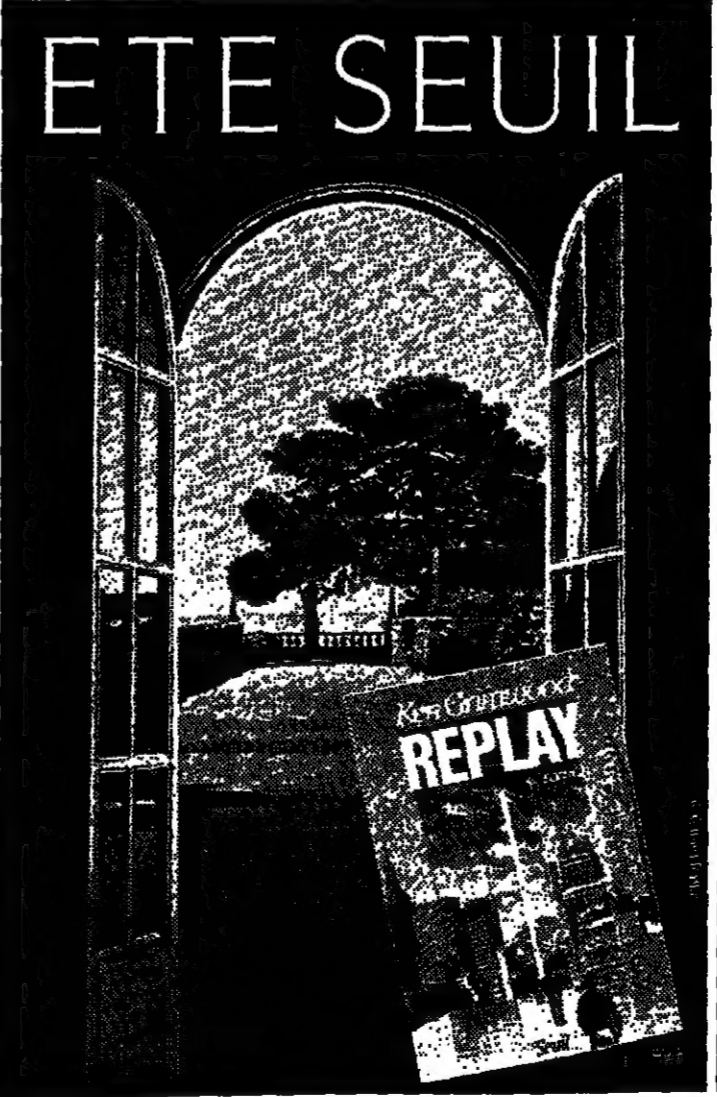
C'est pour « incitation à la violence » que Abubakir Mushin Abeid, Said Saleh et Naahid Ali Khadib - les seuls manifestants encore emprisonnés - comparaitront le jeudi 28 juillet, devant le tribunal. Considérés comme les leaders de la manifestation du 13 mai, les trois accusés

sont soupçonnés d'avoir distribué des tracts « séditions » appelant les musulmans de l'île à la révolte.

L'objet de leur colère? Une suggestion de l'Union des femmes tanzaniennes (UFT) faite, quelques jours plus tôt, lors d'un séminaire du parti, réuni à Dodoma.

CATHERINE SIMON.

(Lire la suite page 5.)



Aggravation du chômage

+ 0,8 % en juin

PAGE 24

Remaniement ministériel à Londres

M^{me} Thatcher prépare sa réforme du service national de santé

PAGE 4

Veillée de paix à Bagdad

Les négociations sur le cessez-le-feu vont s'engager à l'ONU

PAGE 3

Le dialogue israélo-soviétique

Une mission diplomatique de Jérusalem se rend à Moscou

PAGE 4

Le communisme français dans tous ses états

Des « intégristes » aux « conviviaux », en passant par les « gorbatchéviens », les nouveaux héritiers de Lénine

PAGE 6

Festival d'Avignon

Molière, par André Benedetto Georges Perec, vu par Sami Frey

PAGE 10

Chronique de 1789

Les Etats piétinent

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

Rediffusions, achats japonais et américains...

Pauvre télévision pour enfants

Alors que les producteurs français de dessins animés se débattent dans les difficultés économiques et que la création de fiction pour enfants est au point mort, les chaînes de télévision se contentent d'acheter massivement à l'étranger et de sous-traiter leurs émissions. Deux ans après l'avènement des chaînes privées, les programmes pour la jeunesse restent le parent pauvre de la télévision française.

enfants sur les chaînes françaises. La CNCL a, elle aussi, tiré la sonnette d'alarme dans une lettre adressée le 16 juin à M. Francis Bouygues, PDG de TF 1. « La Commission s'est inquiétée de l'insuffisance des moyens mis en œuvre par la chaîne dans le domaine des programmes pour la jeunesse (notamment pour la production d'émissions scénarisées et de dessins animés), y compris, ainsi que, plus généralement, des conditions de production des programmes destinés aux jeunes publics ».

« Je ne peux plus laisser ma fille toute seule devant la télévision l'après-midi! raconte cette téléspectatrice parisienne. C'est un mélange du meilleur et du pire, où les épîtres de la violence américaine - He-Man, G.I. Joe et Hulk - côtoient la mièvre Dorothea en robes blanches, et où les japonais eux-mêmes sont capables, entre deux dessins animés sur la guerre intergalactique, de vous offrir des contes charmants, tirés de notre culture occidentale et chrétienne, comme Tom Sawyer, les Cent Familles ou Princesse Sarah. Devant une telle incohérence, j'en suis réduite à composer mon propre programme sur cassette et à remplacer le téléviseur par le magnétoscope! »

Les mères de famille ne sont plus seules à protester contre la médiocrité des émissions pour

Ces remarques pourraient s'appliquer à l'ensemble des chaînes. On leur reproche surtout d'adopter des solutions de facilité - et d'économie - en achetant à l'étranger des émissions au contenu culturel pauvre et souvent fondées sur la violence ou sur des considérations mercantiles: le programme est bâti pour vendre des jouets ou gadgets, selon les lois du « merchandising ». Cette politique d'achat de produits déjà amortis sur leur marché d'origine a pour effet de pénaliser la création française, désormais trop coûteuse.

Pourtant, après l'éclatement de l'ORTF et la mise en place d'une politique cohérente et complémentaire entre les trois chaînes publiques, la télévision des jeunes avait connu une sorte d'âge d'or.

ALAIN WOODROW.
(Lire la suite page 7.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

La mise au zoo de Vincennes

La construction en Guyane du nouvel ensemble de lancement d'Ariane-5

La restauration de Sans'a, la belle Yéménite

Pages 15 et 16

Polémiques autour de la « mémoire de l'eau » : une commission d'enquête conteste les travaux du docteur Benveniste

Page 8

Etranger

La guerre du Golfe et les perspectives de cessez-le-feu

Confusion sur le front à la veille des négociations à l'ONU

Une semaine après l'acceptation par Téhéran d'un cessez-le-feu avec l'Irak et à la veille de négociations à l'ONU sur l'entrée en vigueur de ce cessez-le-feu, la plus grande confusion régnait mardi 26 juillet sur le front, où Bagdad cherche à pousser son avantage tandis que l'Irak essaie d'endiguer l'avance irakienne.

Le régime du président Saddam Hussein n'a pas caché le but du regain d'opérations militaires depuis l'acceptation par l'Irak d'un arrêt des hostilités : affaiblir le plus possible les Irakiens et faire un maximum de prisonniers afin de se présenter en position de force aux tractations à New-York sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar. Pour parvenir à leurs fins, les Irakiens ont lancé depuis vendredi une série d'offensives et ont pénétré en Irak en plusieurs points du front tout en annonçant un retrait pour mardi matin.

Or Téhéran, qui affirme avoir récupéré lundi une partie de son territoire au sud du front — que l'Irak avait annoncé dimanche avoir évacué — a fait état mardi de la poursuite de combats dans le secteur central du front. Téhéran a même accusé les forces irakiennes d'avoir mené une nouvelle incursion en direction de la ville irakienne de Karand-Gharb.

Face à ces coups de boutoir répétés, le gouvernement irakien a multiplié les appels à la mobilisation, lançant, par la voix de l'agence IRNA, que des troupes se préparaient à une vaste contre-offensive. Et ce à l'heure où débarquait à Téhéran la mission technique de l'ONU chargée d'étudier les modalités d'un cessez-le-feu.

Dirigée par le général norvégien Martin Vadsø, elle est composée de cinq officiers et de deux conseillers militaires du secrétaire général. Cette mission devrait rester trois jours en Irak avant de se rendre à Bagdad et de présenter un rapport à M. Pérez de Cuellar dans un délai de dix jours.

En dépit de la reprise des combats sur le front et dans les eaux du Golfe, où les Irakiens ont annoncé avoir tiré lundi des missiles mer-mer contre des plates-formes du champ pétrolifère irakien de Nowrouz,

M. Pérez de Cuellar espère pouvoir annoncer un cessez-le-feu au terme de ce délai, a déclaré le président du Conseil de sécurité, M. Paulo Nogueira Batista (Brésil).

Quant aux pourparlers séparés avec les ministres des affaires étrangères irakien et iranien, ils devraient commencer mercredi, après l'arrivée à New-York du chef de la diplomatie de Bagdad, M. Tarek Aziz. Son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati, est, pour sa part, arrivé lundi. Le secrétaire général n'a pas exclu des négociations directes entre les deux hommes dans une phase

ultérieure, bien que l'Irak ait déjà refusé une telle éventualité, réclame par Bagdad.

Dans les milieux officiels de l'ONU, on indique que les conversations qui débuteront mercredi porteront sur l'instauration d'un cessez-le-feu, première étape prévue d'un règlement de paix dans la résolution 598, mais les conversations devraient débiter largement ce premier point et porter sur un examen, au moins préliminaire, des autres aspects du conflit et de son régime.

Par ailleurs, une certaine incertitude règne quant aux véritables

intentions des Etats-Unis vis-à-vis de l'Irak, à la suite d'une série de déclarations de la part de hauts responsables américains. Dimanche, le secrétaire à la défense, M. Frank Carlucci, et le secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead, déclaraient que Washington était prêt à ouvrir des conversations officielles avec Téhéran, y compris sur le problème des otages américains au Liban. « Nous sommes prêts à discuter avec eux (les Irakiens), pour autant qu'ils désignent officiellement quelqu'un pour parler avec nous et qu'ils ne cherchent pas à

obtenir davantage d'armes ou de choses de ce genre », a déclaré M. Carlucci lors d'un interview avec la chaîne de télévision NBC. « S'ils veulent parler de questions politiques, des otages, du terrorisme, des événements de la région, nous serons contents de le faire », a poursuivi le secrétaire à la défense.

Le secrétaire d'Etat adjoint John Whitehead, interrogé par la chaîne de télévision ABC, a, de son côté, révélé que les Etats-Unis avaient envoyé un nouveau message à Téhéran, depuis son acceptation de la résolution 598 du Conseil de sécurité, lundi dernier. Ce message,

anquel les Irakiens n'ont pas répondu, exprimait la volonté de coopération des Etats-Unis pour faire appliquer la résolution, à indiqué le numéro deux du département d'Etat.

Si l'acceptation de la résolution signifie que les Irakiens « sont prêts à rejoindre les nations civilisées, nous sommes prêts à (...) entamer un dialogue avec l'Irak sur les autres questions qui sont d'une grande importance pour nous, les otages et le terrorisme étant prioritaires », a déclaré M. Whitehead.

Quelques heures plus tard, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, faisait une mise au point, indiquant qu'aucune négociation ne se justifiait entre les Etats-Unis et l'Irak sur le sort des otages américains. La crise des otages est « facile à résoudre, s'il est dit : Tout ce qu'ils (les Irakiens) doivent faire, c'est les libérer ». « Nous souhaitons discuter avec l'Irak, mais nous ne pouvons pas payer de rançon. C'est inutile. Ils les ont enlevés, ils doivent les libérer », a déclaré M. Fitzwater.

Lundi, toutefois, le président Reagan laissait entendre qu'il était prêt à entamer des pourparlers avec l'Irak sur cette affaire des otages. « S'ils (les dirigeants irakiens) veulent parler et s'ils sont prêts à le faire, c'est le moment », a-t-il répondu, lors d'une cérémonie dans les jardins de la Maison Blanche, d'un journaliste qui lui demandait s'il était disposé à discuter avec Téhéran des otages. Le président s'est refusé à tout autre commentaire. — (AFP, Reuters).

● IRAK : mort d'un officier général. — Le commandant de la troisième division blindée irakienne, le général Taher Abdel Rachid, a trouvé la mort samedi 23 juillet dans un accident d'avion, a annoncé le commandement des forces armées irakiennes. Il s'agit du deuxième officier général irakien tué dans un accident d'avion depuis le début de l'année, selon Bagdad, qui avait annoncé en janvier le décès dans les mêmes conditions du commandant du cinquième corps d'armée opérant au Kurdistan. — (AFP).

Veillée de paix à Bagdad

BAGDAD
de notre envoyée spéciale

Sur les épaisses grilles de fer forgé qui entourent le sanctuaire Kadhimi dans la périphérie de Bagdad, deux banderoles noires sont accrochées rappelant en lettres blanches le souvenir des « martyrs Hussein X... et Hédi Y... » morts à Zoubédat le 13 juillet 1988. Ils ne seront pas les derniers morts d'une guerre qui en a déjà fait plus d'un million, dont trois cent mille en Irak.

Partout dans les cités populaires qui entourent Bagdad, des calicots similaires sont tendus aux murs des maisons ou à l'entrée des quartiers pour célébrer « ces martyrs qui sont les plus nobles d'entre nous ». Ces banderoles noires mêlées aux innombrables slogans : « Une main qui construit, une main qui combat, sous la sage direction du président Saddam Hussein, nous avons les victoires et le développement », déployées dans toute la ville sont quasiment les seuls signes de la guerre visible à Bagdad.

Quelques fois on croise bien des taxis avec des carreaux enveloppés du drapeau irakien arborant sur le toit, mais c'est tout, et c'est rare dans la capitale.

Même les stigmates de la guerre des villes — Bagdad a reçu trente-six missiles en février et mars derniers — sont quasiment effacés. Dans les quartiers où ils sont tombés, d'abord à la périphérie puis carrément dans le centre-ville, aucune trace de destruction ou d'impact ne subsiste. Seuls quelques échafaudages autour des immeubles témoignent d'une rapide reconstruction en cours.

Le gouvernement irakien est d'ailleurs resté très discret sur les victimes de ces bombarde-

ments, qui auraient fait, selon de bonnes sources, entre trois cents et cinq cents morts. Des morts considérés comme des « martyrs », avec tout ce qui s'attache à ce terme. C'est à dire indemnisation immédiate des familles, relogement, réparations et maintien du versement des soldes. Près de l'école où, le 13 octobre 1987, un missile iranien avait tué trente-deux personnes et blessé deux cent dix-huit autres, en majorité des enfants, un monument commémoratif est en construction, et l'école détruite devrait remettre rapidement de ses cendres.

Ces images de destructions, ces morts sur le front, ces amputés, ont profondément marqué une population qui n'a d'abord vu dans le « oui » iranien à la résolution 598 que le fin d'un cauchemar. Euphorique à l'annonce de la décision iranienne, la population de Bagdad se montre maintenant, à l'image de son gouvernement, plus prudente. Mais dans le fond, chacun croit à la paix et surtout à ce qu'elle devrait apporter à une population contrainte de se priver depuis des années au nom de la guerre.

« Soldes avant la paix »

Bagdad témoigne des progrès accomplis pendant les huit ans de conflit, avec ses bâtiments rutilants qui s'élèvent partout, ses autoroutes illuminées, ses ponts suspendus. Mais la guerre menée de pair avec le développement, le pari réussi du président Saddam Hussein, a pesé lourd sur un peuple qui aspire à souffler.

La hausse brutale du dinar enregistrée à l'annonce de la décision iranienne sur les mar-

ché koweïtien et jordanien est un signe qui n'a pas trompé dans les souks. Là, la cause est entendue, et pour les marchands de tapis de Bagdad il n'est plus question de rebais. Sur le trottoir poussiéreux, un gamin qui a étreint à la hâte une planche de bois pour poser son stock de chaussures en plastique ramène les clients aux cris de « Soldes avant la paix ! ».

Même la presse, entièrement officielle, parle de la guerre au passé. Certes, les communiqués militaires font toujours la une des journaux, mais tout cela a un relent passéiste. Depuis trois mois, d'ailleurs, les victoires successives irakiennes, traditionnellement saluées dans la capitale par vingt et un coups de canon, avaient déjà laissé espérer la fin du tunnel. La décision iranienne d'accepter la résolution 598 a été par certains ressentie comme un obstacle à une victoire totale et sans appel que nul n'espérait encore il y a six mois. Mais, dans la rue, on ne s'embarrasse pas de ce genre de considérations.

On attend bien le feu vert des officiels pour exprimer sa joie, mais pour le petit peuple d'Irak il n'y a aucun doute, le plus tôt sera le mieux. Comme le dit un jeune irakien : « Si Bagdad a salué, la semaine dernière, par des tirs de Kalachnikovs et des balles traçantes rouges la victoire de son équipe de football sur la Syrie, pour la fin de la guerre, on tirera au canon et tout le ciel de Bagdad s'illuminera. »

Mais, guerre ou pas, déjà pour ce long week-end de la fête musulmane du sacrifice, les voisins du Golfe ont envahi les hôtels de luxe de Bagdad et se pressent autour des tables des casinos. Pour ces touristes opportunistes, la guerre n'a pas tué l'attrait de la capitale irakienne.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

Asie

BIRMANIE

Le parti unique accepte la démission de M. Ne Win

Rangoon. — La démission du numéro un birman, le général Ne Win, a été acceptée par le congrès extraordinaire du Parti du programme socialiste birman (BSP), dont il était président, et indiqué lundi 25 juillet des sources diplomatiques, citant des sources du congrès. Le congrès a par ailleurs adopté de vastes réformes visant à ouvrir l'économie nationale au secteur privé. Mais le BSP a rejeté la proposition du général Ne Win d'organiser en septembre un référendum remettant en cause le régime de parti unique.

Les délégués du BSP ont également accepté la démission du président birman, vice-président du parti, M. San Yu. Ils ont refusé cependant la démission proposée par le général Ne Win de quatre hauts dirigeants : le secrétaire général du BSP, M. Aye Ko, le secrétaire général adjoint, le général Sein Lwin, le vice-premier ministre et ministre de la défense, le général Kyaw Tin, le vice-premier ministre et ministre des finances, M. Tun Tin. Environ cent vingt membres du parti ont également démissionné, selon ces sources.

Le congrès spécial du BSP, réuni à la suite des récentes émeutes antigouvernementales, s'est achevé lundi matin, selon des sources informées, le comité central du parti a poursuivi ses travaux pour régler la question de la succession du général Ne Win.

Un délégué du congrès, Yebaw Maung Thing, a par ailleurs accusé dimanche l'ancien général Aung Gyi d'avoir cherché à prendre le pouvoir, en semant la discorde au sein de l'armée et en distribuant aux étudiants des tracts exhortant le nombre des victimes des émeutes de mars et juin, a rapporté la presse lundi. M. Aung Gyi, numéro deux de l'armée et proche du général Ne Win au moment de sa prise de pouvoir en 1962, avait démissionné en

1963 pour marquer son opposition à la politique économique du gouvernement.

Selon des diplomates en poste à Rangoon, la démission de M. Ne Win ne signifie pas forcément son retrait de la scène politique. Le général demeure membre du BSP et devrait, ajoutent-ils, continuer de jouer, en retrait de la scène, un rôle décisif. Ils estiment que sa spectaculaire proposition de référendum populaire sur l'instauration du multipartisme, aussitôt rejetée par le parti, n'a peut-être été qu'une manœuvre sans doute destinée à rallier les dirigeants du BSP, dont la détermination a vacillé à la suite des émeutes.

L'Assemblée doit, cependant, tenir une session extraordinaire mercredi pour discuter les réformes économiques proposées par M. Aye Ko. Ce débat devrait donner quelques indications supplémentaires sur des réformes qui remettent radicalement en cause la doctrine socialiste du régime. — (AFP, Reuters).

La réunion de Bogor sur le Cambodge

Les parties échangent leurs « positions respectives »

Il aura fallu attendre près de dix ans après l'intervention des troupes vietnamiennes au Cambodge pour que les acteurs du conflit se réunissent pour tenter de régler ce conflit. C'est ce qui s'est produit, le lundi 25 juillet, à Bogor, station d'altitude proche de Djakarta, dans une résidence de feu Sukarno. Un seul absent : le prince Sihanouk, mais il se trouvait alors dans la capitale indonésienne, en compagnie du président Suharto, et rencontrera mercredi des délégations présentes à Bogor.

Ainsi que le souhaitent notamment les Vietnamiens, ces premiers contacts se sont faits en deux temps. Le matin, les trois factions de la résistance khmère ont rencontré M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh. L'après-midi, cette réunion a été élargie aux autres délégations présentes : le Vietnam, le Laos, et des représentants de l'ASEAN, l'Association régionale d'Etats non communistes qui appuient la résistance khmère. M. Alatas, le chef de la diplomatie indonésienne, a présidé les deux séances.

Prenant l'initiative, M. Hun Sen a avancé un nouveau plan de paix. Il a proposé que le prince Sihanouk préside

un Conseil national de réconciliation chargé d'organiser des élections générales. En d'autres termes, il continue de refuser le « démantèlement » de l'Etat du Cambodge et la formation d'un gouvernement de coalition « avant l'organisation d'un scrutin ».

Cette proposition ne devrait cependant guère faire avancer la négociation. En effet, le prince Sihanouk a déjà exigé le « désarmement » non de l'administration actuelle du Cambodge, mais de l'Etat (la république populaire). Il veut, en outre, la formation d'un cabinet de coalition avant des élections.

Les deux sessions de lundi — les pourparlers doivent prendre fin mercredi seulement — n'ont été, en fait, que l'occasion de la présentation des « positions respectives » des parties en présence, ainsi que l'a dit M. Hun Sen au cours de sa conférence de presse. Maintenant que les Vietnamiens se sont engagés à retirer leurs troupes début 1990 au plus tard, le principal problème demeure la neutralisation des Khmers rouges et, à ce sujet, le premier ministre de Phnom-Penh a lié le retrait vietnamien à la « cessation simultanée de toute aide étrangère, à

l'élimination des sanctuaires accordés aux politiciens et aux autres forces d'opposition khmère ».

M. Hun Sen ne s'est, cependant, toujours pas rallié à la proposition du prince Sihanouk, qui réclame l'intervention d'une force internationale de paix pour garantir, pendant au moins cinq ans, la paix au Cambodge. Rien n'indique que, sur ce point, les positions se sont rapprochées. Les Vietnamiens se sont contents de qualifier de « judicieuse » une proposition du prince Sihanouk, dans un entretien accordé au Washington Post avant son départ de Paris, de laisser voter le siège du Cambodge à l'ONU dans l'attente d'un règlement politique. Mais une réaction contraire est émanée, de la part de Hanoi, étant donné que ce siège est actuellement occupé par la coalition de la résistance khmère, que le prince Sihanouk ne préside plus depuis sa démission du 10 juillet.

De toute façon, l'objet officiel de la « réunion informelle » de Bogor n'est pas de négocier mais de prendre contact. Sur ce point, la première journée a constitué un succès, puisqu'elle s'est déroulée « dans une atmosphère tout à fait bonne et constructive », a rapporté M. Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères. Il a reconnu néanmoins que de « grandes divergences » subsistent sur les « modalités » d'un règlement.

La note la plus optimiste est, en fin de compte, venue de Pékin où il se confirme que Chinois et Soviétiques vont se réunir prochainement pour discuter du Cambodge, une réunion qu'un diplomate chinois a jugé comme « l'une des dernières étapes majeures menant à la réconciliation entre Pékin et Moscou ». La dynamique de la paix existe et les rencontres de Bogor ne peuvent qu'y contribuer, même quand on peut s'attendre encore à quelques déboires et que, comme l'a dit M. Alatas, « trouver une solution à ce conflit qui dure depuis dix-huit ans n'est pas chose aisée et ne peut être résolu en une ou deux rencontres ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AFGHANISTAN

Washington n'a « aucune information » sur l'arrivée de renforts soviétiques

Les Etats-Unis n'ont aucune information qui permettrait de croire que des troupes soviétiques sont retournées en Afghanistan, a déclaré, lundi 25 juillet, le porte-parole du département d'Etat. Le président pakistanais avait déclaré samedi que les Soviétiques avaient interrompu leur retrait et même renvoyé 10 000 hommes en renfort pour défendre Kaboul (Le Monde du 26 juillet). Les responsables américains avaient alors indiqué qu'il y avait « des informations contradictoires » sur une éventuelle réintroduction de troupes soviétiques en Afghanistan.

Le porte-parole du département, M. Charles Redman, a été plus catégorique lundi. « Nous n'avons aucune information qui indique que les Soviétiques réintroduisent des troupes », a-t-il déclaré. M. Redman a également rappelé que le chef d'Etat-major des forces soviétiques, le maréchal Sergueï Akhromov, avait déclaré, lors de sa récente visite aux Etats-Unis, que le retrait se poursuivait et que l'accord de Genève serait respecté. Aux termes de cet accord, l'URSS devra avoir retiré la moitié de ses forces d'Afghanistan le 15 août. « Il n'y a aucune raison pour laquelle les

Soviétiques ne pourraient pas respecter cette échéance, en termes de logistique ; matériellement, ils peuvent le faire », a ajouté le porte-parole. Depuis le 15 mai, soit en plus de deux mois, les Soviétiques ont rapatrié « plus de 35 000 sur 115 000 » soldats, avait annoncé, dimanche, l'agence Tass. Pour respecter l'échéance de 15 août, il leur resterait donc près de 22 000 hommes à évacuer en moins de trois semaines.

Entre-temps, selon l'agence Tass, les derniers tirés de roquettes sur Kaboul ont fait, en quarante-huit heures, 18 morts et 45 blessés. — (AFP, Reuters).

● SOUDAN : rappel de l'ambassadeur irakien à Khartoum.

— L'Irak a décidé de rappeler d'urgence son ambassadeur à Khartoum pour protester contre la mise en cause par le gouvernement soudanais de l'un de ses diplomates dans l'assassinat d'un opposant irakien, M. Mahdi Al-Hakim. Le gouvernement soudanais avait indiqué, la semaine dernière, qu'un membre de la mission diplomatique irakienne à Khartoum, dont il n'a pas révélé l'identité, était impliqué dans l'assassinat à Khartoum, en janvier dernier, de Mahdi Al-Hakim. La porte-parole irakienne a estimé que ces accusations constituent un « grave précédent dans les relations entre pays arabes ». Il a ensuite mis en cause des membres du gouvernement soudanais « connus pour leurs relations douteuses avec le régime de Khoméini, d'avoir inventé ces accusations » contre le diplomate irakien. — (AFP).

EGYPTE

L'un des trois membres du Djihad évadés de prison a été tué par la police

Le Caire (AFP). — L'un des trois extrémistes musulmans condamnés aux travaux forcés à perpétuité dans l'affaire de l'assassinat d'Anouar El Sadate et qui s'étaient évadés le 17 juillet de la prison de Torrah, au sud du Caire, a été tué lundi matin 25 juillet au cours d'un assaut donné par la police à un appartement du Caire. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, il s'agit d'Issam El-Dine Mohamed Kamal El-Qanary. Il n'est pas précisé si les deux autres évadés, Khamis Muslim et Mohamed El-Assouani, se trouvaient également dans l'appartement du quartier de Charabiya, au Caire, qui leur servait de refuge.

Les trois évadés, membres du groupe El Djihad, avaient été condamnés aux travaux forcés à perpétuité dans l'affaire de l'assassinat du président Sadate, en octobre 1981.

Les cinq principaux inculpés dans ce procès, dont le lieutenant Khaled El Istambouli, avaient été condamnés à mort et exécutés.

Europe

GRANDE-BRETAGNE : remaniement ministériel surprise

M^{me} Thatcher prépare sa réforme du service national de santéLONDRES
de notre correspondant

M^{me} Thatcher a procédé, le lundi 25 juillet, à un remaniement ministériel surprise, destiné à préparer la réforme, cet automne, du service national de santé et à couper court aux spéculations concernant un départ éventuel du chancelier de l'Echiquier, M. Lawson. Le premier ministre a fait savoir qu'elle avait voulu éviter de gâcher les vacances des membres de son cabinet en proie aux affres de l'incertitude avant le traditionnel réajustement de la rentrée.

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale, créé en 1968, du temps de M. Harold Wilson, est divisé en deux. La presse britannique, qui oublie apparemment l'éducation nationale française, écrit qu'il s'agit d'un « plus gros employeur européen après l'armée rouge ». L'ancien titulaire, M. John Moore, ne garde que la sécurité sociale. Un ministre à part entière est créé pour la santé et confié à « l'homme qui monte », M. Kenneth Clarke, jusqu'ici adjoint de lord Young au commerce et à l'industrie.

La sécurité sociale reste le ministère le plus pressenti, avec une enveloppe annuelle de 48 milliards de livres (environ 520 milliards de francs). Il est chargé de distribuer les pensions de vieillesse, les allocations de chômage et l'aide au logement, d'où l'ampleur des sommes en cause, mais il n'emploie que 90 000 personnes. Le budget public de la santé est de 20 milliards de livres, essentiellement destinés au service national de soins gratuits. Mis en place après la seconde guerre mondiale, celui-ci fait travailler environ 1 million de personnes et se trouve actuellement plutôt mal en point.

La réforme de ce service national est le « grand dessein » de M^{me} Thatcher pour son troisième mandat. Il s'agit d'économiser l'argent du contribuable partout où c'est possible, de privatiser en douceur là où l'opinion publique le tolérera, et d'aller plus loin et plus vite si le climat général le permet.

Dans l'esprit de la Dame de fer, c'est un honneur pour M. Clarke d'être chargé de cette mission, sous son contrôle direct. L'humiliation pour M. Moore, qui n'a pas été jugé à la hauteur de l'entreprise, est considérable. Ce dernier passait, avant les grèves d'infirmeries de cet hiver et le malaise général du monde médical, pour un successeur potentiel du premier ministre.

Un message à la City

Il semble que M^{me} Thatcher veuille agir avec prudence. M. Clarke n'appartient pas aux milieux ultras du parti conservateur, qui imaginent chaque semaine, dans le secret des cercles de réflexion, les moyens de « casser » le service national de santé, fleuron de l'Etat-providence et fierté d'un certain « socialisme à l'anglaise ».

M. Clarke sera assisté de M. David Mellor, autre étoile montante du gouvernement, qui était un des adjoints

de Sir Geoffrey Howe au Foreign Office, plus particulièrement chargé du Proche-Orient. Agé de trente-neuf ans, M. Mellor, auquel ses critiques contre Israël n'ont apparemment pas nuï, peut nourrir de grandes ambitions.

Ce remaniement est également important parce qu'il ne concerne pas, en particulier M. Lawson, le chancelier de l'Echiquier, est, depuis le début de l'année, en délicatesse avec M^{me} Thatcher à propos de la politique monétaire. M. Lawson est « interventionniste » sur les marchés des changes extérieurs, afin d'éviter une hausse intempestive du livre, qui serait préjudiciable aux intérêts des exportateurs britanniques. M^{me} Thatcher ne croit pas de son côté qu'on puisse « tromper le marché ».

Avant de partir en vacances, M^{me} Thatcher a adressé un message à la City, en particulier aux cambistes : M. Lawson est encore là pour au moins un an. Toute hausse excessive de la livre sera combattue — dans certaines limites — par la Banque d'Angleterre. Cette mise au point était sans doute nécessaire après les incertitudes de ces derniers mois.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EN BREF

● **GRANDE-BRETAGNE** : projet de privatisation des centres de détention préventive. — Le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a présenté lundi 25 juillet un mémorandum aux termes duquel les nouveaux centres de détention préventive seront administrés par le secteur privé, probablement en collaboration avec le système public en vigueur. Cette proposition, destinée à enrayer la surpopulation des prisons, a déjà soulevé les protestations de plusieurs organisations, dont l'Association nationale pour l'assistance et la réinsertion des détenus, qui estime qu'une telle mesure risque de porter préjudice aux réformes pénales. — (AP.)

● **IRLANDE DU NORD** : un dirigeant du Sinn Féin assassiné à Belfast. — M. Brendan Davidson, un dirigeant du Sinn Féin, a été tué par un tir d'armes à feu, a été assassiné lundi 25 juillet, à son domicile de Belfast, par un commando non identifié. Le Sinn Féin a accusé des membres des paramilitaires protestants qui avaient déjà tué tant d'associés de M. Davidson l'an dernier. — (AFP.)

● **POLOGNE** : profanation d'une messe par des policiers. — Le ministre polonais de l'Intérieur, le général Cieslinski, a présenté des excuses à l'Eglise à la suite de la messe profanée, vendredi dernier, d'une messe à Gdansk par des militaires, a indiqué M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, le lundi 25 juillet. Selon M. Urban, les trois policiers auteurs des exactions étaient en état d'ivresse. Ils risquent d'être exclus de la police et encourir une peine de deux à cinq ans de prison. — (AFP.)

l'agence PAP, a ajouté que chaque année 250 000 autres Polonais prolongent illégalement leur séjour à l'étranger, sans préciser combien d'entre eux reviennent finalement en Pologne. — (Reuters.)

● **POLOGNE** : profanation d'une messe par des policiers. — Le ministre polonais de l'Intérieur, le général Cieslinski, a présenté des excuses à l'Eglise à la suite de la messe profanée, vendredi dernier, d'une messe à Gdansk par des militaires, a indiqué M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, le lundi 25 juillet. Selon M. Urban, les trois policiers auteurs des exactions étaient en état d'ivresse. Ils risquent d'être exclus de la police et encourir une peine de deux à cinq ans de prison. — (AFP.)

URSS

Une partie de la population du Haut-Karabakh n'a pas encore repris le travail

La télévision soviétique a affirmé, lundi 25 juillet dans la soirée, que toutes les entreprises d'Erevan, la capitale de l'Arménie, avaient, au cours de la journée, repris le travail après les grèves des semaines précédentes. Dans le principal bulletin d'informations de la journée, on n'a en revanche montré aucune image de Stepanakert, le chef-lieu de la région en majorité arménienne du Haut-Karabakh (enclavée en Azerbaïdjan), où une grève générale de deux mois a pris fin lundi. L'agence Tass a reconnu que 21,5 % des employés des quinze principales entreprises n'avaient pas regagné leur poste. Elle avait cependant affirmé que tous les établissements avaient rouvert leurs portes.

Des officiers ont précisé que des mesures avaient été prévues pour rattraper une partie du retard causé dans la production par les grèves : par exemple de travailler pendant les jours de repos.

Dans une soirée de la ville, il a fallu deux heures pour que le personnel nettoie « la couche épaisse de poussière » qui s'était déposée pendant la grève. Une ouvrière a noté

qu'il serait impossible de remplir le plan. Le responsable d'une autre usine a reconnu, pour sa part, qu'il avait tellement peur que ses employés ne viennent pas au travail, surtout en cas d'éventuelle poursuite de la grève des transports en commun, qu'il avait envoyé des 6 heures tous les véhicules de son entreprise, y compris sa propre voiture, sur les itinéraires des autobus municipaux.

L'agence Tass a annoncé lundi que le comité central du Parti communiste arménien avait adopté une résolution visant à réprimer les activités du « Comité Karabakh », principale force d'opposition organisatrice des manifestations d'Erevan : « Le procureur général et le ministre de l'Intérieur d'Arménie doivent prendre les mesures nécessaires pour garantir l'ordre public... et réprimer les activités d'éléments instigateurs visant à déstabiliser la situation dans la République ».

La résolution qualifie le « Comité Karabakh » d'« extrémisme illégal et inconstitutionnel ». Se référant notamment à plusieurs de ses membres, elle les accuse de s'abriter derrière la politique d'ouverture du Kremlin pour répandre provocations et calomnies.

Tout en rejetant, le 18 juillet, la demande de rattachement à l'Arménie du Haut-Karabakh, administré depuis 1923 par l'Azerbaïdjan, le présidium du Soviet suprême a annoncé la création d'une commission chargée d'examiner la question avec des responsables d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

La télévision soviétique a annoncé lundi que cette commission avait été constituée et que M. Arkady Volok, membre du comité central du Parti communiste soviétique, se rendrait au Haut-Karabakh pour y examiner la situation et rencontrer des responsables locaux. On laisse entendre dans certains milieux soviétiques qu'une solution à long terme pourrait résider dans l'élévation du Haut-Karabakh (peuplé à 75 % d'Arméniens) au statut de République

autonome au sein de l'Azerbaïdjan. Cela aurait pour effet de maintenir officiellement l'autorité de l'Azerbaïdjan sur le territoire tout en donnant en pratique à la région la possibilité d'administrer ses propres affaires. « Je pense que c'est la seule chose qui leur reste à faire, confiait un Arménien résidant à Moscou. Il faudra qu'ils nous accordent quelque chose, nous pourrions alors considérer que la partie est nulle. » — (AFP, Reuters.)

Le procès du gendre de Brejnev s'ouvrira en septembre

M. Youri Tchourbanov, gendre de l'ancien numéro un soviétique Léonid Brejnev et ancien premier vice-ministre de l'Intérieur, sera jugé début septembre pour corruption, a annoncé, lundi 25 juillet, l'organe du gouvernement soviétique, les *Izvestia*.

Selon le quotidien, le collège militaire de la Cour suprême a estimé qu'il pesait suffisamment de charges à l'encontre de Youri Tchourbanov, âgé d'une cinquantaine d'années, pour le déférer devant la justice, avec huit autres personnes accusées, comme lui, d'avoir « reçu ou distribué des pots-de-vin ». Ces charges, précises les *Izvestia*, remplissent à elles seules cent dix volumes.

L'agence Tass, indique que M. Tchourbanov est accusé d'avoir accepté des pots-de-vin pour une valeur de 650 000 roubles (environ 7 millions de francs), soit l'équivalent de deux cents salaires d'un ouvrier moyen. Le 18 juin dernier, le quotidien syndical *Troud* avait affirmé qu'il avait accordé sa protection, moyennant paiement, à la police de la République d'Ouzbékistan, coupable de meurtres, viols, extorsions de fonds et autres méfaits.

Les membres les plus proches de la famille de Brejnev — mort en 1982 — ont été récemment privés de tous les privilèges qu'ils recevaient « indûment ». (Le Monde daté 24-25 juillet). — (AFP, AP.)

Diplomatie

Pour la première fois depuis la rupture avec Moscou en 1967

Une mission diplomatique israélienne se rend en URSS

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Vous entreprenez un voyage historique », a dit le premier ministre, M. Itzhak Shamir, en prenant congé des six membres de la mission diplomatique israélienne qui se rend à Moscou. La délégation arrivera jeudi 28 juillet dans la capitale soviétique après avoir fait un crochet par La Haye pour y prendre les visas d'entrée en URSS. Ces visas, délivrés pour une période de deux mois, seront ensuite prolongés. Cependant, à Jérusalem, on a l'impression que les Soviétiques font tout pour que dans un premier temps la délégation consulaire israélienne adopte un profil bas.

Dès lors, même si l'on peut effectivement parler de « voyage historique », c'est la première visite officielle en URSS d'une mission diplomatique israélienne depuis la rupture des relations en 1967. L'événement semble manquer quelque peu de solennité. C'est sans doute qu'il a été attendu trop longtemps.

Il y a plus d'un an déjà que la délégation consulaire soviétique est à pied d'œuvre à l'ambassade de Finlande à Tel-Aviv, où elle fait l'inventaire des biens de l'Eglise russe en Israël. Mais ensuite il a fallu d'innombrables rencontres et tractations à tous les niveaux avant que les Soviétiques n'accordent le feu vert définitif à la venue de la délégation israélienne.

Et puis, si les signes de normalisation des relations entre les deux pays se sont multipliés, les Israéliens ont un peu l'impression que cela se fait en zigzag. Ils se sont certes habitués à la venue de troupes artistiques, de metteurs en scène ou tout simplement de touristes soviétiques — il y en a actuellement deux mille — mais ils attendent toujours en vain le grand bouleversement, la « révision déchirante » de la politique du Kremlin au Proche-Orient.

Un des signes de la « normalisation » a été récemment une première dans les *Nouvelles de Moscou* : la publication d'un article signé par un diplomate israélien à la retraite, M. Guidon Raphael souhaitant que les Soviétiques « procèdent enfin à

une véritable « perestroïka » de leurs relations avec Israël ».

Faute d'en être déjà arrivé là, on se félicite malgré tout à Jérusalem que l'URSS ait finalement accepté le principe de la « synergie » dans les visites de délégations consulaires. Le mandat accordé à la mission israélienne à Moscou, même s'il est limité, est en effet sensiblement identique à celui de la mission soviétique qui siège à l'ambassade de Finlande à Tel-Aviv.

Retrouvailles avec la communauté juive

Deux champs d'action sont autorisés : l'inspection des biens d'Israël en URSS (en fait uniquement le bâtiment qui abritait l'ambassade jusqu'en 1967) et l'inspection des travaux de la section de l'ambassade des Pays-Bas qui s'occupe des visas israéliens accordés aux émigrants juifs soviétiques.

En réalité, les dirigeants israéliens voient surtout dans la mission de la délégation l'occasion d'une reprise de contact officielle avec la communauté juive soviétique. Il est symptomatique à cet égard que, dès vendredi, le lendemain de leur arrivée, les membres de la délégation israélienne, assisteront à l'office de la grande synagogue de Moscou. Il est également symptomatique que deux membres de cette délégation sont originaires d'URSS : Miron Gordon, qui la dirige, et Yacov Kedmi, un ancien refuznik qui vit en Israël depuis une vingtaine d'années.

« Nous savons que notre venue est attendue avec impatience par la masse des juifs soviétiques », a déclaré M. Miron Gordon.

Les Israéliens espèrent sans doute que ces retrouvailles officielles avec la communauté juive auront un effet salutaire sur l'immigration. Les derniers chiffres sont en effet alarmants : sur les mille quatre cent soixante-dix juifs qui ont été autorisés à quitter l'URSS le mois dernier, à peine cent vingt-sept (moins de 10 %) sont venus en Israël, les autres ont fait « défection » à Vienne et ont poursuivi leur route vers les Etats-Unis et le Canada.

Dans le but de limiter ces « défections », le gouvernement de Jérusa-

lem a décidé récemment de ne plus accorder les visas à Vienne mais à Bucarest, d'où les émigrants arriveraient en Israël par vol direct. Mais, pour appliquer cette décision, il faut bien sûr l'accord des Soviétiques. Or cette question ne fait pas partie des plus du « mandat limité » de la délégation consulaire israélienne. En tout cas pas immédiatement. A terme, l'espoir des Israéliens est de voir ce mandat progressivement élargi jusqu'au rétablissement en bonne et due forme des relations entre les deux pays.

(Interim.)

M. Robert Thomas est nommé ambassadeur en Guinée

M. Robert Thomas a été nommé ambassadeur en Guinée, en remplacement de M. Henri Réthoré, et-on indiquait lundi 25 juillet au Quai d'Orsay.

[Né en 1928, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Thomas est un spécialiste des affaires africaines et malgaches. Administrateur à Madagascar de 1951 à 1960, il a ensuite été conseiller du ministre-résident à Diego-Suarez, puis conseiller culturel à Ouagadougou (1962-1966) et à Bamako (1969-1973). Il a ensuite assumé, jusqu'en 1982, la sous-direction de la coopération culturelle et technique au ministère de la coopération, et jusqu'en 1985 la direction des projets de développement. M. Thomas était ambassadeur de France à Djibouti depuis 1983.]

● **Rencontre entre MM. Rocard et Martens à Paris.** — Les premiers ministres français et belge, MM. Michel Rocard et Wilfried Martens, ont eu lundi 25 juillet des entretiens « détaillés et très complets », portant notamment sur l'Europe sociale, le marché financier unique européen et ses conséquences fiscales, ainsi que sur les problèmes de défense et d'armement, a indiqué M. Rocard. Les deux « avancent bien » et les relations entre la France et la Belgique « sont au beau fixe », a également déclaré le premier ministre français à l'issue de l'entretien. (AFP.)

La Communauté européenne va « explorer le contenu possible d'un accord » avec l'Union soviétique

M. Carlini, secrétaire américain à la défense, a rejeté implicitement, le dimanche 24 juillet, un plan soviétique d'inspection des navires et sous-marins porteurs de missiles de croisière. Ce plan, que M. Karpor et le général Tchervov, deux responsables soviétiques du désarmement, avaient exposé, samedi, dans un entretien au *Washington Post*, prévoyait un accès inédit d'inspecteurs aux bases navales de l'autre partie, la présence de contrôleurs permanents à l'extérieur des usines fabriquant ces missiles et d'autres mesures très contraignantes. « Le régime de vérification doit être compatible avec les exigences opérationnelles », a dit à ce sujet M. Carlini.

On sait que les missiles de croisière basés en mer ne sont pas inclus dans le projet d'accord de réduction de 50 % des armes stratégiques, mais que le principe d'un plafonnement est admis sur ces armes.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission a été invitée, lundi, par les ministres des Douze à poursuivre « l'exploration du contenu possible d'un accord avec l'Union soviétique ». Des conversations informelles avec les experts de Moscou — ce sera le second rendez-vous de cette nature — auront lieu à l'automne, et M. Willy de Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, n'a pas exclu d'être en mesure de soumettre, avant la fin de l'année, aux ministres des affaires étrangères des Douze un projet de mandat de négociations.

Par ailleurs, une rencontre de concertation politique aura lieu probablement en marge de la prochaine Assemblée générale des Nations unies, en septembre, à New-York, entre M. Papoulis, le ministre grec des affaires étrangères, qui préside les travaux des Douze, et M. Edouard Chevardnadze, son homologue soviétique. Cette annonce de « dialogue politique » entre la Communauté et l'URSS portera sur les sujets à propos desquels il existe une position « claire et unanime » des Douze, a indiqué, lundi, à Bruxelles, M. Pangalos, le ministre grec des affaires européennes. Il a cité à titre d'exemple le Moyen-Orient, l'Afghanistan, les questions de désarmement et l'Amérique centrale.

Cependant, le premier missile SS-20 a été détruit vendredi 22 juillet sur la base de Kapoustine Jar, près de la mer Caspienne, dans le cadre du traité éliminant les missiles intermédiaires, en présence d'inspecteurs américains. On a appris le même jour que Washington avait refusé 8 des 200 inspecteurs soviétiques proposés par Moscou, les considérant comme des espions. Sept d'entre eux devraient être stationnés en permanence près de l'usine de missiles Hercules à Magna, dans l'Utah.

Tandis qu'à Vienne les 35 pays participant à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) siègent cette semaine tous les jours en séance plénière dans l'espoir de parvenir à une conclusion positive, les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi à Bruxelles, se sont entendus pour explorer le « contenu possible » d'un accord entre la Communauté et l'URSS.

Pour la première fois donc, un texte officiel de la Communauté fait explicitement référence à la conclusion d'un accord avec l'URSS. C'est la logique de la normalisation qu'a symbolisée la signature, le 25 juin à Luxembourg, d'une « déclaration commune » par la Communauté et le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle, l'organisation économique des pays de l'Est, plus communément appelée COMECON).

Premier texte officiel

Depuis cette date, les pays de l'Europe de l'Est, à l'exception de la Roumanie, ont demandé à établir des relations diplomatiques avec la Communauté. Un accord de commerce et de coopération avec la Hongrie a été paraphé le 30 juin ; des négociations sont en cours avec la Tchécoslovaquie ; d'autres pourraient débuter rapidement avec la Pologne, la Bulgarie, la RDA. Récemment, l'Union soviétique a fait savoir son désir de resserrer ses liens avec la Communauté, en négociant, a indiqué au ministre M. de Clercq, l'accord « le plus large possible ».

Il reste à s'entendre sur le contenu à donner à cet accord. Les échanges commerciaux de la CEE avec l'URSS ne représentent qu'un peu plus de 4 % des échanges extérieurs de la CEE. Pour M. de Clercq, un

des moyens de le développer serait d'améliorer ce qu'il a appelé les « business facilities », c'est-à-dire les conditions de travail des opérateurs économiques des Douze. Mais, a-t-il ajouté, la Communauté pourrait trouver avantage à ce qu'un accord avec l'URSS soit étendu à des domaines tels que l'environnement, l'énergie — notamment l'énergie nucléaire — les transports (surtout les transports maritimes).

Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, ont préféré, par prudence, que le texte approuvé par le conseil ne précise d'aucune manière la nature de l'accord qui pourrait être conclu et n'indique pas, contrairement à ce que prévoyait une première version, qu'il pourrait s'agir d'un accord de coopération allant donc au-delà d'un simple accord commercial. L'Union soviétique, on le sait, souhaite tout particulièrement engager une coopération technologique avec la Communauté. Plusieurs Etats membres trouvent apparemment prématuré de s'engager dans cette voie. Certains, au sein de la Commission, semblent avoir des doutes quant aux éléments nouveaux qui pourraient ressortir des prochaines conversations exploratoires avec les Soviétiques. En fait, expliquent-ils, c'est aux Douze qu'il revient de faire savoir jusqu'où ils veulent aller et, par là même, quels risques ils sont prêts à prendre pour resserrer les liens avec Moscou.

PHILIPPE LEMAITRE.

TUNISIE

Le président Ben Ali élections législatives

Le président Ben Ali a annoncé, lundi 25 juillet, que les élections législatives auront lieu le 28 août 1988. Il a précisé que ces élections seront organisées conformément à la Constitution tunisienne. Le président a également souligné l'importance de ces élections pour la démocratie tunisienne et a encouragé les citoyens à voter librement et en conscience. Il a mentionné que le processus électoral sera supervisé par la Commission nationale électorale, chargée de garantir l'équité et la transparence des élections. Le président a conclu son discours en affirmant sa confiance dans le processus démocratique tunisien et en souhaitant une victoire électorale pour la coalition gouvernementale.

Amériques

COLOMBIE

La convocation à la cave

La convocation à la cave... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image et de la complexité du texte imprimé.)

Politique

Des « conviviaux décalés » aux « intégristes acharnés »

Le communisme français dans tous ses états...

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale, dont la constitution vient d'être officialisée par le Conseil constitutionnel, compte vingt-cinq membres, dont un apparenté, M. Ernest Moutoussamy, député de la Guadeloupe. Les deux députés communistes de la Réunion, MM. Laurent Vergès et Elie Hoarau, resteront non inscrits.

Au sein de ce groupe, les maires sont majoritaires, au moment où le PCF, habitué par des sensibilités extrêmement diverses, privilégie son discours unitaire et « rassembleur » en vue des élections municipales de 1989. Friends d'un « étiquetage » interne très particulier, les communistes sont confrontés au « vent nouveau » venu de l'est, qui domine de l'air aux « gorbatchéviens français ».

Les communistes n'aiment pas les étiquettes. Surtout celles qui leur collent les non-communistes. Tout en rejetant, à juste titre, l'image d'un parti monolithique dont les adhérents auraient le petit doigt sur la couture du pantalon, les dirigeants du PCF se gaussent des classifications, plus ou moins judicieuses, proposées par les observateurs. Au diable les « contristes », les « ouverts » ou les « socialistes » à l'intérieur du parti révolutionnaire ! Le langage officiel ne connaît que les « nuances » autour d'un corps de doctrine.

Pour autant, et toute l'histoire du parti le rappelle, les communistes, et particulièrement ceux qui les dirigent, consacrent une bonne partie de leur réflexion politique à s'affubler entre eux, d'étiquettes, de sobriquets et parfois même de... noms d'oiseaux, dont l'impact conformationnel est rarement la première vertu. L'étiquette a, plutôt, au PCF, une valeur d'exclusion de la famille. André Marty, membre du secrétariat du comité central en 1952, fut dénoncé comme « filio ». Jacques Duclos et Étienne Fajon s'attachèrent à démontrer ses « liaisons politicières ». Trente-cinq ans plus tard, Pierre Juquin, surnommé « camarade Tabou » par le secrétaire général, s'est vu qualifié de « sous-marin socialiste ».

Marcel Rigout a eu le privilège de partager avec lui cette caractéristique aquatique. A la tribune du vingt-sixième congrès, en décembre 1987, un lieutenant de Georges Marchais a accusé l'ancien ministre de Pierre Mauroy d'être « un peu gorgon sous-marin » naviguant entre Limoges et Rome, terre d'élection du Saint-Siège et du PCI.

Entre l'indicateur et le submersible, la direction du PCF a épuisé autant d'étiquettes flatteuses que de dirigés auxquels elles étaient destinées. Tout y est passé : le « groupe », forcément « anti-parti », composé de Casanova, Servin et Krieger-Valmont ; les « classes », les fractions et factions, les ennemis de l'intérieur qui, automatiquement, devenaient des « ennemis de classe ». Les « opportunistes » ont été voués aux gémonies pour avoir placé « la barre trop bas ».

Les jeunes titistes français, trop fascinés par l'indépendance yougoslave, ou pour une simple pénétration estivale sur la côte dalmatienne, se sont fait exclure pour « hitléro-troïskisme ». Les « Italiens », puis les « grecs », après les « tchoviètes », subirent le même sort à l'Union des étudiants communistes (UEC). Au début des années 80, les partisans du dirigeant de la fédération de Paris, Henri Fiszbin, furent baptisés, comme de juste, de façon péjorative « fiszbinistes », et ceux de Pierre Juquin « juquinistes ».

A vrai dire, les contestataires ne sont pas restés, eux non plus, les deux pieds dans le même sabot, pour les étiquettes. Aujourd'hui, les permanents qui sont jugés « carriéristes » et un tantinet « florentins » sont surnommés « les Polonais ». Ce sobriquet en dit long sur l'opinion dont bénéficie le régime du général Jaruzelski. Et, depuis le vingt-cinquième congrès de 1985, les plus sectaires des militants se voient appelés, indifféremment, « ayatollahs », « gardes rouges » ou même « Khmers rouges ».

Un recensement minutieux des étiquettes en usage à l'intérieur du parti permet de montrer que, de l'extrême périphérie jusqu'au centre de la galaxie, tous les états du communisme français ont leurs représentants, avoués ou implicites. Chacun peut être doté d'une étiquette distinctive.

A l'extrémité la plus éloignée par rapport aux « tables de la loi », on trouve les « conviviaux décalés ». Originaires des « comités Juquin », ce sont des communistes « rénovateurs » en rupture, qui ont désormais plus affaire à l'alternative qu'au marxisme-léninisme. Encore alliés aux trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, aux militants du PSU de Jean-Claude Le Sornet et à ce qu'il reste de la fédération de la gauche alternative de Jean-Pierre Lemaire, ces communistes semblent minoritaires dans leur courant d'origine. Après avoir organisé une rencontre nationale antitiste en juin, les « comités Juquin » se sont donc rendez-vous pour des assises en novembre.

L'objet est de fournir, enfin, une consistance politique à ce mouvement rouge et vert « préconisé par l'ancien porte-parole du PCF.

Les « rénovateurs » qui ont occupé pendant quatre ans le devant de la scène contestataire du PCF, ont, dans leur majorité, coupé leur cordon ombilical politique avec leur chef de file initial, Pierre Juquin. L'opération, décidée par les instances dirigeantes après l'élection

présidentielle, a provoqué quelques remous à la base. Privé de parti, le Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) tiendra, lui aussi, des assises, un mois avant les « comités Juquin ». Notamment dirigé par Claude Liébre, ancien membre du comité central du PCF, dont il a été exclu, Maurice Krieger-Valmont, seul survivant de « groupe » et Robert Crémieux, ancien rédacteur en chef adjoint de l'Humanité-Dimanche, dont il a été licencié, il présentera des candidats aux élections cantonales mais brille actuellement par son sur-place politique, étroitement lié à une hypothétique clarification au sein du PCF.

Les « reconstruiseurs »

Encore faut-il noter que certains « rénovateurs », en Meurthe-et-Moselle particulièrement, les de ce qu'ils considèrent comme « un jeu stérile et marginal », ont définitivement rompu avec le PCF. Pierre Juquin et le MRC. Coéditeurs, entre autres, par Denis Bonvalot, ancien communiste représentant de la CGT à la Fédération syndicale mondiale (FSM) à Prague, ils souhaitent mener, de façon autonome, des relations avec les socialistes.

Toujours membres du parti, les « reconstruiseurs » constituent une constellation située à mi-chemin entre les contestataires de l'extérieur — les « rénovateurs » qui les observent avec intérêt — et les « gorbatchéviens » de l'intérieur — nouvelle catégorie qui semble émerger au comité central. L'Humanité a tenté, verbalement de leur attribuer le crime de « fractionnisme », avant même qu'ils aient lancé un appel, dit des « 54 », qui s'inspirait d'un texte de Claude Luperon, ancien membre du bureau politique, instance dont il a démissionné en janvier 1987.

Cette vague de contestation regroupe deux générations de communistes : des « gorbatchéviens », dont certains ont été « placardisés » à la tête de municipalités de la banlieue parisienne, et des hommes qui ont bénéficié de l'accession au pouvoir de Georges Marchais. Elle puise son originalité dans cette alliance peu commune, et fragile, à laquelle se joignent, physiquement ou par la pensée, des figures historiques du « parti des fusillés ».

Ces « reconstruiseurs » ne font presque pas mystère de leurs réunions — dans une ville communale de la périphérie de Paris ». Représentant moderniste de cette sensibilité, Félix Darnette, ancien membre du comité central, officiellement écarté au dernier congrès pour des « raisons politiques », se fait fort de donner l'initiative d'une « reconstruction communiste » (IRC) d'un document de réflexion, à la rentrée, sur la crise du PCF et ses problèmes de fonctionnement. Il aborde cette question dans un article du dernier numéro de la revue M dont il est

reçu du communisme occidental et préconisant des relations avec les sociaux-démocrates, dont la relation faite par l'Humanité (2) paraît avoir déçu les Soviétiques. Dans la foulée, le conseiller d'Etat communiste a déploré l'existence d'un centralisme démocratique « bas de gamme », en y mettant les formes, et a souhaité un développement de la formation idéologique et théorique comme pour soutenir, avec dégoût, la faiblesse de celle qui domine actuellement.

L'épreuve de vérité

A l'évidence, l'image de M. Gorbatchev plus de plus en plus dans certaines sphères dirigeantes du PCF. Les dirigeants du parti, et le premier d'entre eux en particulier, risquent, d'un peu ou moins brève échéance, d'en pâtir.

La Parité communiste se trouve ainsi dans la situation très curieuse où la direction sort confortée de la dernière élection présidentielle sans pour autant pouvoir imposer ses volontés, au risque de dissiper son nouveau capital dans une bataille interne. L'épreuve de vérité sonnera quand, selon l'expression utilisée par M. Le Pors devant le comité central, il s'agira de restaurer « la confiance » et « la camaraderie » à l'égard de « tous les communistes ».

O. B.

(1) Cahiers du communisme, numéro spécial sur le vingt-deuxième congrès (120 francs).

(2) Le quotidien communiste y a fait allusion dans son édition du 15 avril, en sept lignes, sans citer le nom du responsable des relations internationales du PC soviétique.

Le bureau politique du FLNKS s'est réuni, mardi après-midi 26 juillet, à Nouméa, pour composer la délégation qui sera chargée de présenter, mercredi matin, au nouveau haut commissaire de la République en poste sur le territoire, M. Bernard Grassel, les contre-propositions arrêtées le week-end dernier par la convention d'Ouvéa.

Outre ses hypothèses de travail sur la question litigieuse de la composition du corps électoral appelé à participer au futur scrutin d'autodétermination (Le Monde du 23 juillet), le bureau politique formulera d'autres demandes de « réaménagement » de l'annexe 2 de l'accord de Matignon. Il proposera d'avancer ce scrutin d'autodétermination à la fin de 1992. Il proposera de retoucher le projet de découpage régional dans un sens rejoignant l'ancien statut mis en place par M. Edgar Pisani, avec, en particulier, un rattachement à la région du Nord des communes de Thio, Yaté et de l'île des Pins, tandis que la frontière entre cette région du Nord et celle du Sud serait ramenée, sur la côte ouest, au niveau de Païta, plus près de Nouméa.

Parmi les mesures de « décolonisation » préconisées par le FLNKS figurent la déconcentration vers la brousse de certains services administratifs, surtout les services ruraux, et la mise en œuvre d'une politique fiscale.

Interrogé, lundi après-midi, sur l'annexe 2, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a souligné : « Sur les positions de principe, il est clair qu'il n'y a pas d'opposition de l'accord de Matignon (la part de la coalition indépendantiste), qui a-t-il précisé, comme le plan Pisani, ne correspond pas à nos objectifs politiques ». Mais, en même temps, M. Tjibaou a répété que son mouvement « est prêt à s'engager plus avant dans le processus » ouvert par cet accord et « n'exclut pas de faire des concessions ». « Tous les militants sont pour l'indépendance kanak socialiste », a-t-il souligné, mais, avant d'y arriver, il faut vivre.

A Paris, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, a indiqué, lundi soir, sur RTL, que le gouvernement était disposé à « apporter les clarifications indispensables » sur la question du corps électoral prévu en 1998. « Il y a un certain nombre de garanties que l'on peut apporter aux Mélanésiens, notamment ».

Un deuxième fer au feu

Au sein du « marais » qui tente, le plus possible, de coller à la tactique du moment, les « syndicaux » ont toujours occupé une place particulière. Réputés pour leur fermeté, pour ne pas dire plus, Louis Vianet, membre du bureau politique, Michel Warcholac, Gérard Alazard et Thérèse Hirsberg, tous dirigeants de la CGT et membres du comité central du PCF, ont tenté, en vain, d'entamer le magistère du secrétaire général de la centrale syndicale, Henri Krasucki, également membre du bureau politique.

Au centre de la galaxie, on trouve ce qui est baptisé « le clan Marchais ». Outre son secrétaire politique, Jean-François Gau, les fidèles du secrétaire général ne sont pas légion. Le premier d'entre eux, présenté comme son successeur potentiel, est le secrétaire à l'organisation, Jean-Claude Gaysot. Il accompagne l'homme des fédérations, Paul Laurent, et la femme qui « suit » les municipalités, Madeleine Vincent. Il est dit dans le parti que François Duteil — un bon fusil, comme le premier dirigeant du parti, et considéré comme le successeur probable de Henri Krasucki — fait aussi partie de cette « équipe » au sein de laquelle Gaston Plissonnier, secrétaire administratif du comité central, qu'il fréquente depuis un demi-siècle, joue le rôle du patriarche discret.

Au-delà du « clan » et de l'orthodoxie survivent quelques « intégristes acharnés » qu'un membre du comité central appelle méchamment « les hommes de main ». Quelques-uns se recrutent au comité central ; quelques autres aspirent à y entrer et bon nombre d'entre eux sont affectés à la presse communiste sur laquelle Roland Leroy, directeur de l'Humanité, a la haute main. Persuadés d'être les détenteurs de la pureté révolutionnaire, ils sont aujourd'hui moins bruyants qu'autrefois.

Des « conviviaux décalés » aux « intégristes acharnés », en passant par les « gorbatchéviens » et les « syndicaux », les communistes porteurs de ces appellations ne mettent pas en avant les mêmes priorités. Si les premiers nommés participent à ce qu'il est convenu de baptiser la « reconstruction » en dehors du PCF, les plus dogmatiques du parti, en revanche, paraissent en perte de vitesse.

La situation nouvelle issue des élections législatives — première stabilisation du PCF depuis 1981 — favorise, à la veille des élections municipales de 1989, les tenants de l'ouverture unitaire. Il reste que le PCF garde un deuxième fer au feu : les luttes sociales, via la CGT, vont maintenir la pression sur le gouvernement.

Les « gorbatchéviens », pour le meilleur et pour le pire, devront se partager le devant de la scène.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Numéro 21, juin-juillet 1988, 208, rue Saint-Maur, 75010 Paris.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

- Le FLNKS précise ses demandes de révision de l'accord de Matignon
- Le gouvernement prêt à « apporter les clarifications indispensables »

Le bureau politique du FLNKS s'est réuni, mardi après-midi 26 juillet, à Nouméa, pour composer la délégation qui sera chargée de présenter, mercredi matin, au nouveau haut commissaire de la République en poste sur le territoire, M. Bernard Grassel, les contre-propositions arrêtées le week-end dernier par la convention d'Ouvéa.

Outre ses hypothèses de travail sur la question litigieuse de la composition du corps électoral appelé à participer au futur scrutin d'autodétermination (Le Monde du 23 juillet), le bureau politique formulera d'autres demandes de « réaménagement » de l'annexe 2 de l'accord de Matignon. Il proposera d'avancer ce scrutin d'autodétermination à la fin de 1992. Il proposera de retoucher le projet de découpage régional dans un sens rejoignant l'ancien statut mis en place par M. Edgar Pisani, avec, en particulier, un rattachement à la région du Nord des communes de Thio, Yaté et de l'île des Pins, tandis que la frontière entre cette région du Nord et celle du Sud serait ramenée, sur la côte ouest, au niveau de Païta, plus près de Nouméa.

Parmi les mesures de « décolonisation » préconisées par le FLNKS figurent la déconcentration vers la brousse de certains services administratifs, surtout les services ruraux, et la mise en œuvre d'une politique fiscale.

Interrogé, lundi après-midi, sur l'annexe 2, le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a souligné : « Sur les positions de principe, il est clair qu'il n'y a pas d'opposition de l'accord de Matignon (la part de la coalition indépendantiste), qui a-t-il précisé, comme le plan Pisani, ne correspond pas à nos objectifs politiques ». Mais, en même temps, M. Tjibaou a répété que son mouvement « est prêt à s'engager plus avant dans le processus » ouvert par cet accord et « n'exclut pas de faire des concessions ». « Tous les militants sont pour l'indépendance kanak socialiste », a-t-il souligné, mais, avant d'y arriver, il faut vivre.

A Paris, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, a indiqué, lundi soir, sur RTL, que le gouvernement était disposé à « apporter les clarifications indispensables » sur la question du corps électoral prévu en 1998. « Il y a un certain nombre de garanties que l'on peut apporter aux Mélanésiens, notamment ».

PROPOS ET DÉBATS

M. Giscard d'Estaing

Développer l'UDF

M. Valéry Giscard d'Estaing, dans une lettre adressée le 13 juillet à tous les responsables de l'UDF, dont il est le président, annonce qu'il les consultera avant de présenter des propositions de réforme « qui devront respecter la nature pluraliste et ouverte de notre mouvement ». Il ajoute : « J'ai la conviction que l'UDF jouera un rôle essentiel dans l'avenir de notre pays et dans la préparation de la future alternance », car « la France a besoin d'un grand mouvement libéral et centriste de dimension européenne ».

Le député du Puy-de-Dôme conclut : « L'UDF choisit une attitude d'opposition constructive et raisonnée. Elle développera ses relations avec son partenaire, la RPR, dans le cadre de l'Union du rassemblement et du centre ».

M. Rausch

Rapprochement

M. Jean-Marie Rausch, maire centriste de Metz, ministre du commerce extérieur, estime dans une interview à la Croix du 26 juillet, que M. Rocard incarne une autre politique que celle menée en 1981 ou même que celle mise en œuvre en 1984 par M. Fabius. De plus, M. Mitterrand « a fait une campagne électorale dans laquelle il n'y avait ni socialisme ni grandes thèses annonçant la politique ».

L'ancien sénateur de l'Union centriste de Moselle assure : « Je sais que Raymond Barre a rencontré une ou deux fois François Mitterrand... Je crois intimement que Raymond Barre considère qu'actuellement faire partie du gouvernement de François Mitterrand n'est pas contraire aux institutions et à la morale politique ». A la question : « Vous êtes donc favorable à ce que MM. Barre et Mitterrand s'entendent ? », M. Rausch répond : « Il y a des tas de choses qui se font en ce sens mais je ne peux pas en dire plus ». Et il ajoute : « Les centristes pourraient donner de l'air à M. Rocard. A mon avis, ils vont le faire. Dès la rentrée ».

ment que leur représentation ne sera pas affectée par des immigrations », a ajouté M. Le Pensec, en réaffirmant, toutefois, que l'accord de Matignon constituait « un point d'équilibre » et que « toute concession faite à l'une des parties nécessiterait une demande reconventionnelle de l'autre partie. C'est toute la limite du débat, a déclaré le ministre, mais il n'est pas clos et nous sommes disposés à poursuivre les discussions ».

« La bonne voie »

Au nom du parti socialiste, M. Jean-Jacques Queyranne a réagi, d'autre part, aux commentaires du RPR sur les conséquences de la convention du FLNKS à Ouvéa. « Le RPR, en métropole, a tenu, ce week-end, par les voix de M. Allouche et de M. Juppé, pour les niveaux de manoeuvre en qualifiant d'échec du gouvernement les conclusions rendues publiques par le FLNKS après sa convention d'Ouvéa », a-t-il déclaré. Une chose est certaine : aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie le débat entre les communistes se poursuit dans un esprit de tolérance et de paix ; c'est là l'essentiel. Or, de juillet 1988 permettra peut-être d'entamer le dialogue d'Ouvéa de mai 1988 commandé par M. Chirac et Pons. L'accord de Matignon négocié sous l'égide de Michel Rocard permet de poursuivre sur le Caillou le dialogue. C'est la bonne voie pour préserver les chances d'une évolution pacifique et l'entente des communautés en Nouvelle-Calédonie ».

Nominations

M. Michel de Virville directeur du cabinet de M. Soisson

M. Michel de Virville vient d'être nommé directeur du cabinet du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

[Né le 13 mai 1945, M. de Virville est diplômé d'études supérieures de mathématiques pures et appliquées et docteur de troisième cycle de statistiques. Ingénieur de recherche dans un laboratoire de sociologie du CNRS, il a été détaché en 1975 à l'université British Columbia de Vancouver, puis a été nommé adjoint au directeur chargé des relations extérieures du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CERQ).

M. de Virville fut chargé, en juillet 1984, de suivre les problèmes de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle au cabinet du premier ministre, M. Laurent Fabius. En mai 1986, il avait été nommé conseiller technique à la délégation de l'emploi, chargé des restructurations économiques.]

On a également été nommé au cabinet de M. Soisson : M. Patrick Terroir, directeur adjoint de cabinet ; M. Christian Olivera, chef de cabinet ; M. Philippe Bas, conseiller technique chargé des relations du travail ; M. Jean-Marc Boulanger, conseiller technique chargé des relations avec les services extérieurs du suivi des conflits et des recours hiérarchiques ; M. Jean-Louis Dayan, conseiller technique chargé des statistiques, études, prévisions sur le marché du travail, politique de l'emploi et régimes d'indemnisation du chômage ; M. Mario-Angé du Meunier du Buisson, conseiller technique chargé de l'insertion et de la réinsertion professionnelle ; M. Jean-Claude Perrel, conseiller financier ; M. Patrick Viterbo, conseiller technique chargé des affaires industrielles et du développement local.

M. Christian Tardivon directeur du cabinet de M. Rausch

M. Christian Tardivon vient d'être nommé directeur du cabinet du ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch.

[Né le 2 mai 1952 à Paris, diplômé de l'IEP de Paris et ancien élève de l'ENA, M. Christian Tardivon a été nommé, en juin 1983, conseiller technique au cabinet du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, Gaston Defferre, qu'il a ensuite suivi, en 1984, au ministère de Plan et de l'aménagement du territoire. De 1985 à mars 1986, il fut directeur adjoint au cabinet de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé de la communication, avant d'être réintégré en juillet 1987, dans le corps des administrateurs civils, et affecté au ministère de l'économie.]

Autre nomination au cabinet de M. Rausch, celle de M. Dominique Schmitt, né le 2 juin 1948, à Strasbourg, docteur en géographie, qui était depuis le 1^{er} mars 1982 directeur général des services de la région Lorraine.

Le médiateur, M. Jean-Jacques Queyranne

« Un médiateur pour tout le monde », le premier médiateur de la Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Jacques Queyranne, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme médiateur de la Nouvelle-Calédonie. M. Queyranne, ancien conseiller technique au cabinet de M. Rocard, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme médiateur de la Nouvelle-Calédonie. M. Queyranne, ancien conseiller technique au cabinet de M. Rocard, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme médiateur de la Nouvelle-Calédonie.

Le médiateur de la Nouvelle-Calédonie, M. Jean-Jacques Queyranne, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme médiateur de la Nouvelle-Calédonie. M. Queyranne, ancien conseiller technique au cabinet de M. Rocard, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme médiateur de la Nouvelle-Calédonie. M. Queyranne, ancien conseiller technique au cabinet de M. Rocard, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme médiateur de la Nouvelle-Calédonie.

La mort du réalisateur Claude Loursais

Claude Loursais, le père de la série télévisée « Les cinq dernières minutes », est décédé le 23 juillet, à l'âge de 68 ans, d'un cancer du pancréas. Il avait été victime d'une attaque cardiaque le 15 juillet, à l'âge de 67 ans, et avait été admis à l'hôpital. Il était marié et avait deux enfants.

Le gouvernement a annoncé la mort de Claude Loursais. Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, a exprimé ses condoléances à la famille. Claude Loursais était un homme de grande culture et de grande sensibilité. Il avait été l'un des plus grands réalisateurs de la télévision française.

M. Georges Fillioud est nommé conseiller technique de M. Laurent Fabius. M. Georges Fillioud, ancien conseiller technique au cabinet de M. Rocard, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme conseiller technique de M. Laurent Fabius.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontana
Directeur de la publication : André Fontana

Directeurs adjoints : Hubert Bruneau (1944-1965), Jacques Fauvet (1965-1983), André Laurens (1983-1988).

Chargé de la société : Daniel de la Motte, directeur de la communication, vient d'être nommé conseiller technique de M. Laurent Fabius, président du conseil d'administration.

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme de journalistes du Monde, Le Monde-Interpresse, MM. André Fontana, président, et Hubert Bruneau-Mary, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak. Rédacteur en chef : Daniel Veret. Coordinateur en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE
S. rue de Valenciennes, 13807 PARIS
Tél. (01) 45.55.91.91 ou 45.55.91.72
Telex MONDPT 8 206 125

Imprimé en France par Le Monde, 13807 PARIS.

Libération dans le

Le gouvernement a annoncé la mort de Claude Loursais. Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, a exprimé ses condoléances à la famille. Claude Loursais était un homme de grande culture et de grande sensibilité. Il avait été l'un des plus grands réalisateurs de la télévision française.

Le gouvernement a annoncé la mort de Claude Loursais. Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, a exprimé ses condoléances à la famille. Claude Loursais était un homme de grande culture et de grande sensibilité. Il avait été l'un des plus grands réalisateurs de la télévision française.

M. Georges Fillioud est nommé conseiller technique de M. Laurent Fabius. M. Georges Fillioud, ancien conseiller technique au cabinet de M. Rocard, a été nommé par le ministre de l'Intérieur, M. Jean-Marie Rocard, comme conseiller technique de M. Laurent Fabius.

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme de journalistes du Monde, Le Monde-Interpresse, MM. André Fontana, président, et Hubert Bruneau-Mary, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak. Rédacteur en chef : Daniel Veret. Coordinateur en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE
S. rue de Valenciennes, 13807 PARIS
Tél. (01) 45.55.91.91 ou 45.55.91.72
Telex MONDPT 8 206 125

Imprimé en France par Le Monde, 13807 PARIS.

Le Monde PUBLICITE
S. rue de Valenciennes, 13807 PARIS
Tél. (01) 45.55.91.91 ou 45.55.91.72
Telex MONDPT 8 206 125

Imprimé en France par Le Monde, 13807 PARIS.

Communication

Le conflit de l'imprimerie Jean Didier

Le médiateur, M. Jean Miot, entame ses consultations

« On ne négocie pas sous la menace, ni dans un climat conflictuel » : le premier objectif de M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne et nommé par le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, comme médiateur dans le conflit de l'imprimerie Jean Didier, est d'abord de rétablir le calme (le Monde, dernière édition du 26 juillet). Les deux parties, l'imprimeur Jean Didier et la fédération CGT du Livre, ont accepté cette médiation et devaient rencontrer M. Miot dès le mardi 26 juillet.

Matraques, bombes lacrymogènes, gilet pare-balles, masques à gaz, cartouches à grenaille : la CGT a tenu, lundi, une conférence de presse en exhibant un petit arsenal qu'elle dit avoir saisi sur ses vigiles, ainsi que des fiches de paie émises de la société de gardiennage Century (voir encadré). Pour M. Louis Vianet, numéro deux de la centrale syndicale, « les travailleurs ont eu en face d'eux une véritable milice privée armée. Aussi trouvons-nous grave la déclaration de M. Joxe, ministre de l'Intérieur, qui renvoie des à des les deux parties. C'est au gouvernement de faire appliquer la loi, et notamment les deux jugements qui enjoignent à M. Didier de rouvrir son usine ». Prête à accepter la médiation de M. Miot, la CGT affirme que « le gouvernement, les éditeurs et le patronat doivent se mettre dans la tête que nous ne cherchons pas : les relations sociales ne se conduisent pas à la carabine. Dans l'immédiat, la CGT ne laisse pas de mot d'ordre de grève, mais les militants restent susceptibles : France-Soir n'a pas pu imprimer lundi deux de ses éditions, les

Mais le climat reste lourd, et les positions contradictoires, après les affrontements qui ont abouti à l'évacuation sous la protection de la police des vigiles qui gardaient l'usine de Massy.

Le conflit menace en premier lieu la publication de l'Express, VSD, le Point, l'Événement du jeudi, Télérama, l'Équipe Magazine et une partie des suppléments du Figaro, imprimés chez Didier, mais peut, à tout moment, s'étendre à d'autres secteurs de la presse.

raisons antérieures de M. Didier montrent pourtant qu'il n'est pas décidé à réintégrer les vingt-quatre salariés de Massy, dont dix-neuf délégués CGT, qu'il souhaite licencier. L'inspection du travail doit d'ailleurs se prononcer prochainement sur la validité du licenciement de ces salariés protégés. Et la CGT, qui fait le lien entre ces licenciements et la récession annoncée d'une partie de la loi d'annuité, a bien l'intention de rester implantée dans le groupe Didier. Elle a maintenu ses rassemblements prévus devant les usines du groupe, jeudi à Lille et la semaine prochaine à Strasbourg.

Du côté des pouvoirs publics, M. Jean-Pierre Soisson estime que « dans ce conflit, le droit n'a pas été respecté de part et d'autre ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Le Front national dénonce « les agressions des nerfs communistes ». Le bureau politique du Front national, suite aux incidents de l'imprimerie Jean Didier, dénonce « les agressions intolérables des nerfs communistes de la CGT du Livre contre les libertés d'entreprise et de la presse, et la complicité passive du ministre socialiste de l'Intérieur ».

La mort du réalisateur Claude Loursais

Claude Loursais, le père de la célèbre série « Les cinq dernières minutes », s'est noyé le lundi 25 juillet dans la piscine d'un hôtel d'Avignon, après avoir été victime, semble-t-il, d'un malaise cardiaque. Né en 1919, licencié en philosophie, Claude Loursais était entré à l'ORTF en 1944 comme journaliste. Il avait participé avec Pierre Salbach aux débuts du journal télévisé entre 1950 et 1952. Depuis 1953, il se consacrait à la réalisation de dramatiques et de séries à la télévision. Il devait connaître la célébrité en 1958 en créant « Les cinq dernières minutes », première série policière française, qui, trente ans après sa création, demeure l'une des émissions de fiction les plus populaires. Claude Loursais a signé sa dernière réalisation dans cette série en 1983, après en avoir tourné plus d'une soixantaine, la plupart avec Raymond Souplex - décédé en 1975 - dans le rôle du commissaire Bourrel.

M. Georges Fillioud est nommé conseiller technique de M. Laurent Fabius. M. Georges Fillioud, conseiller d'Etat et ancien ministre de la communication, vient d'être nommé conseiller technique auprès de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Il retrouvera dans ce cabinet M. Bernard Faivre d'Arclon, ancien directeur du Festival d'Avignon et ancien président de la chaîne culturelle SEPT, qui vient d'être nommé chargé de mission.

Libéralisation dans les médias

Le gouvernement portugais vend « A Capital »

Le gouvernement portugais de centre-droit, dirigé par M. Aníbal Cavaco Silva, a mis aux enchères le quotidien de Lisbonne A Capital (37 000 exemplaires) pour 14 millions de francs. D'autres journaux comme le Jornal de Notícias (Porto) et le Diário Popular (Lisbonne) devraient eux aussi être, cédés au privé.

Depuis la « révolution aux collets » d'avril 1974, la plupart des journaux portugais avaient été nationalisés ou étaient passés indirectement sous contrôle de l'Etat, par l'intermédiaire des banques nationales qui détenaient la majorité de leur capital.

Le gouvernement de M. Cavaco Silva souhaite aussi vendre au privé Radio Commercial, une station également nationalisée, et prévoit la création d'une ou de plusieurs chaînes de télévision privées.

Panne d'alimentation pour La 5 et M6

La transmission vers la province des programmes de La 5 et de M6, ainsi que celle de quatre radios FM - Europe 1, RTL, Aquitaine et APF audio - et de certains services professionnels, a été interrompue pendant plusieurs heures dans la soirée du dimanche 24 juillet. C'est une importante panne d'électricité qui a endommagé les équipements électroniques dans un centre parisien d'émission vers le satellite Télécom 1. Les équipes d'intervention du Front national, suite aux incidents de l'imprimerie Jean Didier, dénonce « les agressions intolérables des nerfs communistes de la CGT du Livre contre les libertés d'entreprise et de la presse, et la complicité passive du ministre socialiste de l'Intérieur ».

« Le Meilleur » rembourse ses coquilles. M. Alain Ayache, directeur de l'hebdomadaire Le Meilleur, a annoncé, le 24 juillet, que son journal avait décidé de rembourser les exemplaires de son édition magazine vendus cette semaine en région parisienne « en raison d'un trop grand nombre de coquilles qui portent atteinte à la crédibilité de l'information ». Cette décision concerne les acheteurs et les abonnés de la région parisienne (les éditions régionales ayant pu être corrigées à temps), devront, pour être remboursés, renvoyer leur exemplaire au siège du journal ou s'y présenter.

Les sociétés de gardiennage

« Ça s'achète dans le commerce ! »

L'affaire Didier relance le débat sur les sociétés de gardiennage privées, leurs prérogatives, leurs équipements et leur contrôle. En effet, si l'on en croit M. Roger Lancy, secrétaire général du Livre CGT, c'est un véritable arsenal qui a été abandonné dans l'imprimerie de Massy par les vigiles chargés de sa protection : grenades lacrymogènes, matraques, bombes à gaz, gilet pare-balles, etc. Il faut y ajouter des fusils à pompe que brandissent à l'horizontale, tirant des projectiles non identifiés, certains des gros bras recrutés à la demande de M. Jean Didier.

Non sans user d'arguments quelque peu xénophobes, M. Lancy assure, de plus, que ces vigiles étaient pour le plupart « des étrangers », et « pour beaucoup, des repris de justice ». Selon le responsable syndical, ils étaient « en majorité d'origine portugaise et yougoslave » et des documents attestant que certains des vigiles sont « en procédure avec la justice » auraient été retrouvés sur place. Difficile de faire la clarté à posteriori, dans la mesure où l'attitude volontairement discrète des forces de police, sur ordre du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, fait qu'il n'y a eu aucune interpellation.

Le syndicat du Livre CGT met en cause deux sociétés de gardiennage : la Century et KO International.

La Century et KO International, branche de VHP Security, Directeur de la première, M. Marc Delachaux ne fait aucune difficulté pour reconnaître ses relations d'affaires avec M. Didier. « Depuis plusieurs années, quasiment quatre ans pour ses imprimeries », confie-t-il. Selon lui, Century avait une « quinzaine d'hommes » sur place, l'équipe de jour ayant rejoint celle de nuit. De plus, cinq employés de la société sont affectés à la protection rapprochée de M. Didier.

Toutefois, M. Delachaux nie en bloc l'équipement disparu prêt à ses personnels. « Ils n'avaient que leurs mains et des gaz lacrymogènes », invite à préciser la nature de ces derniers, il ajoute : « On les garde à la main, ce sont de petites bombes de 1 kilo... » Mais, poursuit-il, ces hommes n'avaient pas de fusil, ni, comme les gens de la CGT, de lance-pierres ou de revolvers 22 long rifle. A qui étaient alors ces fusils que tous les témoins ont pu voir sur leurs petits écrans ? Confraternel, M. Delachaux se refuse à désigner l'un de ses concurrents. Mais il précise néanmoins, sans s'en offusquer, leur nature : « Ils tiraient des balles gummées, en caoutchouc, ce sont des fusils anti-émeutes, ou des lance-grenades à gaz. » Ne suppose-t-il pas des associations ? « Non, non, pas du tout, ça s'achète dans le commerce ! »

Chez KO International, on dément catégoriquement toute participation à l'affaire Didier. « Nous n'avons jamais eu d'hommes à Massy, nous ne connaissons pas ce client, nous ne sommes pas en contact avec le secrétaire de M. Frédéric Lagras, responsable de cette filiale de VHP Security. La sécurité : le prix de votre liberté », tel est le slogan publicitaire de KO International. La société mène à pour « conseiller technique » une ancienne figure de la police judiciaire parisienne, M. Pierre Ottavio, qui fut le chef de la brigade criminelle duquel des Orfèvres lors de l'affaire de Broglie. VHP Security se présente comme une société spécialisée depuis douze ans dans la protection des grandes entreprises et des hautes personnalités ; grâce à l'association judiciaire d'un personnel de sécurité hautement formé et des plus récentes innovations techniques, VHP vous apporte la sécurité que vous méritez.

Sont-ils ces « plus récentes innovations » qui ont été utilisées chez Didier ? Il y a là, en tout cas, un sujet de réflexion pour le ministère de l'Intérieur, pressé par les syndicats de police de contrôler plus rigoureusement les sociétés de gardiennage et le « marché de la peur » qui les fait vivre. Place Beauvau, on ne cache pas que des « identifications » sont en cours... E. P.

Rediffusions, achats japonais et américains...

Pauvre télévision pour enfants

(Suite de la première page.)

De 1975 à 1980, c'était la grande époque, se souvient Christophe Izard, alors responsable des émissions pour enfants sur TF1 et qui vient d'être nommé à l'Antenne 2. D'abord, chaque chaîne se chargeait d'une tranche d'âge - TF1 avec « L'île aux enfants » puis « Le village des enfants », visait les 8 à 10 ans ; A2 a conçu « Les visiteurs du mercredi » puis « Récré A2 » pour les 10 à 12 ans, et FR3 prenait le relais pour les plus grands. Ensuite les émissions, qu'il s'agisse de marionnettes, de dessins animés, étaient françaises à presque 100 %. Nous travaillions exclusivement avec la SFP.

Jacqueline Joubert, qui qualifie « Récré A2 » de la « plus belle réussite de ma carrière », renchérit : « On cherchait surtout à faire travailler les talents français, comme Cabu, Topor, Drullien, Sabine Azéma, dit-elle. 60 % de nos diffusions étaient des créations ou coproductions françaises, et 40 % seulement achetées à l'étranger. Nous avons initié les enfants à l'art, à la musique, à la poésie. Les jeunes sont très sensibles à la beauté, et je suis persuadée que la qualité est payante : à la longue. » Récré A2 a d'ailleurs été récompensé d'un 7 d'or.

Cet âge d'or n'est plus qu'un souvenir. En 1987, sur les quarante-deux séries pour jeunes (cinquante-deux épisodes de vingt-cinq minutes) diffusées sur toutes les chaînes françaises, dix seulement étaient françaises. Les autres provenaient des États-Unis ou du Japon. Pis, ces dernières n'étaient le plus souvent que de longs spots publicitaires réalisés par des fabricants de jouets américains (Hasbro ou Mattel) et japonais (Bandai), destinés à promouvoir leurs jeux, au moment où l'industrie du jouet français déclinait.

Paradoxe : le secteur « jeunes » est le parent pauvre de la politique budgétaire des chaînes alors qu'il est un des plus rentables. Non seulement les responsables ignorent souvent combien d'argent rapporte leur tranche horaire, mais ils trouvent normal que « ces bénéfices ne soient pas réinvestis dans leurs programmes ». En réalité, les enfants sont devenus des « consommateurs en culotte courte » qui exercent une influence non négligeable sur les achats de leurs parents. Tirant parti de cette évolution, TF1 a récemment doublé ses tarifs publicitaires pour ce créneau. En un an, les émissions enfantines de Dorothée rapportent à la chaîne 5 millions de francs en recettes publicitaires. Soit la moi-

tié des 10 millions de francs engrangés par la publicité du dimanche soir.

Mais cette manne publicitaire n'a pas incité TF1 à investir davantage dans la production pour enfants. Dans son bilan annuel de la société privée, la CNCL regrette que TF1 n'ait pas « honoré son engagement portant sur la commande d'émissions scénarisées d'expression originale française pour la jeunesse », en faisant remarquer que, sur les 64 heures prévues, pour un montant financier estimé 18 millions de francs, 12 heures 30 minutes seulement ont été commandées en 1987, pour une dépense de 11,2 millions de francs. D'autre part, la Commission relève que, au mépris de « l'égalité de traitement entre les producteurs », TF1 a confié « dès l'automne 1987 à une seule société de production la quasi-totalité des programmes destinés à la jeunesse ».

Dorothée : 1 000 heures par an !

Il s'agit d'AB Production, une société privée qui commercialise les disques de Dorothée et qui, en 1987, a signé un contrat de trois ans avec... Dorothée, responsable de l'émission jeunesse de TF1 ! « Lorsque ce contrat viendra à expiration fin août 1990, il y a tout lieu de penser qu'il sera reconduit », déclare Marc Sillam, directeur adjoint d'AB Production. S'il n'existe pas d'exclusivité de principe entre nos deux sociétés (1), de fait nous fournissons 22 heures d'émissions à la chaîne, clé en mains, chaque semaine. Grâce à notre succès, les 500 heures par an initialement prévues ont doublé aujourd'hui !

Pourquoi TF1 s'est-elle remise à une société privée pour gérer l'ensemble de ses émissions pour jeunes ? C'est tout simplement que la chaîne trouve son intérêt financier ! Tout en gardant la mainmise sur le même publicitaire, elle achète un « package » d'émissions animées par Dorothée à des prix défiant toute concurrence : 120 000 F l'heure. Et la création française ? « La création française n'est pas économiquement viable », tranche Marc Sillam. Nous voulons produire une fiction française de 18 heures, « Les aventures de Dorothée », mais nous avons dû renoncer lorsque le CNC nous a refusé une subvention. Malgré cela, nous diffusons une demi-heure de création française. « Pas de pitié pour les croissants », en dépit du coût élevé.

TF1 ne semble guère s'inquiéter des reproches de la CNCL. La

chaîne s'est récemment félicitée d'être « leader auprès des enfants de 8 à 16 ans ». Mais, à regarder de plus près, le hit-parade des émissions les plus regardées par cette tranche d'âge n'a rien de spécifique ! Il s'agit de : « Sébastien, c'est fou » (32,4 %), « Santa Barbara » (29,7 %), « Marc et Sophie » (24,3 %), « Les Ripoux » (24,1 %), « Intercontinents » (21,6 %). Des variétés, des séries, des films, des jeux, tous destinés à un public général.

Face au monopole de Dorothée sur TF1, aux séries japonaises sur la 5, A 2 n'a d'abord imaginé qu'une seule réponse : engager Chantal Goya ! Sans grand succès. Aujourd'hui le secteur public semble décidé à réagir.

Antenne 2, Christophe Izard, nouveau responsable des jeunes depuis le 1^{er} juin, veut mettre l'accent sur la production de fiction française, avec l'aide de partenaires européens ou francophones. Il annonce des dessins animés français et des jeux interactifs. « Nous avons un devoir envers les parents, estime-t-il. Il leur faut des zones de confiance, en sachant qu'ils peuvent laisser leurs enfants devant le poste sans inquiétude ».

Jacqueline Joubert, qui s'occupe désormais du secteur « adolescents » sur la même chaîne, ne jure, elle aussi, que par la qualité française. « Une chaîne publique doit se démarquer des autres par son image, dit-elle. J'ai beaucoup d'idées, en aurai-je les moyens ? Je reste fondamentalement optimiste, car je crois au talent des jeunes réalisateurs ».

A la SFP, enfin, le nouveau président, Philippe Guilhaume, a confié à Nicole Pichon, le 6 mai, la tâche de créer un service jeunesse. L'ancienne responsable de « Belokapi » (Bayard Presse) voit grand : des magazines sur l'aventure et la protection de la nature (avec des concours, voyages à la clé), des séries de fiction, des dessins animés (en images de synthèse et 3D), une histoire de l'humanité... « La SFP est un outil technique formidable, dit-elle. Reste le financement : hors de la coproduction européenne, point de salut ! Enfin, nous sommes condamnés à réussir, car il faut créer une télévision digne de nos enfants qu'ils ne pourront pas nous reprocher tard ».

ALAIN WOODROW.

(1) TF1 achète la quasi-totalité des émissions pour jeunes à AB Production. Une exception : la série « Faber Ryder » achetée directement par la chaîne et prévue pour la rentrée. Pour sa part, AB Production travaille presque exclusivement pour TF1, sauf deux séries qu'elle veut vendre à M 6.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauré (1969-1982)
André Laurent (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

Microfilm et index du Monde
Bénévoles au (1) 42-47-95-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 30-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

| TARIF | FRANCE | BENELUX | SUISSE | AUTRES PAYS |
|--------|---------|---------|---------|-------------|
| 3 mois | 354 F | 399 F | 504 F | 687 F |
| 6 mois | 672 F | 762 F | 972 F | 1 337 F |
| 9 mois | 954 F | 1 069 F | 1 404 F | 1 952 F |
| 1 an | 1 280 F | 1 380 F | 1 800 F | 2 530 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : nous abonnée nous invitons à
renvoyer leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les sous-projets en capital à l'imprimerie.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Imprimé
à Paris

1987

Société

Nouvelles polémiques sur « la mémoire de la matière »

Une commission d'enquête conteste les résultats du docteur Benveniste

L'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* rendra publiques, le jeudi 28 juillet, les conclusions de la commission qui a enquêté dans le laboratoire du docteur Jacques Benveniste (unifié 200 de l'INSERM), après la publication par cette revue des résultats signés par ce chercheur français et par son équipe de scientifiques de différents pays mettant en cause plusieurs des

fondements de la conception actuelle de la matière (*le Monde* du 30 juin).

Le rapport de cette commission, dont nous publions ici les principaux extraits, met en cause la valeur scientifique des résultats publiés il y a quelques semaines. Il s'agit d'un nouvel et important épisode dans la polémique sur ces tra-

vauts qui concernent plusieurs équipes scientifiques de renommée internationale ainsi qu'une revue considérée, jusqu'à présent, comme l'une des plus prestigieuses du monde.

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, le docteur Benveniste conteste, pour sa part, de manière très vive, la valeur du travail effectué par

cette commission et considère ses conclusions comme dénuées de tout fondement.

Les nouveaux développements coïncident avec une autre affaire — méricaine de dénonciation de fraude scientifique, où est impliqué le professeur David Baltimore, prix Nobel de médecine.

Une étrange brigade antifraude

La magie au secours de la raison. Après la première historique que constituait la publication des résultats de l'équipe internationale dirigée par le docteur Benveniste, tendant à démontrer qu'il existait une forme de « mémoire » de l'eau et de la matière, c'est une autre et tout aussi extraordinaire première que vient de réaliser les dirigeants de l'hebdomadaire *Nature* en décidant a posteriori et contre toute attente de mener une enquête pour juger de la valeur scientifique du travail qu'ils avaient accepté de publier.

Une démarche d'autant plus surprenante quand on sait que cette commission était composée de M. John Maddox (journaliste spécialisé en physique théorique et directeur de la revue), de M. Walter Stewart, spécialiste depuis une dizaine d'années dans l'étude des fraudes scientifiques, mais aussi de M. James Randi (magicien professionnel), dont la présence avait été jugée utile, précise le rapport, « à cause des remarquables résultats qu'il avait pu obtenir en matière de tricherie ».

« Un groupe bizarrement constitué »

Ce sont ces trois personnes qui signent, dans le prochain numéro de *Nature* (daté 28 juillet), le rapport de la commission d'experts, trois personnes qui reconnaissent former « un groupe bizarrement constitué » qui avaient aucune expérience particulière concernant le travail mené entre autres — à l'unité 200 de l'INSERM et qui, enfin, reconnaissent que, dans ces conditions, le travail effectué dans ce laboratoire pourrait leur être difficile à appréhender. « Mais, sur la base de notre expérience, nous sommes sûrs de nous quand nous concluons que la conception des expériences effectuées à l'unité 200 de l'INSERM est entièrement inadéquates aux affirmations faites le mois dernier ».

Cette commission souligne toutefois ne pas avoir mis en évidence des « tricheries ou des malhonnêtetés dans le travail expérimental de l'équipe de Clamart ». « D'un autre côté, nous croyons que les données expérimentales n'ont pas été efficacement critiquées et que les implications ont été inefficacement rap-

portées. Elle estime également avoir des raisons de croire que « le docteur Benveniste était (et peut-être demeure) ingénument convaincu de la réalité du phénomène qu'il rapporte dans son article. Nous savons que notre rapport causera une déception à ce laboratoire et nous regrettons qu'il doive en être ainsi ». Les observations et les conclusions spectaculaires du docteur Benveniste reposaient sur un phénomène biologique connu sous le nom de « test de dégranulation » qui concerne certaines cellules humaines lorsqu'elles sont mises en contact des substances auxquelles elles sont allergiques. Le phénomène consiste en une modification des couleurs et des structures de ces cellules.

Les chercheurs français, israéliens, italiens et canadiens expliquaient schématiquement avoir réussi à reproduire ce phénomène avec de l'eau « pure » qui avait été mise en contact avec une substance allergisante diluée à l'infini, tout se passant comme si cette eau avait conservé le « souvenir » du contact de cette substance. La publication de ces observations avait suscité un tollé chez nombre de chimistes et de biologistes qui ne pouvaient comprendre les bases rationnelles d'un phénomène contraire aux données fondamentales de la science moléculaire.

Fautes professionnelles

Les critiques des trois membres de la commission concernent, pour l'essentiel, le mauvais contrôle statistique qui, selon eux, a été fait sur ces expérimentations. Ils soulignent aussi l'existence d'erreurs systématiques qui n'ont pas été recherchées. Selon eux, le phénomène mis en évidence n'est pas reproductible, du moins tel qu'on l'a interprété généralement. Le docteur Benveniste rétorque, par sa part, de telles critiques sur le fond. Il met en cause la forme donnée à de telles investigations et accuse les membres de la commission de fautes professionnelles (lire l'entretien ci-dessous). « Il faut savoir, ajoute-t-il dans son commentaire, que publiera *Nature*, que le rapport de la commission d'enquête s'autodétruit puisque ses auteurs

reconnaissent eux-mêmes que le biais statistique qu'ils croient avoir mis en évidence ne concerne pas certaines expériences qui ont admirablement marché. » Il assure, d'autre part, que ces travaux avaient été menés sous la direction de spécialistes français et israéliens de compétence internationale.

Compte tenu de ces éléments, il est clair que, loin de mettre un terme à la polémique, la publication à venir du rapport de la commission d'enquête va bel et bien l'exacerber. En l'état actuel du dossier, plusieurs questions importantes peuvent être soulevées. Pourquoi une revue aussi prestigieuse que *Nature* a-t-elle précipité sa publication des conclusions d'un travail avant de mener l'investigation qu'elle souhaitait voir réaliser et qui était, au départ, une des conditions préalables à cette publication ? Comment justifier l'atti-

tude de M. Stewart, qui avait cautionné le travail du docteur Benveniste et autorisé sa publication et qui, aujourd'hui, en remet totalement en cause la valeur ? Quelle raison avance pour justifier la présence d'un « magicien professionnel » dans la commission d'enquête, sinon le postulat qu'il existait une fraude camouflée dans le laboratoire français ?

Pourquoi enfin les auteurs du rapport écrivent-ils avoir été « étonnés » lorsqu'ils se sont aperçus que deux des collaborateurs du docteur Benveniste étaient salariés de la société homéopathique française Boiron et C^o, le même Boiron et C^o qui a d'ailleurs réglé les notes d'hôtel parisiennes des trois « enquêteurs » de *Nature* ?

JEAN-YVES NAU.



Passe-passe au laboratoire

« N'approchez pas de la vitre. Personne ne doit entrer dans le laboratoire. Eloignez-vous ! » C'était il y a quinze jours, le 6 juillet, dans le laboratoire du docteur Jacques Benveniste, à l'unité 200 de l'INSERM (Clamart). La « commission d'enquête », dirigée par John Maddox, le directeur de la revue scientifique britannique *Nature*, était à pied d'œuvre depuis quatre-vingt heures. Composée d'un spécialiste de la détection des fraudes scientifiques, Walter Stewart, d'un magicien professionnel, James Randi, célèbre en son temps pour avoir démasqué Al Geller, et de son assistant, la petite équipe avait pris possession des locaux. Jusqu'à la moindre pipette, personne, mis à part Walter Stewart, ne devait toucher à rien. Du coin de l'œil, Jacques Benveniste observait. La seule condition qu'il avait mise était que Randi ne devait pas non plus toucher aux appareils.

« Un gendarme pareil pourrait tout faire disparaître sans que personne ne s'en rende compte », disait-il. En ce mercredi, l'atmosphère était plutôt décontractée. Walter Stewart, comme à son habitude, filait tout en vidéo. Devant lui, une multitude d'enveloppes cachetées dans lesquelles il enfermait

des pipettes scellées. Un drôle d'enquêteur, ce Walter Stewart, maniaque à l'extrême, survolté à la seule pensée de la fraude ou de l'erreur que forcément il allait mettre en évidence.

Le laboratoire était comme paralysé, répondant au doigt et à l'œil aux moindres desiderata, ou caprices, comme on voudra, des enquêteurs. Goguenard, John Maddox faisait mine de n'être là que pour la forme. « Jacques », disait-il à Benveniste, « c'est vraiment extraordinaire ces expériences. Et puis, vous êtes si gentil... »

C'était donc le mercredi, et toutes les expériences marchaient. A de très hautes dilutions, les bases de dégranulation à qui mieux mieux. On se demandait seulement comment un chercheur de la trempe de Benveniste pouvait accepter pareil ménage.

Le jeudi et le vendredi suivants, Stewart décide de multiplier les expériences en aveugle et en double aveugle. Un travail épuisant pour les deux personnes habilitées à compter les cellules basophiles. Du travail de laboratoire à marche forcée. Comme si soudainement le temps était compté. Pendant trois

jours, on avait musardé avec de petites expériences et voilà que, tout à coup, il devenait urgent d'accomplir des expériences d'une méthodologie extraordinairement sophistiquée. Et ce qui, finalement, devait arriver arriva : la dernière expérience en double aveugle ne marcha pas. Randi, qui, en réalité, s'était contenté d'amuser la galerie en présentant gratuitement quelques-uns de ses tours les plus fameux, semblait satisfait. Stewart, lui, triomphait : puisque cette expérience n'avait pas marché, c'est bien qu'il y avait eu fraude. Plus circonspect, John Maddox cherchait une explication. Comment se trouvait-il que cette expérience ait réussi à Toronto, Jérusalem et Milan, qu'elle ait échoué le lundi, le mardi, le mercredi, et qu'elle ait finalement échoué le vendredi. Simplement parce que, cette fois, elle avait été réalisée en double aveugle !

Le double aveugle

Jacques Benveniste, comme si le ciel lui était tombé sur la tête, assistait, impuissant, au triomphe de Stewart. C'était inutile d'insister, Stewart avait obtenu ce qu'il

avait venu chercher à Clamart : une nouvelle fraude à son tableau de chasse. Après David Baltimore, prix Nobel de médecine et directeur du Whitehead Institute of Technology (MIT), il allait épingler Jacques Benveniste, l'homme qui avait découvert le PAS, le plus puissant médiateur de l'inflammation. Stewart le justifiait.

Tout était oublié : le fait qu'il était lecteur de la publication de Benveniste dans *Nature* et qu'un mois auparavant il avait bien été obligé d'en accepter la parodie : le fait que l'hebdomadaire scientifique américain *Science*, dans deux numéros successifs, ait mis en cause son rôle et sa compétence (1). Benveniste soit n'y connaissait rien, soit était un escroc.

Dans son bureau, Jacques Benveniste tentait, une dernière fois, de convaincre le professeur Charpin (Marseille), le plus célèbre allergologue français, de rendre publics les résultats qu'il avait obtenus et qui corroboraient exactement ce qu'il avait été trouvé à Clamart, Jérusalem, Toronto et Milan.

FRANCK NOUCHI.

(1) Datés 24 juin et 1^{er} juillet.

« Une véritable comédie scientifique »

« Quelle est votre première réaction avant la publication par *Nature* des conclusions de cette commission d'enquête ?

— Il faut savoir que nous n'avons cessé, depuis notre demande de publication dans cette revue, de réclamer à la direction de *Nature* de venir constater de quelle manière nous travaillons et de refaire avec nous les expériences dont les résultats apparaissent aussi extraordinaires. Or la direction de *Nature*, qui avait toujours retardé, sous divers prétextes, la publication de nos résultats, a, après s'être engagée pour une publication dans le numéro du 14 juillet, brutalement décidé d'avancer cette date. Notre article a été officiellement accepté le 13 juin et publié le 30 du même mois, ce qui est un délai incroyablement rapide. La direction nous explique alors que la commission d'enquête viendrait ensuite... Je n'ai pas réagi immédiatement en voyant la composition de cette commission, car, a priori, certains noms ne me disaient rien. Ce n'est qu'après que j'ai compris.

— Et alors ?

— Alors, je me suis inquiété. J'ai dit à M. John Maddox qu'en envoyant un « magicien professionnel » dans mon laboratoire était une chose totalement stupide. J'ai aussi expliqué que, s'il y avait une faille scientifique, elle ne concernait pas que mon laboratoire mais tous ceux, israéliens, italiens et canadiens, qui ont pu reproduire nos résultats et qui signaient avec nous l'article. J'ai trouvé totalement irréaliste que la revue *Nature* désigne, dans cette commission d'enquête, Walter Stewart, dont elle critique dans ses propres colonnes la compétence scientifique. En réalité, cet escadron de redresseurs de torts a fait régner durant cinq jours dans notre laboratoire un climat de peur et de suspicion constant, de pression psychique et intellectuelle, avec une mise en

nous déclare le docteur Benveniste

scène hollywoodienne qui interdisait tout travail scientifique véritable. J'ajoute qu'aucun programme expérimental n'avait été mis au point à l'avance et que de très graves fautes méthodologiques et professionnelles ont été commises par cette commission d'experts, qui ont donné des résultats négatifs.

— Pourquoi, dans ces conditions, avoir accepté la présence de cette commission d'enquête dans votre laboratoire ?

— Parce que, si je les avais fait sortir, comme j'aurais dû le faire, de mon laboratoire, on m'aurait accusé de refuser l'évaluation scientifique que j'avais réclamée et de cacher quelque chose. Quoi qu'il en soit, ce ne fut qu'une véritable comédie scientifique, une parodie d'investigation effectuée par un magicien et par un procureur scientifique travaillant dans le plus pur style des sorcières de Salem ou de l'idéologie maccarthyste soviétique.

Un précédent aux Etats-Unis

David Baltimore, l'un des scientifiques les plus célèbres du monde — il obtint le prix Nobel de médecine à trente-quatre ans — actuellement directeur du Whitehead Institute au Massachusetts Institute of Technology (MIT), est, lui aussi, actuellement au cœur d'une polémique l'opposant à Walter Stewart. A l'origine de cette affaire complexe, un article consacré au système immunitaire des souris transgéniques, co-signé par Baltimore et publié le 25 avril 1988 dans la revue scientifique *CELL*.

Peu après sa parution, un chercheur du MIT, Margot O'Toole, accusa le principal auteur de l'article, Theresa Imbriani, d'avoir manipulé certaines données y figurant. Ce fut l'occasion pour Ned Feder et Walter Stewart, deux chercheurs du National Institute of Health, célèbres non pas pour leurs travaux scientifiques mais pour leur acharnement à déceler des

traces de fraude scientifique, d'« excuser » à nouveau leur talent. Après enquête, il leur apparut qu'il y avait bien eu fraude.

David Baltimore ne l'entendait pas ainsi, mit en cause la compétence scientifique des deux enquêteurs et contre-attaqua. L'affaire prit des proportions telles que le Congrès des Etats-Unis s'en mêla et décida de nommer à son tour une commission d'enquête.

Aujourd'hui, c'est l'ensemble de la communauté scientifique américaine qui est ébranlée. Le célèbre hebdomadaire scientifique américain *Science* vient de consacrer une longue enquête à cette affaire, mettant lui aussi en cause la compétence scientifique de Feder et Stewart. Quant à Baltimore, il s'enquêta au nom de tous les chercheurs : « Ce qui m'arrive aujourd'hui pourrait arriver à n'importe quel autre chercheur. »

F. N.

POLLUTION

Manifestations en RFA

Les Allemands se mobilisent contre l'« agonie de la mer du Nord »

BONN
de notre correspondant

Cinquante responsables venus par train spécial des côtes de la mer du Nord sont arrivés le lundi 25 juillet à Bonn présenter leurs doléances au gouvernement fédéral.

Bourgmestres, directeurs de stations balnéaires, présidents d'associations locales : ce sont les ambassadeurs des dizaines de milliers d'Allemands qui ont manifesté dimanche dernier sur les plages selon le mot d'ordre : « Sauvez la mer du Nord ». Sur l'île de Sylt, située aux confins du Danemark, les manifestants ont formé une longue chaîne humaine ; dans les villes et villages côtiers, des offices religieux ont été célébrés ainsi que des rassemblements de protestation avec signatures de pétitions. Ces longues listes de mécontents ont ensuite pris le train pour Bonn, train où les responsables ont tenu, selon leurs propres termes, une « conférence de presse roulante » à laquelle les journalistes étaient invités à se joindre à chaque arrêt du convoi.

Les responsables du littoral réclament de Bonn un programme d'urgence interdisant notamment, dès l'an prochain, le versement de déchets d'acides dans la mer du Nord et l'incinération en haute mer d'ici deux ans. Ils exigent aussi des réductions sensibles des écoulements

radioactifs. Les stations d'épuration sont également la cible des manifestants car, selon eux, elles déversent des produits extrêmement nocifs dans les fleuves qui les véhiculent ensuite jusqu'à la mer.

M. Bodo Richter, secrétaire d'Etat à l'environnement du land de Schleswig-Holstein, estime à 400 millions de deutschemarks le coût de l'assainissement des stations d'épuration pour sa seule région. On imagine donc la somme qu'il faudrait pour effectuer des travaux analogues dans des Länder autrement plus peuplés, comme la Rhénanie-Westphalie ou la Basse-Saxe.

Les manifestations du dimanche 24 juillet prouvent que les Allemands se focalisent à nouveau sur les problèmes d'environnement. L'invasion d'algues vertes le mois dernier et la mystérieuse épidémie qui a tué plus de quatre cents phoques en mer du Nord depuis le début de l'été ont poussé la population à se mobiliser. Bien que, pour l'instant, les deux phénomènes n'aient pas pu être attribués scientifiquement à la pollution (on a parlé des conditions climatiques pour les algues et de virus ou de parasite pour les phoques), l'opinion publique allemande est sûre de son fait. A l'instar de la mort des forêts il y a quatre ans, l'« agonie de la mer du Nord » mobilise désormais les médias et suscite l'émotion collective en RFA. — (Interim.)

FAITS DIVERS

Un juge d'instruction...

Les « gou...

Le juge d'instruction... Les « gou... »

Element de compte La Ciotat : un mort

Le juge d'instruction... La Ciotat : un mort

DEFENSE

Pour la défense de la corporation

Une confrérie des anciens agents secrets

Un syndicat des anciens fonctionnaires de renseignement... Une confrérie des anciens agents secrets

Société

FAITS DIVERS

Un juge d'instruction ordonne l'exhumation et l'autopsie de sept cadavres

Les « gouttes » de la pension Sainte-Godeleine

BOULOGNE de notre envoyée spéciale

Inscrite au registre du commerce comme « pension de famille », l'institution Sainte-Godeleine hébergeait, sans autorisation depuis près d'un an, quarante-deux personnes âgées, pour la plupart invalides. La « maison de retraite » était en fait, bien sûr, un lieu de commerce. Ses dirigeants, Patrick Fortin et Maryvonne Sallay, avaient été contraints de fermer leur établissement précédent pour vétusté. Mais celle-ci, située au Pas-de-Calais, ne s'était pas encore décidée à prononcer la fermeture de l'institution, lorsque le juge d'instruction a été inculpé le 26 juin d'exercice illégal de la médecine et d'abus de confiance.

La « pension » de Longfossé (à 25 kilomètres de Boulogne) était, il est vrai, « propre » et bien tenue, et les inspecteurs des services sociaux venus inspecter avaient trouvé du changement par rapport à la précédente maison de Saint-Martin-Boulogne, gérée par l'ancien boulanger et son épouse redevenue sa compagne. Inspectée et suspectée, mais pas fermée, l'institution serait, selon toute vraisemblance, toujours en activité si une pensionnaire âgée de quatre-vingt-trois ans n'avait porté plainte le 18 mars pour vol, après la disparition de 180 000 francs de bons au porteur déposés dans le coffre de Patrick Fortin. Le directeur avait renoué les liens, mais il n'avait pas obtenu les prêts et les subventions qu'il attendait des banques et de l'Etat, et les créanciers trouvaient le temps long.

La première inspection conjointe de la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) et des services sociaux dépendant du département, le

14 mars, avait conclu à des « anomalies ». Non que les inspecteurs aient relevé le nombre élevé de décès dans cette pension très familiale (une vingtaine sur 42 occupants en un an), mais ils avaient souligné l'absence de registre des entrées et sorties, de menus et de précisions sur la qualification du personnel.

La deuxième inspection — puisque « anomalies » il y avait — le 25 mars s'était soldée par une retraite prudente devant les berges allemandes qui gardaient les barbelés de Sainte-Godeleine et un « procès-verbal de carence ». Le 11 avril, une nouvelle tentative, appuyée par la gendarmerie, avait abouti à la mise en lumière de « doutes sur la qualité des soins », selon la préfecture d'Arras. Mais l'institution ne dérangeait, à vrai dire, personne. Ni les services sociaux conscients des difficultés d'hébergement « médicalisées » des personnes âgées grabataires dans le département. Ni les hôpitaux psychiatriques de Boulogne et de Saint-Venant, qui envoyaient des « clients », ni, sans doute, les familles, jusqu'à l'incarcération du couple le 26 juin.

La pension complète, à Longfossé, coûtait 5 000 francs par mois environ. M. Fortin et Mme Sallay assuraient eux-mêmes les soins puisque il n'y avait pas d'infirmière à demeure. Le directeur avait le monopole des piqûres. Des témoins affirmaient l'avoir vu poser des sondes bien qu'il s'en défende, selon son avocat, M. Caroline Frémiot. Il assurait les gardes de nuit de sa chambre du premier étage. Maryvonne distribuait les médicaments. Leur fille, encore adolescente, aidait la dizaine de femmes de service embauchées, mais pas toutes rémunérées chaque mois, faute d'argent.

Maintenant que l'établissement est fermé, le personnel se demande ce que contiennent les « gouttes » administrées à certains malades. Les témoins relèvent que tel pensionnaire est mort peu après son arrivée et son épouse huit jours plus tard. Qu'une autre, accablée en forme, a rapidement décliné. Chargé du dossier, le juge d'instruction, M. Alain Vogelweid, du tribunal de Boulogne, a fait procéder à l'exhumation à Béthune, à Dunkerque et à Bapaume, des corps de sept personnes dont le décès pourrait être suspect. Le résultat des autopsies et des analyses toxicologiques ne sera pas connu avant septembre. Officiellement, il ne s'agit pour l'instant que de savoir si des médicaments que nul médecin n'avait prescrits ont été donnés à des personnes âgées.

Nombreux chefs d'inculpation

Mais l'on ne peut pas s'empêcher de penser que le magistrat cherche en même temps à s'assurer qu'il ne convient pas d'ajouter à la longue liste des chefs d'inculpation proposés contre le couple (abus de confiance, vols, extorsion de signature, non-assistance à personne en danger, exercice illégal de la médecine, ouverture sans autorisation d'une institution médico-légale) celui d'homicide par imprudence, voire d'homicide tout court. On ne sait pas toutefois de quoi exactement est mort, il y a près d'un an, la détentrice d'un livre de caisse d'épargne passé de 150 000 francs à 2,50 francs, son décès étant trop ancien.

Patrick Fortin, quarante ans, et Maryvonne Sallay, trente-sept ans, étaient, de l'avis des enquêteurs, des gens « convenables ». Ils passaient Noël avec leurs pensionnaires. Il

n'en ont pas moins conservé des bijoux appartenant aux personnes âgées, en cas de décès, signés en blanc par l'une d'entre elles et commis un début de détournement de maisons pour lequel leur notaire, M. Paul Carlot, retraité de quatre-vingt-cinq ans, connu dans la région, a été inculpé. M. Fortin aurait reconnu avoir utilisé les 180 000 francs de la première plainte pour financer une partie des dettes de la maison de retraite. Il ne pouvait faire moins, les bons au porteur ayant été négociés par son frère Donald, boulanger, inculpé lui aussi de recel d'abus de confiance.

Pour le reste, le directeur se retranche derrière son médecin de famille qui, lui aussi, a pignon sur rue à Boulogne. Le praticien a été entendu comme témoin par le juge d'instruction. Il examinait, selon M. Fortin, les patients un fois tous les dix jours en moyenne. Il signait les permis d'inhumer.

Les services sanitaires et sociaux du département, divisés en deux en vertu de la décentralisation, se retrouvent aujourd'hui la responsabilité dans la poursuite de l'activité de l'établissement. Au conseil général, on affirme que la procédure de fermeture était enclenchée « courant 1987 ». L'exécutif du département planche plus généralement sur un « plan gérontologique » qui a déjà abouti à la suppression d'une dizaine de maisons de retraite « privées » sur ce littoral boulois où la crise semble avoir accéléré la sollicitude envers les personnes âgées. La décision concernant l'établissement de Longfossé est « maintenant prise », l'arrêté est signé. Près d'un mois après qu'elle ait été fermée de fait, l'institution Sainte-Godeleine l'est désormais officiellement.

CORINNE LESNES.

POLICE

M. Jean-Pierre Sanguy, nouveau directeur de la PJ parisienne

La passion d'un professionnel

Il fume la pipe et n'est guère bavard. Un portrait de M. Jean-Pierre Sanguy, nommé jeudi 21 juillet directeur de la police judiciaire parisienne, pourrait s'arrêter à ces deux caractéristiques. L'homme laisse peu de prise à la curiosité, cultivant un profil de professionnel endurci, sinon blasé, dont l'expression naturelle serait laconique. Evidemment, ce n'est que l'apparence. En réalité, M. Sanguy est un passionné, amoureux de son métier, mais qui a trop vu la publicité jouer des tours à certains de ses collègues pour se laisser prendre au jeu.

Ce qui n'exclut pas — tout au contraire — un brin de provocation. Pourquoi ce tout jeune lieutenant démobilité de la guerre d'Algérie, où il fut affecté à la « pacification », dans les sections des anciennes affaires indigènes, choisit-il la police en 1961, en entrant comme commis-saire adjoint à la police judiciaire parisienne ? Réponse : « Je revenais d'Algérie. Je voulais un métier d'homme. Ça vous plaît ça ? ». Ce pied-noir du Maroc, fils de médecin, né le 15 août 1933 à Agadir, dont la famille s'est installée à Marseille, fera ensuite toute sa carrière à la PJ. En province et à Paris, en province plutôt qu'à Paris. Mais la capitale le rattrapa sur la fin, malgré son envie de fuir.

En 1964, M. Sanguy passe donc le concours de l'ancienne sûreté nationale, avec la ferme décision d'échapper à la région parisienne. « J'ai toujours eu de la chance : j'ai seulement réussi à faire 7 kilomètres sur l'autoroute ! ». Il est en effet nommé à Masy (Essonne) chef des unités de PJ de voie publique. Puis, le 1^{er} juillet 1967, la direction centrale de la PJ l'appelle comme chef adjoint à l'Office central de répression du banditisme (OCRB). Mais l'homme est têtue : le 1^{er} avril 1970, il réussit enfin à s'éloigner, comme chef de l'antenne de PJ de Nice, rattachée au SRPJ de Marseille.

Les classes provinciales

Jusqu'en mars 1984, ses désirs seront comblés : Toulouse, Lyon, Marseille... Les classes provinciales de M. Sanguy sont exhaustives. Sous-chef du SRPJ de Toulouse en 1973, il rencontre brutalement le terrorisme avant qu'il ne devienne un lieu commun médiatique : en 1974, il est blessé lors de l'explosion d'une bombe au consulat d'Espagne. Auteurs : les G.A.R.I., qui comptent parmi leurs militants un certain Jean-Marie Rouillon que l'on retrouvera à la tête d'Action directe. En 1976, le voici sous-chef encore, mais à Lyon. Et enfin, en 1980, chef du SRPJ de Marseille.

L'assassinat du juge Michel, la tuerie d'Auriol, la mort mystérieuse de René Lucet, bref la chronique marseillaise de crime et de la politique, c'est pour lui. Sa prudence, sa réserve, sa méfiance à l'égard des contingences non policières s'y développent. Alors que le maire de Marseille Gaston Defferre, est aussi ministre de l'Intérieur, ces qualités — qui sont pourtant de discipline et non de complaisance — séduisent.

ENVIRONNEMENT

Les criquets pèlerins menacent la moitié nord de l'Afrique d'une invasion généralisée

Les criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) sont arrivés au Tchad, au Soudan et en Ethiopie. Ainsi en un an, ils ont « bouclé la boucle ». Partis d'Ethiopie où ils étaient multipliés au début de l'été 1987, ils ont gagné le Maghreb en octobre, et novembre 1987 où ils ont « profité » des pluies méditerranéennes de printemps. Attirés par l'arrivée de la saison humide, ils ont émigré à partir de mai-juin vers le Sahel des pâturages, puis ils ont entamé leur déplacement classique vers l'est. Ils viennent de finir leur tour en revenant au Tchad, au Soudan et dans le nord de l'Ethiopie, tous pays où l'instabilité politique rend difficile la surveillance et la lutte antigrainières.

En un an, les criquets pèlerins ont franchi vingt frontières et ont parcouru 20 000 kilomètres. Mais chemin faisant, ils se sont reproduits quatre ou cinq fois, laissant donc derrière eux de futures générations, qui, selon la date des pontes et les conditions locales, en sont à des stades de développement différents.

Personne, évidemment, ne peut dire quelle influence bénéfique a eue la lutte contre les criquets pèlerins menée avec beaucoup de vigueur par les pays du Maghreb, mais elle n'a malheureusement pas infléchi sur le cours naturel des événements. Et la diminution probable des effectifs de criquets pèlerins n'a pas été suffisante pour faire revenir ces insectes à leur phase solitaire.

Désormais à la tête de la PJ parisienne, M. Sanguy a dû abandonner ses amours provinciales. « Parce que j'obéis, et puis la PJ m'a pris dans ses bras ». Son programme ? « La continuité dans la rigueur et la discipline ». Est-ce à dire que ces deux qualités ont été quelque peu oubliées ? « C'est ma conception permanente du métier. Vous n'avez pas d'explication de texte ». Il est vrai que le chemin a été balisé. La réorientation de ces dernières années autour de la délinquance de voie publique et des stupéfiants, deux caractéristiques de la criminalité parisienne, n'est-elle pas de son cru ? Quant à la politique, M. Sanguy affecte de l'ignorer : « Ce n'est pas mon problème. Je travaille, c'est tout ».

EDWY PLENEL.

JUSTICE

Création d'un tribunal de première instance à la Cour européenne de justice

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté économique européenne ont décidé, lundi 25 juillet, à Bruxelles, la création d'un tribunal de première instance au sein de la Cour européenne de justice. Cette nouvelle chambre devrait soulager la Cour de Luxembourg, submergée par les dossiers mineurs et accélérer le jugement des litiges.

Le tribunal de première instance aura, notamment, à examiner les affaires concernant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), les conflits entre les institutions européennes et leurs personnels et, enfin, certains dossiers mineurs de concurrence. Les affaires de cette juridiction pourront faire l'objet d'une procédure d'appel devant la Cour européenne de justice.

● Nomination de magistrats. — Par décret publié au Journal officiel du 24 juillet sont nommés premiers présidents : de la cour d'appel d'Amiens, M. Bernard Fautrel, premier président de la cour d'appel de Besançon ; de la cour d'appel de Besançon, M. Gustave Theureau, président de chambre à la cour d'appel de Dijon ; de la cour d'appel de Grenoble, M. Henri Bezombes, président du tribunal de grande instance de Montpellier ; de la cour d'appel d'Orléans, M. Paul Cathuol, président de chambre à la cour d'appel à Nîmes.

Règlement de comptes à La Ciotat : un mort

Sous les yeux de centaines de promeneurs qui flânaient le long de la plage, un homme a été abattu de six balles de 9 mm dans la soirée du lundi 25 juillet à La Ciotat (Bouches-du-Rhône).

Le meurtre s'est déroulé dans le plus pur style des règlements de compte de milieu marseillais. Vers 22 heures, l'homme circulait à moto, lorsque deux hommes, également à moto et coiffés de casques, se sont portés à sa hauteur. Ils ont tiré et se sont enfuis sans être inquiétés.

La victime, un homme âgé d'une trentaine d'années, ne portait aucun papier d'identité et circulait sur une moto d'emprunt. Son nom n'était pas communiqué, mardi matin, mais selon les premiers éléments, il se prénommerait Paul et serait connu des services de police. L'enquête a été confiée au SRPJ de Marseille.

Quatre tonnes et demie de livres dérobées récupérées par la police

La bibliophilie à l'arraché

M. Abdelmajid Chaouche, cinquante-deux ans, a dit volontiers licencié le lettré et ancien instituteur en Algérie, pays dont il est originaire. Il était surtout voleur de culture à l'étranger. Surpris, la semaine dernière, alors qu'il dérobait un livre de médecine dans un rayon de la librairie Les Presses universitaires de France, boulevard Saint-Michel, M. Abdelmajid Chaouche fut interpellé par les policiers du 5^e arrondissement.

Les enquêteurs désirèrent alors, car cela n'était pas la première fois que ce fin lettré se faisait surprendre en flagrant délit, de procéder à une perquisition aux domiciles de M. Chaouche et

de son épouse, Marie-Madeleine, quarante-huit ans, infirmière. Dans le studio que le couple possède à Paris et dans un pavillon qui leur appartient également à Chevilly-Larue (Val-de-Marne), les policiers devaient faire une découverte étonnante : 4,5 tonnes de livres, neufs pour la plupart, étaient amassées là. Des ouvrages de médecine, de sciences, des dictionnaires, des livres d'art, des bandes dessinées et même une bonne partie de la collection de la Pléiade.

Outre ce butin estimé à plus de 800 000 francs, ce couple de collectionneurs à moindres frais devait reconnaître, lors de son

interrogatoire, l'existence d'un système de commerce parallèle. Des coupures de livres étaient revendues à des étudiants du Quartier latin, au prix de quelques petites annonces gratuites affichées dans les couloirs des facultés. Cette activité, selon la police, aurait permis, en huit ans, aux époux Chaouche de gagner environ 3 millions de francs. Le vol, c'est la propriété, et donc M. et Mme Chaouche purent ainsi s'offrir studio et pavillon. Et même, dans un bel élan culturel, consentirent des prêts hypothécaires, de l'ordre de 100 000 à 800 000 francs, à d'autres candidats à l'accession à la propriété.

DÉFENSE

Pour la défense de la corporation

Une confrérie des anciens agents secrets

Un syndicat des anciens fonctionnaires du renseignement ? Ça pourrait en être le présage. L'Amicale des anciens des services spéciaux de la défense nationale (ASSDN) se propose d'accueillir, désormais, en son sein des membres de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) ou de la Direction de la protection et de la sécurité de défense (DPSD). Une décision vient de rejoindre l'association. Mais, aussi, l'amorce d'une défense et illustration de la corporation des agents secrets au ministère de la Défense.

Préside par le colonel Paul Paillet, qui fut le chef du contre-espionnage français durant la seconde guerre mondiale, l'ASSDN ne réunissait jusqu'à présent que les anciens des services « réseaux » de renseignements, de contre-espionnage et d'action entre 1939 et 1945. Autant dire que la survie de l'association était menacée cinquante ans après le début des hostilités et qu'il était donc devenu nécessaire de recruter les anciens fonctionnaires des différents services, tels l'« Sécurité militaire (aujourd'hui, la DPSD) ou l'ex-Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (aujourd'hui, la DGSE), qui ont succédé aux services de la seconde guerre mondiale.

C'est désormais chose faite : l'ASSDN vient de transformer ses statuts internes pour accuei-

lir de plus jeunes adhérents en provenance des services actuels, comme la DGSE ou la DPSD. L'ouverture se veut encore prudente, pour demeurer à l'abri de toute « infiltration » comme le disent les responsables de l'ASSDN : il faudra montrer patte blanche et, particulièrement, se faire parrainer et agréer par le conseil d'administration avant d'être admis au titre de ses activités depuis 1945 en métropole, outre-mer ou à l'étranger.

Actualisée, l'ASSDN, fondée il y a trente-cinq ans, conserve ses ambitions : la défense des intérêts moraux et matériels, voire de l'éthique d'une profession qui s'enrichit, d'habitude, masquée et qui, plus qu'une autre, est contrainte à la discrétion en dépit de ses mérites publics.

Du même coup, l'association des anciens des services secrets de la défense nationale s'est donné les moyens d'action d'une organisation qui se promet d'intervenir auprès du gouvernement à chaque fois qu'il lui apparaît que l'honneur de la corporation de ses mandataires ou l'héritage de la profession sont en jeu. Si le cercle de famille vient de s'agrandir, avec la relève des générations, la tradition des agents secrets est maintenue d'une certaine façon : celle d'un groupe d'influence ou d'une confrérie, comme on voudra l'appeler, qui préfère agir dans l'ombre et régler, entre collègues, les difficultés qui surviennent.

Ancien commandant de la base de Bizerte en 1961

L'amiral Maurice Amman est décédé

Ancien préfet maritime de Brest et fondateur de la Société nationale de sauvetage en mer, l'amiral Maurice Amman est décédé, dimanche 24 juillet à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il commandait la base stratégique de Bizerte, en Tunisie, lorsque de graves incidents opposèrent les forces armées tunisiennes et françaises en juillet 1961.

Né le 16 octobre 1904 à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne) et ancien élève de Navale, Maurice Amman était jeune capitaine de corvette en 1940 à bord du *Jean-Bart* lorsque le cuirassé réussit à s'échapper de Saint-Nazaire pour rejoindre Casablanca, et éviter ainsi de tomber aux mains des Allemands.

Chef de cabinet de l'amiral Lemonnier, chef d'état-major général de la marine à la Libération, Maurice Amman entame une carrière prestigieuse. En 1951, il commande l'école d'application de Navale et le croiseur *Jeanne d'Arc*. En 1953, il est attaché naval à l'ambassade de France à Londres. En 1958, il commande l'école supérieure de guerre navale, et en 1959, avec le grade de

vice-amiral, il devient préfet maritime de Cherbourg. L'année suivante, il est nommé commandant supérieur de la base interarmées de Bizerte.

En juillet 1961, la France procède à un renforcement de la base de Bizerte, ce qui, pour M. Habib Bourguiba, est contraire à la souveraineté tunisienne, reconnue depuis 1956. Des manifestations, puis des émeutes, ont lieu à la base. Entre le 20 et le 22 juillet 1961, une bataille sanglante va opposer aux militaires et à des volontaires tunisiens les forces armées françaises, qui tentent de dégager la base et le goulet de Bizerte. Après le cessez-le-feu, on relève vingt et un morts chez les Français, et les Tunisiens évaluent leurs pertes à un millier de tués. Le général de Gaulle devait ensuite exprimer son « entière satisfaction » à l'amiral Amman, en même temps qu'il acceptait l'ouverture de pourparlers sur l'avenir de la base de Bizerte, qui sera évacuée et transférée à l'amiable en 1963.

En novembre 1961, l'amiral Amman est nommé préfet maritime de Brest, une fonction qu'il abandonnera en 1965 avec le rang d'amiral (cinq étoiles) pour le cadre de réserve. En 1967, il fonde la Société nationale de sauvetage en mer, qui est reconnue d'utilité publique et réunit des bénévoles pour aider à la sécurité des Français en vacances.

Président d'honneur de l'Académie de marine et fondateur du cercle de la mer, l'amiral Maurice Amman était grand officier de la Légion d'honneur et grand-croix du Mérite.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Culture

AVIGNON 88

Peter Brook, le sourcier du théâtre

CHACUN jour, dirait-on, le chat qui s'est réincarné en Peter Brook prend le dessus. Il se manifeste dans la façon de marcher en souplesse et en silence, dans le geste minimal, la transparence énigmatique du regard, et jusque dans le quart de sourire. Peter Brook est venu à deux reprises : pour voir *Freaks* — qui sera repris dans ses Bouffes du Nord à la place du Lorenzaccio de Francis Huster — et pour écouter sa femme Natasha Parry participer aux lectures organisées par Jean-Claude Carrière et la Société des auteurs. Il était là, pendant qu'à Tokyo avait lieu la toute dernière représentation du Mahabharata, l'événement d'Avignon 1985, et pour lequel a été aménagée la carrière Callet-Boulbon, occupée cette année par Pierre Boulez.

Peter Brook est comme un sourcier : il découvre les endroits qui attendent de devenir des théâtres. Il y a un peu plus de quinze ans, c'était à côté de Shiraz, rien de moins que les montagnes ravonnées où sont creusés les tombeaux des soubas. Puis il y a eu la vieille salle calcinée des Bouffes du Nord, dont il a su flairer la magie, derrière une porte fermée depuis des lustres, dans un quartier peu fait, semblait-il, pour un théâtre de recherche. « Un sourcier travaille seul, dit-il, moi je suis entouré de techniciens, de gens compétents. Quand avec les comédiens du Centre international de recherche théâtrale (CIRT) nous sommes allés en Afrique noire, nous étions guidés par un Anglais barbu qui savait, en pleine brousse, trouver l'endroit où passer la nuit. Il disait au chauffeur de tourner à gauche. Effectivement, il avait raison, il avait deviné, je ne sais pas comment, une clairière et de l'eau.



» Je suis beaucoup plus logique. Je ne voyais pas le Mahabharata, cette grande légende indienne, avoir pour cadre aucun des chefs-d'œuvre d'architecture chrétienne qui font la gloire d'Avignon. Mais puis-je ces monuments sont en pierres, je me disais qu'il devait y avoir des carrières proches. On m'a dit oui, il y en a au moins deux cents. J'ai cherché, avec un collaborateur né dans la région,

Hervé Bonnasse. Nous en avons visité beaucoup. L'une était superbe mais disproportionnée, les acteurs s'y seraient perdus. Une autre était d'une blancheur trop éblouissante. Un décor, même naturel, ne doit pas écraser le spectacle.

« Le plus bel endroit pour le Mahabharata a peut-être été une immense carrière en Australie, dans le territoire aborigène tellement chargé de mystère. Mais quand nous faisons aménager des bâtiments, ils restent souvent au théâtre. A Barce-

lone, par exemple, le Marché aux Fleurs, ou à Copenhague une usine à gaz du dix-neuvième siècle, trouvée à l'occasion de *Carmen*. Ce type de monuments magnifiques sur lequel les architectes de l'époque ont laissé aller leur imagination, comme ils ne pouvaient pas se le permettre quand ils faisaient construire des pavillons bourgeois. A Glasgow, nous avons joué ainsi dans un vieux musée des transports. Il y a encore dix ans, Glasgow était une ville morte. Elle sera en 1990 capitale européenne de la culture.

EN 1990, le cycle de ce Mahabharata dont la préparation a duré dix ans sera terminé — mais qui sait... Pour l'instant, si le spectacle a quitté la scène, il va être tourné à Joinville, en coproduction avec la télévision indienne et présenté là-bas dans les villages, avec des extraits de la pièce, des conférences, des ateliers. Peter Brook, en tout cas, commence à penser à autre chose : à une manière de célébrer la Révolution avec un spectacle centré sur les sourds muets et le langage des signes — mis en pratique au dix-huitième siècle. A une saison de théâtre d'Afrique du Sud pour le Festival d'Automne en 1989. A un travail sur le cerveau, « la grande exploration de notre temps » à partir de l'Homme qui prenait sa femme pour un cheapeau. A une méthode de formation pour les metteurs en scène. « On ne peut ni enseigner ni montrer. On peut seulement transmettre un savoir en apprenant à se regarder l'un l'autre.

Au long des années, Peter Brook poursuit son utopie, obstinément, comme un chat qui marche sur les toits.

COLETTE GODARD.

« Je me souviens », de Georges Perec

Le petit vélo à guidon chromé de Sami Frey

Quatrième et dernier spectacle Perec et, enfin, l'enchantement. Sami Frey sait toute la drôlerie, toute l'émotion, toute la simplicité de l'auteur de *La vie mode d'emploi*.

Un jour, Georges Perec a lu le livre d'un jeune peintre américain, Joe Brainard, qui avait rassemblé huit cents petits souvenirs personnels — commencent tous par « I remember ». De cette autobiographie, il a gardé la forme littéraire d'une œuvre qu'il entreprit comme un jeu, à table, à la fin d'un dîner, quand il s'est écrit : « Ah ! Je me souviens... » et qu'aussitôt se bousculèrent dans sa tête vrais et faux souvenirs, réunis après quatre ou cinq ans d'investigation dans un recueil de 147 pages et numérotés de 1 à 480.

La règle était simple : « Tenir de retrouver un souvenir presque oublié, essentiel, banal, commun, sinon à tous, du moins à beaucoup ». De l'abbé Pierre à Epirasim Zimbarid Junior, une cohorte d'être plus ou moins célèbres, une ribambelle de lieux, un chapelet de chansons, quelques slogans publicitaires, une kyrielle d'événements sont ainsi brièvement consignés, en rarement plus d'une phrase.

Perec s'est quelquefois trompé, sur les noms des quatre mousquetaires qui firent les belles heures de Roland-Garros, comme devait, plus tard, le lui apprendre Raymond Queneau, sur celui de tel ou tel metteur en scène et — curieux manquement chez cet homme qui avait un bon coup de fourchette — sur la recette du quatre-quarts.

Mais, à tous moments, s'élaborait la chanson de geste d'une époque, essentiellement l'après-guerre, qu'avait soigneusement explorée Roland Barthes dans ses *Mythologies*, quand Georges Perec se contentait avec une belle simplicité de nous en donner les repères. On y croise pourtant des généraux félons, des assassins terribles, avant d'être entraîné dans d'épouvantables guerres, conflits, magouilles pour lesquels le romancier aurait pu désigner mille motifs. Non, l'Histoire est là, certes, mais aussi, sans fiori-

tures, le jazz, la variété, le cinéma, la bouffe, de bonnes et de mauvaises blagues et, peut-être surtout, l'enfance.

Sami Frey s'en est aperçu. Il a, durant les trop courtes soixante-dix minutes d'un spectacle qu'il a lui-même mis en scène, ces moments de sincérité absolue, de malice, d'innocence et de fragilité aussi qui sont avant tout ceux de l'enfance. Certes le voilà, en costume de ville gris, juché sur un vélo, son porte-document arriéré en arrière de la selle, pédalant, on l'imagine, sur une route de moyenne montagne. Elle est jalonnée par un ingénieur, une vieille héraldique de bosses, de creux, de sommets perdus dans le lointain, superbement éclairés par Frank Thevenon. Un homme d'un certain âge donc, eh bien non, un homme jeune, vieux, c'est selon, un être sans âge, de chair et de sang si l'on veut, mais aussi bien absolument imaginaire. Un homme à vélo ou qui rêve qu'il est à vélo.

Il faut tout le talent, la suprême élégance de cet acteur qu'on a rarement vu de si près, entendu si bien, pour trouver en lui autant d'humilité, de simplicité, de retenue devant un texte qu'il s'est totalement approprié. Les souvenirs, les mots s'inven-

tent et dansent sous nos yeux, à mesure des tours de pédalier, comme si Perec n'était pas passé par là le premier, comme si Sami Frey n'avait pas toutes ces heures à la table, pour les apprivoiser. Les mots de *Je me souviens*, d'abord, mais aussi certainement ceux d'*Un homme qui dort*, comme ceux-là : « Tu te laisses aller, tu te laisses entraîner : il suffit d'un des grès qui se précède de quelques mètres et tu obliques dans la rue grise... » et beaucoup d'autres encore qui proviennent, si qu'onque demandait des preuves, l'extrême commémoration de l'acteur et l'auteur.

La performance de Sami Frey a été accueillie ici aussi chaleureusement que celles de Gérard Desarthe pour *Hamlet* ou de Nada Straucher et Michel Piccoli pour *Le Conte d'hiver*. Ce n'est que pure logique : nous sommes là sur les planches d'un théâtre enchanté.

OLIVIER SCHMITT.

★ *Je me souviens*. Chapelle des Pénitents blancs jusqu'au 31 juillet à 21 h 30. Le spectacle sera repris à la rentrée à la Comédie de Genève, coproduit avec le Festival d'Avignon, et au Festival d'automne de Paris, en octobre, à l'Opéra-Comique. Ce n'était pas prévu mais cela s'imposait.

OFF

Compagnie 73 : au soleil de Cannes

Pour complaire à ses parents, Chantal Bouisson avait commencé par la carrière professionnelle. Mais, parallèlement à ses études, elle avait suivi à Nice des cours et des stages d'art dramatique et rempli quelques emplois dans une troupe d'amateurs. Le choix s'imposait vite. En 1973, elle créa à Cannes une compagnie professionnelle et obtint une salle municipale pour les répétitions. Il lui fallait en revanche trouver un lieu différent pour les représentations. Depuis 1985, cette quête a cessé. La Compagnie 73 — composée de quatre permanents et de quelques comédiens rétribués au cachet — a

trouvé un toit au Logis des Jeunes de Provence.

Formule heureuse : la troupe peut utiliser un théâtre de poche bien équipé, de cent trente places, ainsi qu'un local de répétition au sous-sol. La Compagnie 73 est également coproductrice des manifestations de l'Espace Mimont, au cœur de la ville de Cannes.

Deux créations par an et des reprises : c'est le rythme de la compagnie de Chantal Bouisson dont l'avenir est plus serein depuis que le maire de Cannes, M^{me} Dupuy, a porté la subvention municipale à 300 000 F, dont 200 000 F pour des services.

Chantal Bouisson a délibérément opté pour un répertoire d'auteurs contemporains, dont Westphal, Perec, Haim, Foisy, Obaldia, Jeannine Worms. Pourquoi vient-elle à Avignon ? « C'est notre deuxième année de présence ici. En 1987, avec l'augmentation, de Perec, l'opération avait été rentable. Mais nous sommes là pour être vus autant que pour voir, pour nous situer nous-mêmes. Pour rompre notre isolement. Cannes, c'est loin ! »

J.-J.L.

★ *Compagnie 73* : jusqu'au 4 août au Hémis à Cannes, à 15 h. Jours pairs : *Promenade*. Jours impairs : *Le Châle et la Bombinette*, deux pièces de Guy Foisy.

« Molière » et « Le Banquier anarchiste »

Benedetto vingt ans après

Au Théâtre des Carmes, André Benedetto, patron de la plus ancienne des troupes avignonnaises, se partage entre *Molière* et *Fernando Pessoa*.

Un air de torero qui va planter ses banderilles, de gratifier de sérénades ou de bandes d'honneur ; l'arène, la roquette, le maquis, tout cela dans le seul André Benedetto, contemplant d'un œil réjoui les tables de restaurant qui, sur la place des Carmes, repoussent chaque jour les voitures en stationnement. La terrasse des repas nocturnes prospère sous les girandoles. Le dîner des directeurs de troupes permanentes d'Avignon n'a pas tort de voir dans chaque mangeur de plein air un spectateur éternel.

Depuis quelques mois, il est le seigneur des lieux, le propriétaire légitime de ce Théâtre des Carmes que lui louaient jusqu'alors les pères, dispersés dans le monde, d'un ordre monastique raréfié. L'Etat, la région et le département lui ont accordé des crédits de réhabilitation. Une première tranche de travaux a libéré la scène ancienne, qui avait été murée. Pour célébrer l'événement, Benedetto découvre, devant les spectateurs, cet espace de charpentes, de briques grossières, de plâtres saïs,

avec l'émerveillement de Molière entrant dans le théâtre qu'il va partager avec les Italiens. C'est à dire qu'il monte un Molière à sa façon : une désinvolture de compagnonnage qui évoque les créations collectives de naguère, la couleur de certaines dictionnements pimentées à la provençale, une grande modestie dans les accessoires et les costumes, une bonhomie narrative, enfin, où chacun prend le relais d'un personnage à l'autre. Benedetto conte la vie privée et publique du courtisan soumis au bon plaisir du Roi-Soleil ; il conte les pièces et leur destin jusqu'au fau-tail du *Malade imaginaire* et à l'envoi de Molière en combinaison spatiale.

Pour l'après-midi, Benedetto a choisi un texte de Pessoa le *Banquier anarchiste*, daté de 1922. Démonstration logique, par un riche financier, qu'il a été strictement fidèle à l'anarchisme de sa jeunesse en faisant fortune par tous les moyens. En costume blanc de mafioso éponoué, Benedetto tourne avec bonheur cette saute portugaise à l'humour corrosif. Il lit aussi la pièce qui vient d'être écrite sur Robespierre. Dans les jardins du musée Voulant, une autre pièce de lui, *Fin de journée*, est jouée par Jacqueline Benedetto et Bertrand Murail, co-fondateur de la compagnie.

Son statut de troupe avignonnaise subventionnée par les pouvoirs publics, Benedetto ne l'a pas obtenu sans combat. Ce n'est guère qu'en 1968 que son équipe est devenue professionnelle. Elle jouait *Zone rouge*, *feux interdits* tandis que, dans le chœur des Carmes voisins, Julien Beck, dont Benedetto se sentait solidaire, représentait derrière les barreaux du portail.

De son action militante d'autrefois, la troupe a retenu une relation privilégiée avec les enseignants, des représentations scolaires et l'organisation d'un concours annuel sur une œuvre classique, les collégiens devant produire eux-mêmes un petit spectacle sur le thème. *Une Nuit de la poésie* s'ouvre, également, aux écrivains de la région.

Quant aux pièces jouées, presque toutes écrites par Benedetto, elles ont fait défiler sur la scène des Carmes des héros exemplaires comme Rosa Luxemburg, Germaine, Alexandra Kollontai, Victor Hugo. Le rêve occitan, que Benedetto partagea un moment, s'est évanoui. Mais Benedetto le Méditerranéen entend bien poursuivre l'histoire réelle et fabuleuse des victoires et des révoltes.

JEAN-JACQUES LERRANT.

★ *Molière*, jusqu'au 4 août, à 21 h 30. *Le Banquier anarchiste*, de Fernando Pessoa, jusqu'au 2 août, à 17 h 30.

Mort du dramaturge Bernard Chatelier

Le dramaturge germaniste Bernard Chatelier vient de mourir à Paris. Il était âgé de quarante et un ans.

Né le 24 mai 1947, près de Saint Nazaire, Bernard Chatelier vit à Berlin-Ouest pendant quatre ans, de 1970 à 1974. C'est là qu'il commence à s'initier au théâtre. Il travaille comme dramaturge avec Bruno Bayen (*la Mort de Danton*, 1975) puis avec Robert Gironès de 1975 à 1978 au Théâtre du VIII^e à Lyon. Il revient ensuite à Paris, où il rencontre entre autres Bérangère Bonvoisin, pour qui il travaille sur la pièce de Marie-Louise Fleisser, *Pionniers à Ingolstadt*.

Bernard Chatelier a également adapté le *Prince de Hombourg* de Kleist, pour Mathias Laghoff au

TNP. Il était en train de travailler à la traduction de *Catherine de Heilbronn*. Il venait d'achever deux textes : *Rumex* et *Wall Street*, d'après *Barthelme l'herbivore* de Melville, et une fantaisie musicale, *L'Adieu*, qui lui avaient été demandés par Bérangère Bonvoisin pour « Théâtre Ouvert ».

LETTRES

● Le prix Saint-Simon à M. Michel Debré. — Le prix Saint-Simon 1988 a été attribué à M. Michel Debré, ancien premier ministre, pour ses deux volumes de *Mémoires*, qui ont été publiés par Albin-Michel. Le lauréat recevra son prix le 27 août, au château de la Ferté-Vidame (Eure-et-Loir). Rappelons que M. Michel Debré a été élu à l'Académie française le 26 mars 1988.

MUSIQUES

Attila et ses

Attila et ses... (Text continues with details about the musical production and its reception.)

CINÉMA

Trois Ans d'Eden Klimov

Les vérités d'un arracheur de dents

Les vérités d'un arracheur de dents... (Text continues with details about the film and its director.)

Les vérités d'un arracheur de dents... (Text continues with details about the film and its director.)

Raspoutine, l'agonie

Raspoutine, l'agonie... (Text continues with details about the film and its director.)

Raspoutine pour un massacre

Raspoutine pour un massacre... (Text continues with details about the film and its director.)

MARIN KARMIZ PRÉSENTE

WILLIAM HURT - TIMOTHY HUTTON

LE TEMPS DU DESTIN

A TIME OF DESTINY

UN FILM DE GREGORY NAVA

MUSIQUE ENnio MORRICONE

Culture

théâtre

MUSIQUES

Dans les arènes de Nîmes

Attila et ses chevaux compatissants

Les grands spectacles d'opéra en plein air ont leur utilité : ils drainent un public nombreux et enthousiaste. Ils ont aussi les inconvénients acoustiques que l'on sait.

Les arènes de Nîmes ont trouvé leur vocation lyrique en recevant d'abord des spectacles présentés au Palais omnisport de Bercy : *Aida* en 1984, *Turandot* en 1985. À partir de 1986, pour le *Corsaire* de Verdi, l'architecte Riccardo Boffill s'attacha spécialement à mettre le lieu en valeur en tirant parti du cadre impressionnant des arènes, devenues ainsi partie intégrante du décor. Pier Luigi Pizzi, l'année suivante, dans *la Norma*, joua, comme on imagine pour un tel sujet, de cette architecture gallo-romaine, et, avec *Attila*, il retrouva cet état de même occasion d'éclairer de vieilles pierres qui semblaient tour à tour ruinées et éternelles.

En guise de prologue, on voit des nuages de fumée noire s'échapper des arènes dont les ouvertures s'embrasent peu à peu. Attila, se dit-on, vient de passer par là... À la fin du prologue, on verra les fondateurs de Venise arriver sur des gondoles à mi-hauteur des gradins qui paraissent glisser sur d'invisibles canaux. L'illusion est parfaite.

Mais l'ampleur du plateau se prête aussi aux cavalcades et la

présence des chevaux sur scène produit toujours une vive impression ; cela tient sans doute au fait que les animaux si consciencieusement soignés, ni spectateurs ni protagonistes, sont parfaitement incongrus et, par là même, susceptibles de puissants effets de théâtre qu'aucun cabotinage ne vient gâter.

Le cheval d'Attila qui hennit quand son cavalier investit les Romains, celui du général ennemi qui refuse de se laisser monter en une autre occasion et semble pousser un cri de stupeur quand le chef des Huns tombe poignardé, voilà ce qu'aucun metteur en scène ne pourra jamais maîtriser, mais qu'il peut laisser à la discrétion de la gent équestre.

Une héroïne cornélienne

Qu'on n'aille pas reprocher à Pizzi d'avoir fait d'excessives concessions, ni d'avoir trahi Verdi car cet opéra, écrit pour être créé à la Fenice de Venise en 1946, repose très clairement sur l'exaltation populaire des sentiments nationalistes.

Tout est prêt à montrer la résistance à l'envahisseur nordique, qui sera finalement tué par une jeune femme, Odabella, héroïne cornélienne que l'opéra italien, plus que tout autre, se plaît à opposer à la faiblesse, voire à l'inconsistance, des hommes.

Attila, en victime, est pourtant, après elle, la seule figure attachante de l'histoire, les autres, un témoin amoureux qui ne comprend rien à rien, un baryton traître à sa

patrie, qui veut pactiser avec l'ennemi pour affirmer son petit pouvoir, un esclave et un évêque sont sortis des faire-valoir.

Ainsi ce que chantent Jean-Philippe Lafont (le traître Ezio) et Mario Malaguzzi (l'amoureux Foresto) ne nous frappe qu'assez médiocrement d'autant que l'acoustique des arènes, imparable pour les voix en général, ne flatte pas les moyens ou peu limités du ténor. Même la voix basse superbe et puissante de Paolo Barchiesi (Attila) en souffre dès lors qu'il ne chante plus dans certains endroits où la configuration des lieux lui apporte un tant soit peu de réverbération.

On regrette plus vivement encore de ne pas entendre Linda Ronick-Stummer (Odabella) dans un théâtre fermé, car une certaine tension sensible dans l'air du plateau. Mais la voix est chaleureuse, étendue, flexible avec, tout à tour, de la vaillance et des demi-teintes. Dans la cavatine si délicate qui ouvre le premier acte, on aurait aimé discerner sous ses murmures les finesses instrumentales qui l'accompagnent mais, déjà à pleine puissance, l'orchestre ne peut pas dépasser le mezzo-forte et ses pianissimos sont largement couverts par les bruits extérieurs.

L'orchestre de l'Opéra de Baden-pst conduit par Emil Tchakarova, aurait mérité mieux : il a accompli un beau travail. Les chœurs, venus de Sofia, ont, eux aussi, de belles pertes à chasser. À défaut de la puissance, qu'on était réduit à imaginer, on a pu, du moins, apprécier la qualité.

GÉRARD CONDÉ

Un projet de loi italien sur la hauteur du diapason

Pour quelques hertz de moins...

Le concert des nations ne devrait pas en être affecté. Les faits, pourtant, méritent d'être contés. Le diapason est mis en accusation.

Trop haut. Le la officiel n'a cessé de monter. Il est aujourd'hui situé plus d'un quart de ton (tout près d'un demi) au-dessus du niveau qui était le sien au dix-neuvième siècle.

On ne saurait imaginer l'ampleur des faits qu'il faudrait imputer à cette hausse incontrôlée. Disparition des grandes voix d'opéra : on ne trouve plus d'Otello, plus de comités pour les *Noces de Figaro*. L'insupportable tension imposée à des instruments conçus (comme les Stradivarius) pour le diapason ancien, et surmontés par le nouveau. « Les plus grandes œuvres de Bach à Verdi, furent toutes écrites pour un diapason bas de 432 hertz, ce qui équivaut approximativement à un la à 430,5 hertz. Jouer ces œuvres plus haut, arrivant aujourd'hui jusqu'à des points de 440-450 hertz dans certains opéras, pour exemple ceux de Florence et de Vienne, équivaut à une conspiration en vue de tuer les voix, qui ne peuvent résister à un effort qui va à l'encontre des lois physiologiques de la nature, des instruments, et de la musique même », écrit Liliana Celani, auteur d'un rapport sur Giuseppe Verdi et le « diapason scientifique » qui n'est pas resté sans effet, du moins en Italie. Deux sénateurs démontrent d'ailleurs, Carlo Boggio et Pietro Mezzopesa, viennent de déposer un projet de loi visant à ramener le diapason à 432 hertz. Des grands noms du bel canto, de Flaminio Piccoli à Renata Tebaldi, en passant par Brunos, Cappuccini, Pavarotti, ont appuyé cette proposition. Certains l'ont même votée : ont suivi, Conférences et débats ont eu lieu, dont les

conclusions ont largement été reprises par la presse italienne.

432 hertz, c'était donc le la principal par Verdi. Mais la tendance, déjà, était à la hausse puisque les Autrichiens, en 1885, préconisaient par décret trois hertz de mieux. Ainsi, écrit hardiment Liliana Celani, fut « sabotée » une initiative « qui nous eût épargné plus d'un siècle de musique moderne et d'odéonphonie ».

L'obscurantisme n'est, comme on voit, pas vraiment absent de cette campagne menée tambour battant par l'Institut Schiller — sur le thème, par exemple, de « la validité universelle des lois sur l'esthétique » — et relayé par l'Académie d'études humanistes, co-organisatrice d'une conférence de presse à Paris. Il y fut soutenu, en somme, que la décadence de la musique commençait à Wagner pour aboutir à Stockhausen, le rock, et autres « abominations », ou bien que les techniques vocales populaires et extra-européennes (qui montrent apparemment la relativité culturelle des notions d'alignement, de registres ou de « confort vocal ») n'étaient pas à être prises en considération dans un débat concernant « les émotions pures » et « l'art profond ». Quand aux « baroques » et à leur la flottant autour de 415, ils sont jugés par nos révisionnistes d'une expérience coupable, puisque la justification du diapason à 432 hertz n'est rien de moins qu'« inscrite » dans le système solaire.

Pourtant, le la-432 n'a rien de scientifique, comme nous l'a confirmé René Causse, responsable du laboratoire acoustique de l'IRCAM. Limiter certains encois actuels, voire ramener le diapason officiel d'un quart de ton, ne serait pas une mauvaise chose pour les chanteurs », a-t-il concédé : la vie des chanteurs est assez éprouvante pour que celle-ci n'ait pas, en plus, à supporter leurs cordes vocales. Ainsi semble expliquer d'ailleurs leur mobilisation. Mais fixer le la à 432, plutôt qu'à 435

ou 430,5 constituerait une simple commodité mathématique (le nombre est divisible par 2 et par 3) que ne saurait justifier ni les calculs de Pythagore ni la forme du goéier des bel cantistes.

« Chaque chanteur a, pour passer d'un registre à l'autre, des difficultés particulières qui ne sont pas celles du voisin, qu'il connaît bien et qu'il négocie à sa manière. La hauteur du diapason ne change rien à l'affaire. D'ailleurs, à l'époque de Bach ou de Mozart, chaque orchestre avait son diapason, les chanteurs s'y conformaient sans que leur voix en souffre. La disparition progressive des grandes voix d'opéra s'explique donc moins par l'élévation du diapason que par la puissance et l'efficacité des orchestres modernes, le gigantisme des salles de concert, leur mauvaise acoustique ».

Quant à la résistance des instruments anciens comme les Stradivarius, comment en juger ? Ils sont tous restaurés. Dès lors qu'ils ne s'intègrent plus aux orchestres d'époque, qu'on n'en joue plus avec des cordes et un archet d'époque, il n'est plus le renforcer. Pourquoi ne pourrions-ils pas résister au la-440 ?

Juger de leur sonorité sur la seule résonance de la cavité d'air (celle-ci, prétendent les révisionnistes, serait optimale au diapason 432) est en tout cas une absurdité. Ce sont, selon les fréquences, toutes les parties de l'instrument, les tables d'harmonie inférieure et supérieure, qui vibrent et déterminent le timbre. Les facteurs le savent bien et se conformaient pour cela à des lois transcendantes, non ?

Alors, qu'est-ce qui fait qu'un instrument sonne bien ? Certainement pas la hauteur du diapason. En fait, j'en cherche les raisons depuis des années, et je ne les ai toujours pas trouvées.

ANNE REY.

* L'IRCAM et son Institut acoustique organisent en novembre des journées pédagogiques destinées aux facteurs d'instruments. Rés. : 1/427.12.33.

to vingt ans après

CINÉMA

Trois films d'Elem Klimov

Les vérités d'un arracheur de dents

Plusieurs films soviétiques inédits sont présentés au Cosmos (14-Juillet-Parnasse) le 14-Juillet-Parnasse (le Monde du 17 juillet). Au programme cette semaine, les Aventures d'un dentiste, d'Elem Klimov. Une comédie musicale tournée en 1964.

Sergueï Petrovitch Tchoukovitch est un jeune dentiste (André Migon) qui n'est pas trop pressé de rejoindre la polytechnique provinciale où il est affecté. Le dentiste avec qui il fait équipe, son aîné, lui colle cependant une paire de tenailles dans les mains et un patient sur le fauteuil. Et que ça saute. Miracle, ça saute en effet, illico, de la mâchoire aux pincettes, sans douleur, magiquement. Aussitôt, le cabinet se remplit de malades enthousiastes et la fille de l'instituteur chante une chanson, en gros plan, *in extenso*. Et l'instituteur de vous prévenir : « J'ai subi toute cette affaire, attendez, ça n'est pas facile d'avoir un don ».

D'abord il suscite la jalousie, le dégoût de ses confrères. Le dentiste-chef se fait muter. Une infirmière s'en va. Une commission de chef-lieu insiste pour le regarder travailler. Ensuite il se vient à doctor de son étrange talent. Il rate lamentablement un malheureux que des amis charitables lui ont amené, un cas difficile, pour le remonter. Il refuse de soigner la fille de l'instituteur (elle rechante dans une surprise parodie du 1^{er} mai, très vichy-fraîche), qui, du même coup, loupe son mariage. Ses parents viennent le voir

avec de la vodka et sa fiancée minaudante. Bref, tout le monde lui cause les pieds et il se reconverit dans l'enseignement, à l'école dentaire, en prof vachard, mais peiné.

C'est ignorer la persévérance des médiocres, qui le persécutent encore et lui demandent comment il peut enseigner ce qu'il ne pratique plus. Les besogneux voulaient briser l'arracheur, à lui reprochant à présent de ne plus être assez ardent pour expliquer l'art et la manière. On l'oblige à rendre sa blouse, quand un baiser de sa fiancée, quelques clous arrachés sur une palissade, d'un pince guillerette, lui rendent son ancien don. Le temps de le transmettre à une jeune fille dont tout nous assure qu'elle aura bien des pépins à son tour.

Une morale ambiguë

Cette comédie musicale tournée en 1964 par Elem Klimov, en scope noir et blanc, témoigne de la première manière de l'auteur, gaie et subversive, avant les ennemis avec la censure et la mort de sa femme, Larissa Chepitko, qui devaient assembler la suite de son œuvre. La morale de la fable est ambiguë, complexe, très anticonformiste. La bêtise bureaucratique en prend pour son grade et on comprend la faveur dont jouit Klimov sous Gorbatchev désormais. Par ailleurs, un parfum de doux radicalisme médical baigne ce film déronçant et drôle, bien salué et un peu fané, plein d'esprit et un peu égaré où soufflent des moments d'insouciance à la Jean Vigo.

MICHEL BRAUDEAU.

* Le Cosmos : 45-44-24-80. Le 14-Juillet-Parnasse : 43-26-58-00.

Raspoutine, l'agonie

Raspoutine agonise dans le neige en dépit des baïonnettes et du poison. La famille impériale assiste à l'enterrement du saint. On aura compris qu'il s'agit là de la mise au tombeau d'un régime. Le film de Klimov a été censuré au moment de sa sortie en URSS. Il n'a pourtant rien de subversif et le scénario suit d'assez près l'histoire officielle. Le metteur en scène fait alterner habilement les bandes d'actualité en noir et blanc avec les scènes en couleurs plus intimistes. Alexis Pontenko fait là une belle composition.

Requiem pour un massacre

Pendant la dernière guerre, en Belgique, dix cent vingt villages furent brûlés par les troupes allemandes et leurs habitants sous menace de punition. Klimov raconte un de ces épisodes sanglants, vécu par un enfant.

On peut reprocher au metteur en scène de trop sacrifier à l'esthétique de l'horreur et de manier avec pesanteur la symbolique de la terre natale. C'est néanmoins un document assez terrifiant qui mérite d'être vu.

E. de R.

DIGRESSIONS par Bernard Frank

Le baccalauréat en état de grâce

1 « Génération 88 »

Une profession d'avenir c'est, me semble-t-il, le baccalauréat. On n'a qu'une chance sur quatre de ne pas l'obtenir. Les vrais bénéficiaires de la loi sur l'enseignement, de la grâce présidentielle, ce sont incontestablement les candidats à cet examen. À l'échelle des résultats, quand on étudie les pourcentages, on se dit que cette grâce tient du miracle. Ainsi Mitterrand serait vraiment Dieu ! Depuis la création du baccalauréat, il aura fallu attendre 1888 pour que la France obtienne — record absolu — 310 999 nouveaux bacheliers. Napoléon en aurait aussi fait des « Marie-Louise » et au front, plus vite que cela ! Dans ce temps-là, on ne chômait pas, c'est d'ailleurs là où le bât nous blesse.

Mes pensées se tournent vers les quelques rares candidats qui ont échoué cette année et qui ont eu, au train où allait le courant, du mérite à y parvenir. Leur échec au milieu de cette année plaine de répus ne va pas passer inaperçu. Il leur faudra beaucoup de sang-froid pour résister à des comparaisons blessantes : « Mon petit, dis-moi une chose, sans penser à moi, ton livre scolaire n'était certes pas brillant, je ne me faisais pas beaucoup d'illusions sur tes résultats, mais quand je vois que ton ami Vachot, tout le temps fourré dans ta chambre et qui était vraiment nul, même en gym, a trouvé moyen, lui, d'être reçu parce qu'il a jeté un coup d'œil sur la copie du voisin, je m'inquiète pour ton avenir ».

S'il n'y voyait pas offense, je me permettrais de conseiller aux futurs redoublants de se prévaloir de cette singularité, d'y puiser avantage et réconfort. Avoir été reçu à son baccalauréat en 1988, ça peut devenir une référence, une preuve de correction. Les répus, c'est l'évidence, ne vont pas s'en tirer comme ça : ils sont trop nombreux à l'avoir été pour que leur diplôme compte. Le cru 88 sera dévalorisé : aussi médiocre que le 68, d'ailleurs. D'ailleurs, il pleuvait des cordes. Le bac 88 a été noyé comme les vendanges.

Le Figure — dont on dit souvent au jeu des portraits : si c'était un prénom, il s'appellerait Bazile, si c'était un pharmacien, ce serait Homais, si c'était un diplomate, il aurait le bachelot — a commencé à donner le ton. Gérard Mordacq dans sa grande forme estival a chanté l'un de mes aînés préférés, celui du bon sens : «... Les chiffres ne nous font pas faire illusion... La plupart des professeurs le reconnaissent et l'avaient... ce n'est un secret pour personne... baisse des connaissances... l'avenir même du bachelot qui est en jeu... les chiffres sont sans poids... au lieu de rêver... mais cette supposition... n'a rien de scientifique en elle-même... une idéologie qui s'élève d'épave... le nom... Est-il sérieux de maintenir à l'école... il serait temps... Plutôt que de rêver (biens)... que demandons-nous à la France... la force de l'Allemagne ou du Japon... préparer les jeunes à la bataille de l'emploi ».

Je peux rassurer sur un point la poignée de leurs camarades reçus : leurs efforts ne leur ont pas été perdus. Ils seront discrets à l'avenir : cette période généralement riche en souvenirs. Et quand ils seront devenus des pères de

famille, on peut compter sur eux pour ne pas abriter leurs enfants par les récits de leurs exploits. C'est déjà quelque chose. Si l'école secrète à l'Etat à la recherche et au développement, ou tout simplement ministre de l'Intérieur, je lancerai les meilleures brigades du GNR, les agents les plus retors des renseignements généraux sur les traces de ces 432 479 garçons et filles qui se présenteront cette année au baccalauréat. A mes frères, bien entendu, je conseillerais la plus extrême prudence. Il y a tellement de commissions du droit civique pour le respect des droits civiques que l'on ne peut plus s'amuser sans se faire arrêter ou dénoncer. Il serait pourtant passionnant de savoir ce que va devenir, la durée d'un septennat, la durée 88 du baccalauréat.

Qui, rendez-vous en 1995 pour les 310 918 répus et les 121 581 récusés. Il me semble que la « Génération 88 » chez Flammariou, une superproduction animée par François Verry et Bernard Frank, pourrait avoir en l'an 2000 autant d'impact qu'en avait eu jadis *Génération* de Hervé Hamon et Patrick Rotman au Seuil. De savoir ce que sont devenus les innombrables Vachot, Degal et Lamprole risque d'intéresser autant, sinon plus, le grand public français que les aventures de Régis Delvère, Serge July, Pierre Goldman, Bernard Kouchner, etc.

2 Homéopathie du savoir

Ce qui m'inquiète dans les récents propos de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale — la priorité des priorités, n'oublions pas que Michel Rocard pendant la campagne électorale avait suggéré comme idée-choc de jumeler cette éducation nationale avec la présidence du conseil, — c'est de vouloir en finir avec les redoublants. On sent que le ministre, qui fut certainement au cours de ses études un interminable bon élève, considère avec puritanisme et dégoût cette tache honteuse que serait sur le noble édifice de l'enseignement secondaire le fait de redoubler son baccalauréat.

Pour M. Jospin, il serait certes préférable que, par une gymnastique mentale régulière et appropriée à chaque individu, l'on arrive au mieux de sa forme en terminale et que le concours ne soit plus que formel. Dans cet univers de bons élèves, le contrôle d'admission n'étant plus nécessaire, le baccalauréat disparaîtrait tel le pléistocène, ce grand reptile saurien de l'ère secondaire. Les bons élèves n'étant plus encore universitaires dans notre pays, M. Jospin préférerait qu'on ne s'aperçoive pas qu'il y en a de mauvais. 88 ne serait donc qu'un début. Et d'ici 95, M. Jospin se fait fort de créer en France plus de bacheliers qu'il n'y a de demandeurs d'emploi aujourd'hui. C'est ce que le président Laval et l'ambassadeur Abetz ont appelé, en des temps et des circonstances tout différents et plus récents : « le bon indice de réussite » au baccalauréat, qui s'inscrit d'ailleurs « dans le prolongement des méthodes passées » en les amplifiant, voire ce qui aurait été mis en cause, si j'ai bien compris :

- a) allègement des programmes et singulièrement ;
- b) allègement des programmes de mathématiques à partir de la classe de seconde ;
- c) dans les programmes de mathématiques, on mettrait autant que possible de côté les notions abstraites qui sont difficiles à comprendre et qui ne servent pas à grand-chose ;
- d) de ce fait, une plus grande place est laissée à l'application, aux travaux pratiques qui sont susceptibles d'intéresser le plus grand nombre. Chacun s'y met. C'est la participation, et les consignes de correction données au jury pour être efficaces doivent aller dans le sens d'une plus grande indulgence. Plus il y aura de répus, moins il y aura de mauvais élèves. Et moins il y aura de mauvais élèves, moins un examen de contrôle s'imposera. De toutes les façons et le baccalauréat ne sert à rien, pourquoi en rendre l'obtention difficile ?
- e) Le professeur Benveniste a raison, M. Jospin n'a pas tort. S'il y a une mémoire de la molécule d'eau qui s'est évaporée, on peut concevoir une homéopathie du savoir, la médecine élève qui se voit décerner le baccalauréat en sera marqué pour la vie. Un jour, il finira par le mériter. Tout le monde n'a pas la culture de Malraux pour pouvoir s'en passer, et si Malraux avait eu cet aimable diplôme, il ne se serait peut-être pas cru obligé d'agiter autant ses immenses connaissances dans ses livres sur l'art. La phrase qu'il aimait citer beaucoup d'autres hommes illustres, Edouard Herriot : « La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié » va dans le même sens que le baccalauréat taxiste de M. Jospin et la théorie du professeur Benveniste.

3 Un chef-d'œuvre pour l'été

Depuis que je fais partie du jury du Prix de la nouvelle que décernera en novembre la fondation FNAC, je reçois des éditeurs un nombre impressionnant d'histoires brèves de toute nature. Et d'autant plus que ce prix est gigné. Il se subdivise en trois. L'un des prix récompensera un auteur de langue française, un autre un écrivain étranger, le dernier saluera une rédaction qui nous a semblé la bienvenue. Les nouvelles se lisent en toute saison, mais j'ai remarqué qu'elles se lisent particulièrement bien l'été, au tout début quand celui-ci est plus jeune comme cette année.

Un instant d'éternité d'E.M. Forster (VO : A Collection of Short Stories) traduit de l'anglais par Anouk Nihoiff (avant-propos de Gabrielle Rolin. Christian Bourgois, 100 F) m'avait échappé quand il avait été publié en mars de cette année. Cinq mois, c'est une éternité pour le destin d'un livre aujourd'hui, même quand il est d'un grand écrivain. Ce recueil est composé de treize nouvelles écrites entre 1903 et 1958. Gabrielle Rolin, orfèvre en la matière, nous dit : « Par-delà un demi-siècle, les vieux et le jeune Forster échangent un clin d'œil. Ils se sont bien amusés. Au tour du lecteur à présent. » Je me suis amusé, mais j'ai été surtout bouleversé. Ce sont de belles histoires d'amour et de désir. Arthur Schnitzler, par exemple, c'est un chef-d'œuvre.

SCIENCES ET MEDECINE

Le zoo crie famine

Le zoo de Vincennes se délabre.
Le béton du « grand rocher » menace bêtes et gens.

USÉ jusqu'à la corde, dégradé par les intempéries, mutilé par les années, le fameux grand rocher du parc zoologique du bois de Vincennes s'en va en morceaux. Percé, ouvert, criblé de trous, comme si un artillerie maladroite avait essayé d'en faire un fort, le rocher, d'une hauteur de 72 mètres (l'Arc de triomphe ne s'élève qu'à 49,55 mètres), est désormais corré par des carrières métalliques pour tenir à distance les visiteurs et les éloigner ainsi des chutes de pierres. L'escalier et l'ascenseur qui permettaient d'accéder aux terrasses supérieures ont été fermés. Des filins blancs « ficellent », de la même façon qu'un gros paquet, une des ses parois pour éviter qu'elle ne dégringole sur la librairie installée à ses pieds.

Pour rénover et restaurer ce grand rocher, qui abrite un observatoire d'eau, un concours vient d'être lancé par les responsables du parc zoologique. Les vingt premières entreprises françaises de travaux publics, dont Bouygues et les Grands Travaux de Marseille, sont sur les rangs. C'est à la fin du mois de juillet que sera connu le lauréat. Il serait bien imprudent d'affirmer qu'une fois le financement et le calendrier des travaux établis, le dossier sur l'avenir des installations du zoo sera clos. Cette affaire du grand rocher est, en effet, le symbole de l'état de délabrement du parc zoologique. Selon une récente étude des services de cet établissement, « les deux rochers sont en ruine dans leur totalité, et une même vétusté

frappe le réseau électrique et celui de la distribution d'eau ». La fauverie est à reconstruire, une partie des galeries à restaurer et une zone du parc (côté Charlestown) à redessiner.

Comment en est-on arrivé là ? Si la ménagerie du Jardin des plantes remonte à la Révolution, le zoo de Vincennes a été, lui, créé à l'époque de l'Exposition coloniale. Il a été ouvert au public le 2 juin 1934. Construit grâce à un emprunt du Muséum national d'histoire naturelle, garanti par la Ville de Paris et remboursé sur les droits d'entrée, il est l'œuvre de l'architecte Charles Lacroix. A l'époque, le zoo, qui s'étend sur une quinzaine d'hectares, était considéré comme un établissement d'avant-garde, car il présentait des animaux en liberté apparente dans un décor rocheux rappelant leur milieu naturel. De 1934 à 1950, il est resté le plus grand et le plus beau zoo du monde. Mais ce parc zoologique, qui a été bâti en quelques mois, tombe en ruine aujourd'hui.

La poule aux œufs d'or

Propriété du Muséum, le zoo s'autofinance et ne reçoit aucune subvention (une seule aide à concurrence de 50 % lui a été accordée en 1967 pour la construction de l'enclos des pandas). Ses seules recettes ont donc pour origine les droits d'entrée acquittés par les visiteurs. C'est dire à quel point les caisses du zoo sont tributaires de la couleur du ciel et des jours fériés ! De plus, sur ces recettes, le zoo doit reverser au Muséum une partie du traitement de ses employés. Ainsi, en 1987, les entrées ont rapporté 21 millions de francs, et la part reversée au Muséum s'est élevée à plus de 7 millions de francs. Cette manne annuelle permet au Muséum, qui dépend du ministère de l'Éducation nationale, d'assurer le bon fonctionnement de ses labora-

toires de recherches et de ses chaires d'enseignement spécialisé.

« Privé pour ce qui concerne ses recettes, le budget du zoo est public quant à ses dépenses », constate un de ses responsables, qui admet donc qu'« une institution nationale peut reverser à l'État plus qu'elle n'en reçoit ».

N'est-on pas en train de tuer la poule aux œufs d'or ? Etranglé par ce statut financier sclérosé, les services du zoo ne peuvent plus que parer au plus pressé : alimentation des animaux, entretien d'urgence des bâtiments et des jardins. Depuis des décennies, aucun grand projet n'a vu le jour.

L'avenir est d'autant plus sombre que le nombre de visiteurs ne cesse de diminuer, passant de 1 528 761 en 1971 à 881 769 en 1987.

Des chiffres inquiétants, alors qu'avec des bouts de ficelles les personnels du zoo accomplissent un travail dont la renommée dépasse les frontières de l'Hexagone.

Les collections du parc, parmi les plus riches d'Europe, présentent 700 oiseaux de 140 espèces et 550 mammifères, eux-mêmes répartis en 120 espèces dont certaines fort rares : grand panda, bongo, okapi et caracal d'Érythrée. Par sa qualité et son importance, cet effectif, ajouté à celui de la

ménagerie du Jardin des plantes, donne une notoriété mondiale aux collections nationales et les place, pour les mammifères, à l'un des premiers rangs des zoos du monde.

En dépit de l'état du zoo, les animaux s'y sentent bien, comme en témoignent les nombreuses naissances. Depuis le printemps 1988, sont nés deux girafes, un hippopotame noir, un nyala et trois oryx algaziens (tous des antilopes africaines), un élan du Cap (la plus grande des antilopes), une gazelle de Palestine, deux rennes, trois macaques du Japon, deux ibis à tête noire, une grue de Stanley et trois flamants.

Faute de moyens financiers, de nombreux projets dorment dans les cartons : création d'un vivarium (araignées géantes, scorpions, animaux rares), d'un vrai delphinarium et de salles didactiques.

Le parc zoologique du bois de Vincennes possède donc de solides atouts. Ses défenseurs assurent que « les bâtiments existants méritent un effort d'investissement considérable, qui aurait pour objet, non de les refaire en totalité, mais de profiter de l'assez bonne conservation de leur gros œuvre pour les adapter à une muséologie moderne et aux normes en vigueur ».

JEAN PERRIN.

COUPS DE CHALEUR

DES centaines de morts en juillet 1987 en Grèce et dans les pays voisins. Plus d'une centaine cette année encore dans la même région.

Notre pays ne connaît certes pas des vagues de chaleur aussi intenses, mais chaque année les hôpitaux se trouvent aux prises, au sud de la Loire, avec un syndrome nommé le « coup de chaleur » et dont la gravité ne peut être sous-estimée, en particulier chez les personnes âgées, les enfants, les obèses, les cardiaques ou ceux qui sont atteints de troubles respiratoires.

Le danger est dû pour l'essentiel aux effets cumulés de l'élévation de la température du corps et de la déshydratation. S'il est plus fréquent chez les jeunes, ou chez les personnes âgées, c'est parce que les mécanismes de régulation thermique de l'organisme ne sont pas encore complètement développés avant quinze ans, et sont épuisés à l'autre extrémité de la vie.

Les premiers signes cliniques du coup de chaleur devraient inciter à une action immédiate : il s'agit d'une faiblesse généralisée accompagnée de soif intense, de crampes musculaires, de douleurs abdominales et de troubles du comportement, avec soit une agitation extrême, soit une angoisse alarmante et des difficultés d'élocution et de concentration. La peau devient rouge et brillante, et la sudation s'interrompt soudainement. C'est alors, et si rien n'est fait, que surviennent les convulsions et le coma, d'intensité variable.

L'urgence du traitement est grande : il faut immédiatement mettre l'enfant ou l'adulte atteint à l'abri du soleil, au repos, le déshabiller entière-

ment et l'asperger d'eau froide ou le plonger dans un bain froid, et lui donner un suppositoire de tranquillisant s'il y a des convulsions, ou de dérivés antipyrétiques tels que l'aspirine ou le paracétamol.

Si la situation est sérieuse, c'est en milieu hospitalier que l'on procèdera sans retard à la réhydratation par voie veineuse et aux techniques plus énergiques de refroidissement de l'organisme par des perfusions glacées, des lavages gastriques, etc. Le coup de chaleur peut, en effet, entraîner de graves perturbations dans l'organisme, allant des hémorragies aux atteintes pulmonaires, rénales ou hépatiques parfois irréversibles, d'où un taux de mortalité très élevé.

Sans aller jusqu'à ces extrêmes, il faut retenir qu'il est essentiel de ne jamais laisser des enfants dans des voitures fermées en plein soleil, qu'il faut, l'été, les couvrir le moins possible, nourrir abondamment, et se précipiter chez un médecin aux premiers signes de ce fameux « coup de chaleur ». Les chances de guérison tiennent, en effet, pour l'essentiel à la précocité du diagnostic et à la rapidité avec laquelle le traitement est institué. En dépit des efforts de réanimation intensive, toutes les statistiques médicales montrent que le taux de mortalité du coup de chaleur oscille entre 30 % et 50 %, ce qui est considérable... mais s'explique par le fait que, passé un certain stade et quelle que soit la qualité des soins, les lésions sont irréversibles, celles qui concernent les cellules du cerveau notamment.

Dr E.-L.



Le grand rocher menace ruine.

Un « pas » de géante

En Guyane, les bulldozers labourent et modèlent la savane pour préparer l'espace européen de l'an 2000

C'EST pour le moment qu'une vaste savane d'herbes folles, parsemée de bouquets d'arbres et que marquent quelques chemins de latérite rouge tracés sans soin apparent par les bulldozers. Pour quoi faire ? Pourquoi ces amoncellements de terre à la lisière de la forêt guyanaise ? Rien ne semble l'expliquer, si ce n'est un panneau engageant, habituellement planté sur le bord de la route nationale 1, mais que l'on avait pris bien soin, cette fois, de démonter. Difficile en effet de faire du triomphalisme sur l'ouverture de ce grand chantier lié à l'avenir de l'Europe spatiale, alors que le premier exemplaire d'Ariane-4, « le fer de lance de l'Europe jusqu'à l'an 2000 », n'avait pas encore démontré ses capacités.

Fort heureusement, ce premier tir effectué à la mi-juin a été couronné de succès, et les responsables européens peuvent aujourd'hui évoquer sans crainte le futur ensemble de lancement (ELA-3) d'Ariane-3, la plus puissante des fusées européennes, qui sera capable, en 1995, de mettre

en orbite soit des satellites lourds (6,8 tonnes en orbite de transfert géostationnaire), soit l'avion spatial Hermès, d'une vingtaine de tonnes. Bulldozers et scrappeurs vont pouvoir désormais prendre possession du terrain et le niveler pour que commencent les toutes premières constructions de cet énorme ouvrage.

Car le chantier d'ELA-3 n'est pas un chantier comme les autres. Rien à voir avec le premier pas de tir ELA-1, hérité des dernières années de la fusée Europe-2. Rien à voir non plus avec le tout nouveau complexe ELA-2, d'un peu plus d'un milliard de francs aux conditions économiques de 1984, qui doit permettre de lancer, pratiquement jusqu'à la fin du siècle, les soixante-dix.

Ariane-4 que les Européens se proposent de construire. Avec ELA-3, on change de dimensions : 600 hectares sont en effet prévus pour accueillir l'ensemble des installations de ce projet.

Difficile de faire autrement lorsque l'on sait qu'il va falloir :

— Construire une nouvelle usine de propulseurs destinée à produire la poudre brûlée par les deux énormes fusées d'appoint (boosters) qui flanqueront le corps du premier étage d'Ariane-5 ;

— Construire une usine de production d'hydrogène liquide et une autre d'oxygène et d'azote liquides pour subvenir aux besoins du moteur cryogénique Vulcain de 100 tonnes de poussée, que développe actuellement avec ses collègues européens la Société européenne de propulsion (SEP). Ce moteur, très performant, propulsera le premier étage du lanceur ;

— Mettre en place les bancs d'essai nécessaires à la mise au point et à la qualification des étages propulseurs principaux d'Ariane-5 ;

— Réaliser le bâtiment d'assemblage où la fusée sera montée, ainsi que celui où lui seront accolés ses boosters ;

— Construire enfin un centre de lancement blindé, et surtout la voie ferrée de 7 kilomètres qui permettra à la fusée entièrement assemblée de rejoindre son pas de tir sur sa table de lancement (1) ;

— Préparer enfin toutes les infrastructures annexes : bureaux, parkings, centrale électrique, etc. — nécessaires à un tir, sans oublier de songer à toutes

celles qu'il faudra mettre en place — piste d'atterrissage comprise — pour le futur programme Hermès (2).

Bref, un chantier gigantesque qui devrait être achevé en 1994, soit un an avant le premier vol d'Ariane-5, le vol Ariane-501. Pas moins de 2,5 millions de mètres cubes de terre vont être retournés, 70 kilomètres de câbles de liaison — dont une trentaine en fibres optiques — tirés à travers tout le site de lancement. De quoi occuper jusqu'en 1992 un millier de personnes, dont 25 % de techniciens venus d'Europe. Pour le reste, il sera fait appel à des Colombiens, des Brésiliens et... même des Philippins pour mener à bien ce projet de 725 millions d'unités de compte (environ 5 milliards de francs, soit à peu près le cinquième du programme Ariane-5), dont près de la moitié (43 %) sera financée par la France.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Deux seront construites pour pouvoir assurer à la clientèle d'Ariane-5 une cadence de huit lancements par an. Chacune de ces tables de lancement pèsent 1 200 tonnes.

(2) Ces éléments qui constitueront le programme Hermès ne figurent pas dans le budget alloué pour ELA-3.

A LIRE D'URGENCE



Automobiliste, avant de partir, êtes-vous sûrs de ne rien oublier ? En cas d'accident, quelle conduite adopter, quelles précautions prendre ?

Ce livre « antipanique » vous dit tout sur les soins d'urgence à administrer avant l'arrivée des secours.

96 pages, 150 illustrations.

33 F, C'EST PEU POUR UNE VIE SAUVÉE

Médecine-Sciences
Flammarion

Sana'a, la belle Yéménite

Comment restaurer l'une des plus belles villes du monde sans nuire à l'activité urbaine et sans en faire un musée ?

UN labyrinthe de ruelles tortueuses et de placettes bisornues. D'incroyables maisons ocre décorées de peintures et de stucs blancs, hautes de cinq, six et même parfois huit étages, et vieilles, en moyenne, de trois ou quatre siècles. Des sous grouillant de piétons et d'ordures de marchandes de toutes sortes. Des minarets par dizaines, finement décorés eux aussi. Des jardins, miraculeux oasis vertes, soigneusement cultivés et moins rares qu'on ne pourrait le croire dans ce microcosme minéral. Au total, soixante mille habitants et 108 hectares enclavés dans 3,5 kilomètres de murailles, dont 2,5 subsistent en plus ou moins bon état. La vieille ville de Sana'a, capitale de la République arabe du Yémen, était sans conteste une des plus belles villes anciennes du monde, dont l'impératrice présumée.

Dès 1972, la jeune république s'est dotée d'une loi protégeant son patrimoine architectural et archéologique. Dès le premier millénaire avant notre ère, en effet, des civilisations brillantes se sont épanouies dans l'Arabie Heureuse, la cornue sud-ouest de la péninsule arabique, à laquelle des pluies régulières et des routes commerciales importantes apportaient la prospérité. Sans celle-ci, comment expliquer que dans tout le pays — sauf sur la côte torride de la mer Rouge — ait été imaginée cette architecture unique en son genre. Dans toutes les villes, dans les villages ont été construites pendant des siècles ces maisons à étages multiples qui se différencient seulement par les matériaux utilisés (pierre volcanique, plâtre, brique crue ou cuite) en fonction des ressources locales et par la décoration extérieure. Ainsi, la plus humble bourgade concrétise les réveries d'Alphonse Allais, qui voulait mettre les villes à la campagne.

L'UNESCO s'est intéressée aux monuments yéménites dès 1978. En 1981 et 1982, des études pluridisciplinaires ont commencé à être menées dans Sana'a par des architectes, des historiens, des sociologues, des ingénieurs. La sauvegarde de la capitale yéménite pose, en effet, des problèmes complexes. La vieille ville doit rester un centre urbain vivant et non pas devenir un musée, superbe certes, mais mort. Il faut donc, tout à la fois, créer les infrastructures modernes facilitant la vie et l'activité des habitants, réhabiliter les habitats sans les défigurer, restaurer les bâtiments publics (mosquées, écoles coraniques ou *medresas*, bains, caravansérails...). Un plan d'action a été élaboré en 1983. En décembre 1984, M. Asadou-Mahdar M'bow, alors directeur général de l'UNESCO, lançait un appel à l'aide internationale en faveur de Sana'a. Et, en 1987, la capitale yéménite était inscrite sur la liste du patrimoine mondial.

La « maison neuve » de trois cents ans

Sans attendre, les autorités yéménites ont commencé à concrétiser leur volonté politique de préserver Sana'a. Elles ont créé, en janvier 1986, le Bureau exécutif pour la sauvegarde de la vieille ville de Sana'a, que préside M. Abdul Rahman Al Haddad et où travaillent, notamment, deux jeunes architectes yéménites, MM. Saba Ansuelhi et Dagherman Tawfik. Depuis novembre 1988 a aussi été mis en place le Haut Comité de sauvegarde, présidé par le premier ministre.

Le Bureau exécutif est installé au cœur de la vieille ville, dans la « Dar al Djedid » (« maison neuve » en fran-

çais), haute de sept étages, qui a été construite... au dix-septième siècle (après tout, le Pont-Neuf, qui enjambe la Seine depuis 1604, est actuellement le plus vieux des ponts de Paris).

Comme toutes les maisons traditionnelles, Dar al Djedid a pour ossa-

voialle, le premier étage à la cuisine, les étages suivants aux femmes ou aux fils et à leurs familles. Enfin, tout en haut est la vaste pièce de réception ou *mafrej*, où se déroulent les festivités familiales et chaque après-midi, entre hommes, la séance du *qat* (1).

1 million de dollars (6 millions de francs) en 1986-1987, 3 millions de dollars (18 millions de francs) en 1987-1988. Le Bureau exécutif a entrepris des travaux essentiels même s'ils sont peu spectaculaires. Il a installé des égouts et pavé les rues sur

propriété devra enlever le béton et le remplacer par des murs de pierre traditionnels. Bien sûr, les propriétaires recevront de l'Etat une subvention égale à 40 % des frais consentis à la bonne restauration des maisons.

Plusieurs pays sont intéressés par la sauvegarde de Sana'a. L'Italie et la Norvège ont déjà signé des accords avec le Yémen. La première se propose de prendre en charge le quartier Ma'ad de la vieille ville (6 millions de dollars) ; la seconde a déjà entrepris la restauration du caravansérail Al Nahas (300 000 dollars).

D'autres Etats ont manifesté leur intérêt pour Sana'a : la France, qui a envoyé un expert en 1987 et envisage de restaurer une partie des murailles de la vieille ville, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, la Corée du Sud, la Suisse et le Japon.

Le Programme des Nations unies pour le développement vient de signer un accord avec le gouvernement yéménite : d'une part, 400 000 dollars pour un soutien technique apporté au Bureau exécutif ; d'autre part, 450 000 dollars pour revitaliser l'artisanat dans la vieille ville.

Tout cela n'est pas forcément un début. Le coût total de la sauvegarde de Sana'a est estimé, très grossièrement, à 400 millions de dollars (à 50 % près !) et les travaux pourraient durer au moins quinze ans.

YVONNE REBEYROL



Les immeubles de quatre, cinq et huit étages ne sont pas rares.

ture un pilier central de section carrée, autour duquel tourne l'escalier (que les marches des escaliers yéménites sont hautes !). Bien entendu, les pièces des différents étages sont toutes occupées par les bureaux. Alors que les usages veulent que, dans les maisons occupées par une famille, — les parents, les enfants et aussi les fils mariés, leur(s) femme(s) et les petits-enfants, — le rez-de-chaussée soit réservé aux ânes, aux vaches et à la

Le *mafrej* ouvre sur l'extérieur par plusieurs grandes fenêtres placées très bas de façon que les personnes assises sur les minarets et cousins posés sur le sol puissent voir le paysage, très souvent admirable. Au-dessus de ces fenêtres, des vitraux de couleurs sont sertis dans une armature ouvragée de stuc.

La République arabe du Yémen a déjà consenti des efforts financiers importants pour sauvegarder Sana'a,

15 000 mètres carrés de la vieille ville. Il a édicté en 1986 des règles de restauration très strictes.

Juste en face de Dar al Djedid, M. Abdul Rahman Al Haddad a ainsi montré une vieille maison soumise depuis peu par des piliers de béton à M. Federico Mayor, le nouveau directeur général de l'UNESCO venu, à la fin de juin, voir la progression des travaux et des projets. « Cela est tout à fait contraire à nos règlements. Le

(1) *Qat*, on l'habit, petit arbre de la famille des Céastées, dont les feuilles, cueillies le matin, vendues vers midi, sont mâchées pendant l'après-midi (« broches », disent les étrangers), mûries dans une jupe qui gonfle au fil des heures. La séance de *qat* est l'occasion de passer l'après-midi entre amis. Tout en mâchant, on boit force gorgées d'eau et on se passe de l'un à l'autre le très long tuyau d'un *magreb*. Le *qat* est mâché tout l'après-midi par la quasi-totalité de la population masculine, et même pendant leur travail par les artisans et les boutiquiers des souks, les chauffeurs, les employés, etc. Les substances spécifiques contenues dans les feuilles ont des effets légèrement excitants sur le système nerveux central, quelquefois des effets contraires peuvent résulter de l'usage répété du *qat*.

Correspondance

LA JOUVENCE DE L'ACADÉMIE

En signalant dans son numéro du 21 juin la récente élection à l'Académie des sciences de Pierre Aigrain, élection dont je me réjouis vivement, le *Monde* a laissé croire à ses lecteurs que ce brillant physicien des solides était aussi l'auteur de la réforme de l'Académie. La « réforme Aigrain » n'a jamais existé. Pierre Aigrain n'a jamais existé. Pierre Aigrain remplit la condition de la République en juin 1975 le rapport sur la réforme de l'Académie qu'il avait été demandé quelques mois auparavant et à partir duquel, effectivement, un projet de décret fut élaboré durant l'été et l'automne suivants. Restait à apposer les signatures quand M^{me} Saunier-Séité fut nommée au gouvernement. Elle eut l'attention du président sur les difficultés sérieuses que causerait la publication du décret, entre autres l'éclatement de l'Institut de France. Le décret ne fut jamais publié. Le projet de « réforme Aigrain » fut donc enterré avant d'avoir vu le jour.

Pendant ce temps, l'Académie des sciences avait adopté, dès le mois de mai 1975, deux textes importants dont l'un portait sur la fameuse condition d'âge à introduire dans les élections : condition qui fut effectivement appliquée pendant dix ans (1). En adressant ces textes au président de la République quelques jours avant la remise à l'Élysée du rapport Aigrain, notre président fit observer qu'il y avait là les premiers éléments d'une réforme que notre compagnie souhaitait pouvoir préciser et mettre en œuvre. Au mois de mai 1976, après qu'un second projet de réforme d'origine gou-

vernementale eut été écarté, le président de l'Académie des sciences expliqua au président de la République que l'Académie avait suspendu les élections depuis un an, qu'elle avait décliné et mis en place les nouvelles sections remplaçant celles prévues par les textes de 1918, qu'elle avait mis au point la procédure des élections tenant compte de la condition d'âge, et il demanda au chef de l'État de faire préparer et publier un décret permettant à notre compagnie de mettre en œuvre la réforme qu'elle avait décliné.

Grâce à la diligence et au précieux concours de M^{me} Saunier-Séité, le décret fut publié le 15 novembre 1976. Le 22 novembre, l'élection d'André Lwoff et de François Jacob marqua le premier acte public du renouveau de l'Académie. Pour reprendre les termes peu aimables de l'article du *Monde*, « ce corps vieillissant » qu'était notre compagnie à l'époque montra qu'il avait assez d'énergie et de dynamisme pour réaliser lui-même sa « jeunesse ». Les historiens pourront à partir des documents conservés dans nos archives faire le récit des événements de ces deux années 1976, 1976, qui furent, je suis bien placé pour pouvoir en témoigner, difficiles mais décisives pour notre compagnie.

PAUL GERMAIN (*).

(1) Condition actuellement remplacée par une autre, différente mais en fait plus rigoureuse.
(*) Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

Psychiatres en famille

Réunis à Genève, les spécialistes de l'adolescence, divisés en chapelles, ont enterré la hache de guerre.

LES huit cents spécialistes venus d'Europe, des États-Unis, du Japon et d'Amérique latine, réunis récemment à Genève par la Société internationale de psychiatrie de l'adolescence, sont tombés d'accord pour — enfin — enterrer la hache de guerre que brandissaient les diverses écoles — pour ne pas dire chapelles — de spécialistes. On s'est efforcé, au cours du colloque, de dire et de redire que personne ne saurait avoir la prétention de guérir un adolescent souffrant de troubles psychiques graves. « Ce n'est pas toujours facile à faire admettre », a noté le professeur Serge Lebovici (Paris). La situation actuelle est d'autant plus grave que, sous toutes les latitudes — sauf pendant les grandes catastrophes humaines ou naturelles, — le suicide est la deuxième cause de décès chez les adolescents, la première étant, surtout dans les pays nantis, les accidents de la circulation, lesquels sont d'ailleurs souvent la conséquence d'une forme de comportement suicidaire.

Les adolescents sont vraiment une catégorie particulièrement vulnérable de la population psy-

que, selon les experts, on retrouve chez 10 % à 15 % d'entre eux des symptômes inquiétants allant de l'anorexie (principalement chez les filles), et de la boulimie (surtout chez les garçons) à la toxicomanie, la dépression profonde et les tentatives de suicide. Un adolescent sur cent est atteint d'une forme de psychose, affection grave caractérisée par une impossibilité de vivre la réalité.

Selon le docteur François Ladame, organisateur du colloque de Genève, pour aider ces jeunes et pour prévenir le pire, le problème n'est pas de savoir qui chez les spécialistes a tort ou a raison. Il faudrait selon lui prendre conscience que les efforts des praticiens ne sont gratuits que « s'ils travaillent ensemble ». Les séances plénières ont permis aux meilleurs spécialistes d'exposer leurs vues, et les travaux en atelier ont fourni l'occasion aux représentants des différents courants de comparer leurs expériences dans le domaine du traitement des adolescents psychotiques, dont l'état a pu s'améliorer grâce à une prise en charge encourageante mais qui risquent malgré tout de demeurer des invalides mentaux à vie faute de soins adéquats.

Face à une telle autocritique, peut-on envisager la fin de la lutte entre les chapelles et l'amorce d'un travail en collaboration ?

Les principaux courants actuels de la psychiatrie étaient représentés à Genève : la psychanalyse, dont la caractéristique est de prendre en charge l'individu et lui seul ; l'approche familiale « systémique », qui voit dans la psychose un signe révélateur d'un malaise au sein de l'environnement affectif, et les partisans de la psychiatrie biologique. Ces derniers accordent une grande importance

à la chimie moléculaire et espèrent obtenir des résultats satisfaisants grâce à des médicaments appropriés. Ces trois écoles, au lieu de s'opposer, deviendront-elles un jour complémentaires ? C'est ce qu'ont souhaité les optimistes à la fin de la réunion. On doit cependant admettre que, si l'accord est généralement acquis sur ce point, la voie à parcourir est encore bien longue. L'idée d'une double formation psychanalytique et systémique a été avancée par le professeur Rodney Shapiro (San-Francisco), et a retenu une attention certaine. Chacun pourtant défend ce qu'il perçoit comme son territoire et les ripostes ne se sont pas fait attendre. Ainsi certains, comme le professeur Julien Mendlewicz

(Bruxelles), ont estimé que l'on se trouvait face à deux personnes prêtes à travailler ensemble mais sur le dos d'une troisième, le psychiatre classique qui a, lui, recours aux médicaments. Quant au président de la Société psychanalytique de Paris, André Green, il s'est demandé quel besoin il y avait, pour guérir les adolescents, de « systémiciens » qui attachent une telle importance à la famille puisque la psychanalyse, en étudiant le complexe d'Œdipe, aurait tout dit...

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Deuxième Congrès International de psychiatrie de l'adolescence, Genève, 10-13 juillet.

I789

l'année sans pareille

UNE CHRONIQUE DE MICHEL WINOCK

CHAQUE JOUR DANS

Le Monde

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :

45-55-91-82

Poste 4138 - 4324

Derniers modèles 88 à prix choc :

- 205 XR 1124 et 1360 cm³*
- 205 GR 1124 et 1360 cm³*
- 205 Cabriolet CJ Blanc
- 305 GLS Diesel Gris Winchester
- 309 XL Rouge Andalou
- 309 XS*
- 309 SR*
- 309 GT*

*Différentes couleurs et options

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Responsable

Ingenieur tech

INGENIEURS OFF-SHORE

TECHNICIEN OFF-SHORE

Bureau Veritas

IMAGES DE SYNTHÈSE ET SIMULATION

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

PARTICIPEZ A NOTRE REUSSITE

SEGITE INDUSTRIE

DES INGENIEURS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale d'un groupe international spécialisée en CAO

Responsable d'agence

de formation Ingénieur à dominante Mécanique, vous aurez pour mission d'animer une équipe de jeunes commerciaux. Agé de 30-35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie dans la vente de logiciels ou d'équipements de haute technologie dans l'industrie. Le poste est à pourvoir à NANTERRE (92). Réf. 813.

Ingénieur technico-commercial

Ingénieur à dominante Mécanique, vous intervenez en amont de la vente. Vous devez prouver l'adéquation entre le système proposé et les besoins du client. Une bonne expérience dans l'utilisation de systèmes tel que CATIA, CAX, EUCAD, CV, est exigée. Le poste est à pourvoir à VITROLLES (31) ou à NANTERRE (92). Réf. 814. Adressez votre dossier de candidature (lettre + CV + photo), en précisant la référence choisie, à MEDIA SYSTEM MEDITERRANEE, 44, Bd Longchamp 13001 MARSEILLE qui transmettra.

INGENIEURS OFF-SHORE

TECHNICIEN OFF-SHORE

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles (Centrale, A & M, ENSTA...), ou BTS constructions métalliques et passionnés par les études du monde off-shore. Venez intégrer la Direction Technologie Océanique d'un groupe international : 4200 personnes, 485 centres d'intervention dans 123 pays. La maîtrise de la langue anglaise et le goût des contacts humains sont nécessaires pour réussir dans ces postes. Envoyer lettre manuscrite, CV, sous référence TOI au Service du Personnel.

Bureau Veritas
CEDEX 44 - 92077 PARIS-LA DEFENSE

**IMAGES DE SYNTHÈSE
ET SIMULATION**

Sogitec recherche, pour son Département Electronique Rapide un

**INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

VOTRE MISSION : Vous assurerez au sein du Département d'Études Electroniques le support technique sur une gamme de terminaux graphiques.

VOTRE PROFIL : Vous possédez 1 à 3 ans d'expérience en électronique numérique rapide et en intégration de systèmes graphiques. Une première expérience d'encadrement de techniciens serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DER/07 à : SOGITEC, 46, av. Edouard-Vaillant BP 127, 92106 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

**PARTICIPEZ
A NOTRE REUSSITE**

SEGIME INDUSTRIE

recherche dans les domaines

**DES INGENIEURS
CONFIRMES (2 à 5 ans d'expérience).**

Pour concevoir et réaliser des logiciels TEMPS REEL sur microcalculateur et microprocesseur, dans un environnement UNIX et C.

La QUALITE des relations dans l'entreprise, l'INTERET des projets confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et présentations sous référence M 07 à SEGIME INDUSTRIE - 6 bis/8, rue Firmin Gillet, 75016 PARIS.

Schlumberger Technologies

**ETUDES
ET
INDUSTRIALISATION**

INGENIEURS GRANDES ECOLES
Débutants ou ayant jusqu'à 5 ans d'expérience

INGENIEURS ELECTRONICIENS Réf. 8813/E
pour la conception de la partie électronique des futurs traceurs (ESE, ENSEEIHT...)

INGENIEURS MECANICIENS Réf. 8813/M
en charge de la conception et de l'industrialisation des nouveaux produits (ECP, ENSAM...)

INGENIEURS AUTOMATIENS Réf. 8813/A
responsable de l'étude des asservissements de traceurs électromécaniques (ESE, ECP, ENSTA...)

INGENIEURS LOGICIELS Réf. 8813/L
pour le développement de micro logiciels pour les traceurs à trames de points et traceurs vectoriels (ESE, ENSEEIHT, ENSIMAG...).

Vous disposerez d'une large autonomie pour assurer la conception et le développement de nos produits actuels et futurs. Vous réaliserez les maquettes et les prototypes à l'aide d'outils de CAO et en conduirez les essais. Vous serez responsables de la validité des choix techniques en terme de prix et de faisabilité industrielle.

Nous vous proposons de passionnantes opportunités en tant qu'ingénieurs d'études pour ensuite développer votre carrière soit dans la fonction études, soit à la production, au marketing, au commercial ou vers le management.

Notre implantation internationale nécessite une bonne maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous la référence du poste concerné à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER
1, rue Jean-Lemoine 94003 CRETEIL.

**INGENIEURS
GRANDES
ECOLES**
(DEBUTANTS ACCEPTES)

Nous évoluons dans un environnement de Techniques de pointe : GENIE LOGICIEL, TEMPS REEL, RESEAUX... Nous vous offrons une rémunération attractive et une véritable évolution.

Merci d'adresser C.V. et présentations, à JEDI - 80, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE - Tél. : (1) 46.24.59.11.

JEDI

Filiale d'un grand groupe, notre société est spécialisée dans le domaine des infrastructures pour télécommunications, et en particulier les antennes hyperfréquences

nos recherches se

**futur responsable des outillages
méthodes, fabrications**

de notre activité chaudière, mécanique de précision (50 p.).
INGENIEUR MECANICIEN/GENERALISTE
vous êtes rigoureux, méthodique mais aussi souple et adaptable.
Vous savez écouter mais aussi convaincre.

Transmettez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, présentations) à M. F. BONNET - CGTI - Rue B.-Marcel, 44370 TRIGNAC.

Offre forte IBM: recherchons fortes têtes.

**JEUNES DIPLOME(S) D'UNE
GRANDE ECOLE
D'INGENIEURS OU DE
COMMERCE**
(Bac + 4 minimum)

après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité qui correspond le mieux à votre projet professionnel. Vous deviendrez **INGENIEUR COMMERCIAL OU INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL**.

Nous recherchons de fortes personnalités dont le rôle sera le Conseil et la Vente à haut niveau dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services... Dès le départ vous pourrez mettre à profit vos connaissances, selon vos affinités et nos besoins.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence Q 01 à : IBM France - Département Recrutement - 5, Place Vendôme 75001 Paris.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.



IBM

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

- Recherche pour poste d'Etudes basé à Paris un

INGENIEUR GENERALISTE CONFIRME

Diplômé INSA ou équivalent, le candidat aura des connaissances en mécanique, en pyrotechnie, des notions d'automatisme, d'informatique industrielle, de rayons X et une expérience en ingénierie. Réf. M 92742 IG

- Pour son activité spatiale basée dans le Sud Est de la France

2 INGENIEURS

ELECTRONICIENS/INFORMATIENS

Diplômés ayant 6 à 7 années d'expérience dans le domaine des essais et de l'intégration des satellites. Connaissances souhaitées du guidage des lanceurs. Réf. M 92742 IE

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à :

HCA - 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS



Au service de la vie, aujourd'hui et demain

Notre AMBITION : rester au top niveau mondial

Notre FINALITE : offrir aux Sociétés du Groupe des produits d'une Qualité totale

Une SPECIALITE : la production, la purification et la caractérisation de protéines de la plus haute qualité

POSTE à pourvoir : Ingénieur chargé des contrôles microbiologiques pour la production

Ecrire à : W. ROSKAM - S.E.B.R. B.P. 137 - 31328 LABEGE CEDEX - FRANCE

CENTRE DE RECHERCHES en BIOTECHNOLOGIES TOULOUSE - LABEGE

Notre ORIGINALITE : la présence sur le site d'équipes dont les compétences vont de la recherche fondamentale jusqu'au procédé et à la production pilote

Notre EQUIPEMENT : exceptionnel

Notre SITE : un espace créé pour la compétition

PROFIL recherché : Microbiologiste avec une expérience professionnelle dans le domaine des contrôles pharmaceutiques

ecoform

INITIAL

INGENIEUR COMMERCIAL

Trouvez vos chances de réussir dans une SSI dynamique : croissance > 25 %.

Société de 70 personnes (dont 60 ingénieurs) nous réclame 30 NF de C.A. en développant des systèmes Temps Réel pour la défense et le civil.

Nos domaines d'intervention : L'aéronautique, le spatial, les télécommunications.

Votre position : Rattaché au Directeur Commercial vous développez la clientèle en collaboration avec les ingénieurs d'affaires. Lieu de travail : Paris.

Votre profil : Ingénieur informaticien compétent et introduit dans les domaines précités. Anglais maîtrisé.

Nous vous offrons : Une formation, un environnement High Tech, une rémunération motivante, des responsabilités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. B820 à INFORAC CONSEIL 193, Bureau de la Colline 92213 SAINT CLOUD CEDEX.

INFORAC CONSEIL

Gestionnaire chargé des relations sociales

ETABLISSEMENT 450 PERSONNES - BANLIEUE N.E. PARIS

Pour succéder au responsable d'une de nos unités de production, située en proche banlieue nord-est de Paris, nous recherchons un homme pragmatique et motivé par les relations sociales.

Il sera chargé dans un premier temps d'assurer, en liaison avec la Direction du Personnel au Siège, l'administration des personnels de cette unité (gestion des effectifs, suivi des heures supplémentaires, applications légales, études ponctuelles), de superviser les Services Généraux (40 personnes) et d'assurer des fonctions de gestion (tableau de bord mensuel, préparation et suivi de réalisation du budget).

Ultérieurement, il deviendra l'interlocuteur des partenaires sociaux - réception des délégués, animation du CHSCT - et développera sur le site, en tenant compte du contenu spécifique de notre entreprise, des actions de communication et de formation.

Cette fonction à occuper dans sa plénitude d'ici 2 ans environ devrait retenir l'attention d'un jeune généraliste 28-30 ans, de formation supérieure (Ecole de Gestion ou même d'ingénieur), possédant une première expérience professionnelle en milieu industriel.

La dimension de l'entreprise et ses diverses filiales permettront à moyen terme une évolution intéressante à un cadre de valeur, désireux de prendre ultérieurement des responsabilités opérationnelles à Paris, en province ou même à l'étranger.

C'est avec le plus grand soin que nous étudierons votre candidature (lettre manuscrite, CV complet et prétentions) que nous vous remercions d'adresser rapidement, sous réf. 1065, à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris.

SYNAPTEL

Société d'ingénierie en informatique et électronique
recherche dans le cadre de son expansion des :

ingénieurs fort potentiel

1 à 5 ans d'expérience dans les domaines suivants :

- Micro-informatique industrielle.
- Logiciel de base, temps réel (UNIX, C, PASCAL, OS/2, etc.).
- Télécommunication (X25, X32, X400, OSI, LAN, etc.).
- Électronique numérique et analogique.

Compétences en logiciel nécessaires et en matériel vivement souhaitées.

Ayant le goût du challenge et désireux d'évoluer dans un milieu jeune et dynamique, ils seront amenés à prendre des responsabilités importantes sur des projets de pointe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à SYNAPTEL, 11, rue de Louvain, 92400 COURBOVOIE. Tél. : 47-69-60-00 (référence SY88/77).

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Ministère de la Culture
et de la Communication

recrute

UN CONSEILLER POUR LA MUSIQUE ET LA DANSE

QUI SERA AFFECTÉ EN RÉGION ALSACE

SA RÉMUNÉRATION ADMINISTRATIVE SERA À STRASBOURG

Le Conseiller pour la Musique et la Danse est agent contractuel du Ministère de la Culture et de la Communication. Placé sous l'autorité du Directeur Régional des Affaires Culturelles, il agit de liaison à l'égard des services de la Direction de la Musique et de la Danse.

Sa mission s'oriente autour des trois axes suivants :
- Le développement de la vie musicale et chorégraphique de la région, en application des directives de la Direction de la Musique et de la Danse ;
- La coordination des actions déjà entreprises permettant ainsi une meilleure utilisation des moyens et une plus large diffusion des opérations ;
- L'information sur la vie musicale de la région et sur les orientations de la politique de la Direction de la Musique et de la Danse.

Nécessitant la possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur, la fonction de conseiller exige de sérieux compétences administratives, des connaissances musicales, enfin le goût des contacts et des relations publiques.

Pour tous renseignements complémentaires, les intéressés devront s'adresser à la Direction de la Musique et de la Danse, 53, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : 40-15-66-66, bureau du personnel. Date limite de dépôt des candidatures : 25 août 1988.

Etablissement financier

RECHERCHE

RESPONSABLE D'ORGANISATION BANCAIRE

Sa mission consistera à :

- Conduire des actions d'organisation tant en matière de circuits que d'exploitations bancaires ;
- Promouvoir l'automatisation du travail, notamment par la bureautique et la télématique ;
- Suivre le progrès technologique.

Si vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'enseignement supérieur, si vous avez acquis une première expérience dans les domaines d'activités proposés, si vous avez un sens développé des relations humaines, si vous savez faire preuve d'initiative,

Votre candidature nous intéresse.

Un poste est situé à Strasbourg.

Merci d'adresser lettre, C.V. et rémunération actuelle sous n° 8700, LE MOISE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.



Le département du Val-de-Marne

RECHERCHE
PAR VOIE DE DETACHEMENT
OU PAR VOIE DE CONTRAT

Pour la Direction d'un Centre de vacances de 400 lits à publics multiples

Situé en Haute-Savoie (parc, tennis, animations diverses).

Budget annuel = 14 millions de francs.

Effectifs = 25 permanents - 40 saisonniers.

UN DIRECTEUR

logé par nécessité de service.

Le poste consistera à un cadre de catégorie A

- Animer - Option animation ou ayant une expérience dans le tourisme, l'animation, la gestion d'équipement de loisirs.
- Secrétaire Général de Mairie à partir de 2 000 habitants.
- Directeur de C.C.A.S.
- Directeur d'Équipement de loisir ou de tourisme.
- Ou emploi analogue.
- Poste à pourvoir au 1^{er} novembre 1988.

Envoyer lettre de candidature, C.V., photocopie du dernier arrêté de promotion, une photographie d'identité, avant le 15 septembre 1988 à

Monsieur le Préfet du Conseil Général du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
1^{er} Bureau - Recrutement
2, rue Tirard, 94006, Créteil.
Tél. : 48-89-64-00, poste 64-16.

GAME

Notre société d'INGÉNIEURIE PRODUCTIONS est en tête de l'innovation technologique. Elle conçoit et réalise des systèmes mettant en œuvre des techniques d'automatisation, robotique, vision, laser, informatique industrielle, CESTUM, VIDEOGRAMME.

Afin d'offrir - et de développer - sa présence auprès des secteurs industriels clients, elle recherche pour Bordeaux :

3 INGENIEURS D'AFFAIRES

D'origine Grandes Ecoles, votre première expérience s'est effectuée dans la conduite de Projets et/ou la Production, et vous a permis d'acquies une réelle polyvalence technique. Vous connaissez les techniques modernes et vous êtes ouverts au développement technologique.

Esprit synthétique, largeur de vue, esprit d'analyse commercial, cohérence et recul par rapport au marché sont indispensables pour réussir dans ces fonctions. Trois secteurs sont à pourvoir :

AERONAUTIQUE : Réf. LM3377 GI

CONSTRUCTION ELECTRIQUE et ELECTRONIQUE : Réf. LM3378 GI

AUTOMOBILE : Réf. LM3379 GI

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé + photo, en précisant la référence choisie à :

Louis MAGNAUDET - ETS Consultants

84, cours de Verdun 33000 BORDEAUX

D. de BAILLEUX - J. COTTIN - L. MAGNAUDET

Filiale Européenne d'un Groupe de 100
L'ensemble des services est assuré par
matériel hautement technologique

RESPONSABLE

ETUDES & CARACTERISATIONS PHYSICO-CHIMIQUES

Profil recherché :
- Formation Physico-Chimiste
- INGÉNIEUR grande école ou titulaire d'un doctorat
- 5 ANS MINIMUM d'expérience professionnelle en études et caractérisations.

Travail au sein d'un Centre de Recherche composé d'équipes performantes et disposant d'équipements très modernes. Séjour d'au moins 3 mois à prévoir aux U.S.A. Localité agréable en Ile-de-France.

Adresser lettre manus. et CV s/réf 11.84 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

COMPTABILITE ET CONTRÔLES
LA GESTION DES RESSOURCES
FINANCIÈRES recherche pour le

Comptable contrôleur

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de comptable ou de contrôleur, avoir une expérience professionnelle de 5 à 10 ans, être capable de travailler en autonomie, avoir une bonne connaissance des logiciels de comptabilité et de contrôle de gestion. Rémunération attractive selon expérience. Poste à pourvoir rapidement. Envoyer dossier de candidature à :

ECOFORM, 10 rue de la République, 92000 NANTERRE. Tél. : 46-88-11-11.

appartements ventes

4^e arr^t
ILE SAINT-LOUIS
2^e arr^t - 10^e arr^t - 11^e arr^t - 12^e arr^t - 13^e arr^t - 14^e arr^t - 15^e arr^t - 16^e arr^t - 17^e arr^t - 18^e arr^t - 19^e arr^t - 20^e arr^t - 21^e arr^t - 22^e arr^t - 23^e arr^t - 24^e arr^t - 25^e arr^t - 26^e arr^t - 27^e arr^t - 28^e arr^t - 29^e arr^t - 30^e arr^t - 31^e arr^t - 32^e arr^t - 33^e arr^t - 34^e arr^t - 35^e arr^t - 36^e arr^t - 37^e arr^t - 38^e arr^t - 39^e arr^t - 40^e arr^t - 41^e arr^t - 42^e arr^t - 43^e arr^t - 44^e arr^t - 45^e arr^t - 46^e arr^t - 47^e arr^t - 48^e arr^t - 49^e arr^t - 50^e arr^t - 51^e arr^t - 52^e arr^t - 53^e arr^t - 54^e arr^t - 55^e arr^t - 56^e arr^t - 57^e arr^t - 58^e arr^t - 59^e arr^t - 60^e arr^t - 61^e arr^t - 62^e arr^t - 63^e arr^t - 64^e arr^t - 65^e arr^t - 66^e arr^t - 67^e arr^t - 68^e arr^t - 69^e arr^t - 70^e arr^t - 71^e arr^t - 72^e arr^t - 73^e arr^t - 74^e arr^t - 75^e arr^t - 76^e arr^t - 77^e arr^t - 78^e arr^t - 79^e arr^t - 80^e arr^t - 81^e arr^t - 82^e arr^t - 83^e arr^t - 84^e arr^t - 85^e arr^t - 86^e arr^t - 87^e arr^t - 88^e arr^t - 89^e arr^t - 90^e arr^t - 91^e arr^t - 92^e arr^t - 93^e arr^t - 94^e arr^t - 95^e arr^t - 96^e arr^t - 97^e arr^t - 98^e arr^t - 99^e arr^t - 100^e arr^t - 101^e arr^t - 102^e arr^t - 103^e arr^t - 104^e arr^t - 105^e arr^t - 106^e arr^t - 107^e arr^t - 108^e arr^t - 109^e arr^t - 110^e arr^t - 111^e arr^t - 112^e arr^t - 113^e arr^t - 114^e arr^t - 115^e arr^t - 116^e arr^t - 117^e arr^t - 118^e arr^t - 119^e arr^t - 120^e arr^t - 121^e arr^t - 122^e arr^t - 123^e arr^t - 124^e arr^t - 125^e arr^t - 126^e arr^t - 127^e arr^t - 128^e arr^t - 129^e arr^t - 130^e arr^t - 131^e arr^t - 132^e arr^t - 133^e arr^t - 134^e arr^t - 135^e arr^t - 136^e arr^t - 137^e arr^t - 138^e arr^t - 139^e arr^t - 140^e arr^t - 141^e arr^t - 142^e arr^t - 143^e arr^t - 144^e arr^t - 145^e arr^t - 146^e arr^t - 147^e arr^t - 148^e arr^t - 149^e arr^t - 150^e arr^t - 151^e arr^t - 152^e arr^t - 153^e arr^t - 154^e arr^t - 155^e arr^t - 156^e arr^t - 157^e arr^t - 158^e arr^t - 159^e arr^t - 160^e arr^t - 161^e arr^t - 162^e arr^t - 163^e arr^t - 164^e arr^t - 165^e arr^t - 166^e arr^t - 167^e arr^t - 168^e arr^t - 169^e arr^t - 170^e arr^t - 171^e arr^t - 172^e arr^t - 173^e arr^t - 174^e arr^t - 175^e arr^t - 176^e arr^t - 177^e arr^t - 178^e arr^t - 179^e arr^t - 180^e arr^t - 181^e arr^t - 182^e arr^t - 183^e arr^t - 184^e arr^t - 185^e arr^t - 186^e arr^t - 187^e arr^t - 188^e arr^t - 189^e arr^t - 190^e arr^t - 191^e arr^t - 192^e arr^t - 193^e arr^t - 194^e arr^t - 195^e arr^t - 196^e arr^t - 197^e arr^t - 198^e arr^t - 199^e arr^t - 200^e arr^t - 201^e arr^t - 202^e arr^t - 203^e arr^t - 204^e arr^t - 205^e arr^t - 206^e arr^t - 207^e arr^t - 208^e arr^t - 209^e arr^t - 210^e arr^t - 211^e arr^t - 212^e arr^t - 213^e arr^t - 214^e arr^t - 215^e arr^t - 216^e arr^t - 217^e arr^t - 218^e arr^t - 219^e arr^t - 220^e arr^t - 221^e arr^t - 222^e arr^t - 223^e arr^t - 224^e arr^t - 225^e arr^t - 226^e arr^t - 227^e arr^t - 228^e arr^t - 229^e arr^t - 230^e arr^t - 231^e arr^t - 232^e arr^t - 233^e arr^t - 234^e arr^t - 235^e arr^t - 236^e arr^t - 237^e arr^t - 238^e arr^t - 239^e arr^t - 240^e arr^t - 241^e arr^t - 242^e arr^t - 243^e arr^t - 244^e arr^t - 245^e arr^t - 246^e arr^t - 247^e arr^t - 248^e arr^t - 249^e arr^t - 250^e arr^t - 251^e arr^t - 252^e arr^t - 253^e arr^t - 254^e arr^t - 255^e arr^t - 256^e arr^t - 257^e arr^t - 258^e arr^t - 259^e arr^t - 260^e arr^t - 261^e arr^t - 262^e arr^t - 263^e arr^t - 264^e arr^t - 265^e arr^t - 266^e arr^t - 267^e arr^t - 268^e arr^t - 269^e arr^t - 270^e arr^t - 271^e arr^t - 272^e arr^t - 273^e arr^t - 274^e arr^t - 275^e arr^t - 276^e arr^t - 277^e arr^t - 278^e arr^t - 279^e arr^t - 280^e arr^t - 281^e arr^t - 282^e arr^t - 283^e arr^t - 284^e arr^t - 285^e arr^t - 286^e arr^t - 287^e arr^t - 288^e arr^t - 289^e arr^t - 290^e arr^t - 291^e arr^t - 292^e arr^t - 293^e arr^t - 294^e arr^t - 295^e arr^t - 296^e arr^t - 297^e arr^t - 298^e arr^t - 299^e arr^t - 300^e arr^t - 301^e arr^t - 302^e arr^t - 303^e arr^t - 304^e arr^t - 305^e arr^t - 306^e arr^t - 307^e arr^t - 308^e arr^t - 309^e arr^t - 310

Economie

SOMMAIRE

■ M. Jean Peyrelevede a remplacé M. Jean Dromer à la tête du groupe d'assurances UAP (lire ci-contre).

■ La demande des employeurs aux sociétés d'intérim s'accroît mais change de nature en faveur de plus en plus hautes qualifications (lire page 21).

■ Plusieurs P et T européennes ont passé un accord avec la société américaine Infonet pour créer un réseau mondial de transmissions de données (lire page 24).

■ Bolloré technologies reprend les activités non tissées d'Intexal, filiale du groupe Prouvost (lire page 23).

La remise en cause des noyaux durs

Logique politique ou stratégie d'entreprise ?

Pourquoi remplacer Jean Dromer à la présidence de l'Union des assurances de Paris (UAP), numéro un du secteur en France ? De tous les patrons d'entreprises publiques nommés par le gouvernement de M. Chirac en 1986, il a toujours été le plus contesté par les socialistes. Identifié, à tort ou à raison, comme un fidèle du RPR, M. Dromer symbolise, aux yeux des nouveaux dirigeants du pays, la mainmise de l'ancien pouvoir sur l'audiovisuel français, l'industrie et la finance. Dans la réalisation du programme de privatisation d'Edouard Balladur, l'UAP s'est, en effet, retrouvée au cœur d'un réseau de participations et d'alliances s'étendant sur les principaux groupes nationaux — Havas, Compagnie générale d'électricité, Société générale, Paribas, Suez... Un rôle central qui prenait tout son sens dans la perspective d'un retour au privé de l'UAP que devait finalement empêcher le krach boursier d'octobre 1987.

Principal investisseur français, l'UAP détenait, avant leur dénationalisation, des titres de privatisables (c'était le cas d'Havas, de la CGE et de Saint-Gobain). Mais c'est la propriété des « noyaux durs », mise en place par M. Balladur, qui a consolidé sa position. Au milieu d'un actionariat populaire et salarié, atomisés, les « noyaux durs » imaginés par la Rue de Rivoli ont réuni un certain nombre d'industriels et de financiers, français et étrangers, pour « stabiliser » une partie du capital (en général 20 %). Ceux-ci, sélectionnés par le ministre d'État à l'issue d'un appel d'offres, se sont engagés à rester dans le tour de table des privatisés pendant un certain temps. Au cours des deux premières années, ils doivent conserver l'essentiel de leurs participations. Au cours des trois années suivantes, ils ne peuvent les céder qu'avec l'aval du conseil d'administration.

La pratique révèle vite l'incohérence économique et financière du système. Trop nom-

breux, crédités de participations — chez Paribas, ils sont dix-sept à se partager 18,2 % avec des portions allant de 0,6 % à 3 %, — les investisseurs choisis n'avaient aucune raison de se sentir engagés stratégiquement et financièrement dans l'entreprise devenue privée. Contestés sur le plan économique, les noyaux durs l'ont été plus encore sur le plan politique. Les socialistes, mais aussi M. Barre, ont dénoncé à maintes reprises le « copinage » qui présidait aux choix des heureux élus par le ministre d'État. Nombre des sociétés privées, privatisées ou promises à la privatisation, membres des noyaux durs étaient dirigées par des hommes proches du pouvoir chiracien par leurs liens amicaux, familiaux ou politiques.

Le remplacement de M. Dromer s'inscrit dans un contexte plus politique qu'économique — bien que M. Bérégovoy se défende de vouloir pratiquer une quelconque chasse aux sorcières — puisque l'idée n'est pas de faire disparaître les noyaux durs, mais d'en créer de véritables, fondés sur une logique industrielle-financière. Et c'est bien cette logique qui devrait guider l'action gouvernementale plus que des bagarres et des stermoisements sur des personnes ou sur des schémas complexes de dénoyautage.

Les véritables enjeux

De quel secours seront les « noyaux durs » chiraquiens ou socialistes, face aux enjeux qui attendent les entreprises françaises dans la perspective du grand marché européen de 1993, s'ils n'ont pour but que de servir un vulgaire système de dépollutions ? Dans les grandes manœuvres, qui agitent le monde européen de l'assurance, l'avenir de l'UAP — mais la question est aussi valable pour les Assurances générales de France (AGF) ou le Groupe des assurances nationales (GAN) —

ne se joue pas sur l'accumulation de ses participations dans les noyaux durs, mais sur sa capacité à définir une stratégie, à développer une implantation internationale, à trouver une alliance avec un établissement financier.

En ce sens, l'idée de Jean Dromer de rapprocher l'UAP de Suez — un rapprochement qui suscitait en outre l'intérêt de la BNP — avait une signification. Peu d'assureurs français ont compris l'enjeu, mis à part Claude Bébér du groupe AXA. L'enjeu est tout aussi vital pour la Compagnie générale d'électricité. Le succès de Pierre Suard, son PDG, ne se jouera pas à la lumière du pacte, secret ou non, qui lie ses principaux actionnaires, mais à sa capacité à devenir un des grands mondiaux des télécommunications en réussissant la mise en œuvre de l'accord CGE-ITT. C'est à l'heure de cette réussite que l'on pourra juger si les milliards placés par la CGE dans la Générale Occidentale, la Société générale de Belgique et la Société générale, auraient mieux fait d'être investis dans son activité industrielle.

Demi-mesure, les noyaux durs ne protègent pas réellement le capital des privatisés — l'évolution de leur actionariat après leur retour au privé l'a prouvé, — non plus qu'ils ne favorisent la restructuration de la finance et de l'industrie. Soit il convient effectivement de les faire sauter et de laisser jouer librement les alliances et le capitalisme. Soit il faut les durcir en leur donnant un rôle de forces de frappe dans cette restructuration, notamment en rassemblant les participations éparpillées au sein des privatisés sur la tête de quelques investisseurs, fussent-ils publics. Sinon le débat sur les noyaux durs se réduira à un simple procès politique, révélateur d'un système politique et financier qui risque de laisser la France à la traîne de ses partenaires.

CLARE BLANDIN.

L'UAP en chiffres

Numéro un français de l'assurance, le groupe de l'UAP a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de 50,5 milliards de francs, en progression de 30 % sur l'exercice précédent.

L'UAP, qui a assés sa croissance d'activité en France (+ 14 %) et dans le reste de l'Europe, avec l'intégration des groupes Royale Belge et New Ireland, a vu son résultat net consolidé progresser de 15 % en 1987, pour atteindre 2,5 milliards de francs.

L'UAP a en outre pris en 1987 40 % d'interaméricain, la première société d'assurance-vie du marché grec. Les fonds propres du groupe s'élevaient au 31 décembre 1987 à 14,3 milliards de francs (contre 11,9 milliards fin 1986).

En dépit du krach boursier d'octobre 1987, le portefeuille de l'UAP est resté en fin d'exercice en situation de plus-value nette, pour un montant de 3,810 milliards de francs (contre 2,674 milliards fin 1986). Au 31 décembre 1987, l'état dénotait 86,23 % du capital de l'UAP.

M. Jean Peyrelevede : de Matignon à l'UAP via Suez

Ancien du Crédit lyonnais (de 1973 à 1982), M. Jean Peyrelevede, quarante-neuf ans, était déjà donné comme l'indivisible successeur de M. Jean Maxime Lévy à la tête de cette banque. Socialiste, il avait fait ses preuves à plusieurs reprises comme banquier. Les idées de la politique le poussèrent à la présidence de la première compagnie nationale d'assurances, l'UAP.

M. Jean Peyrelevede est d'abord un financier. Ancien élève de l'École polytechnique, il fait ses classes au Crédit lyonnais, où il dirigera le département du commerce extérieur. Désigné en mars 1983 à la présidence de la Compagnie financière de Suez, alors nationalisée, il redonne à la maison de la Rue d'Assolange quelque tonus. Évincé par la droite en 1986, il est regretté par les cadres du groupe. Sans hésitation, il repart en succédant à M. Claude Pierre-Brossolette à la présidence de la

banque Stern, une petite banque privée où il s'efforce à multiplier les coups financiers et à gagner beaucoup d'argent. Intellectuel de la finance — il aime à exposer ses idées sur l'évolution du monde bancaire ou à mettre en garde contre les excès de la déréglementation — il devait inévitablement aboutir à la tête d'une grande banque nationale.

Comme lui, M. Jean Peyrelevede a un handicap : il n'est pas assés. Certes, les deux métiers (banque et assurance) se rapprochent, ils conservent pourtant chacun leur spécificité. Si le gouvernement l'a choisi, c'est que son profil politique répond bien aux besoins de la saison.

Socialiste modéré, M. Jean Peyrelevede est un homme reconnu pour ses compétences. Directeur adjoint au cabinet de M. Pierre Mauroy, à Matignon entre mai 1981 et mars 1983, il fut l'un des inspirateurs de la politique de rigueur menée en 1983 par les socialistes. Il a la confiance de l'Elysée, de Matignon et de la rue de Rivoli. Il vient à peine d'être chargé par M. Michel Delebarre, le ministre des transports et de la mer, d'une mission de conciliation à Air Inter (voir le Monde du 24-25 juillet). Professionnel de la finance, il ne devrait pas en outre effrayer les ministres.

A la tête de l'UAP, M. Jean Peyrelevede pourrait reprendre à son compte l'un des projets de son prédécesseur : un rapprochement entre la compagnie d'assurance, la Compagnie financière de Suez et la BNP.

E. L.

M. Jean Dromer : un banquier gaulliste

Jean Dromer est une personnalité séduisante et, pour tous ceux qui le connaissent, c'est un « politique » au sens noble du terme. Agé de cinquante-neuf ans, ancien élève de l'ENA, inspecteur général des finances, il fut d'abord secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, puis conseiller technique au secrétariat général de l'Elysée, du temps du général de Gaulle. En 1987, il est détaché à la BNP pour, disait-on, être le dauphin du PDG de l'époque, M. Pierre Ledoux. Moins homme de dossiers et moins bûcheur que M. Jacques Calvet, l'ancien directeur général adjoint de la BNP, entré après lui, et qui succédera à M. Ledoux en 1979, M. Dromer quitta la BNP en 1975, pour prendre la présidence d'une banque moyenne très active sur l'Afrique, la BIAO, où il restera jusqu'en 1986, assurant depuis 1982 la présidence de l'Association fran-

çaise des banques, syndicat patronal d'établissements bancaires.

Proche de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur, il obtient en juillet 1986 la présidence du Crédit industriel et commercial, qu'il va s'attacher à réorganiser. Mais, à la surprise générale, celle des banquiers comme celle des assureurs, il quitta le CIC au bout de huit mois, à la fin mars 1987, pour prendre la tête de l'UAP. Il semblerait assez curieux à tout le monde de voir le gouvernement ne le laisser que si peu de temps dans un établissement qui avait pourtant bien besoin de stabilité. A l'époque, notons-le, MM. Chirac et Balladur étaient des difficultés à trouver un remplaçant à M^{me} Yvette Chassagne, présidente de l'UAP, qui partait en retraite : son successeur ne fut désigné que la veille de son départ.

On comprend sans doute que M. Dromer n'ait pas hésité à

changer de cheval. L'UAP est le premier groupe d'assurances français, le quatrième d'Europe, et, selon M. Balladur, sa présidence est « le plus beau des postes parapétistes ». Mais, tout de même, la mutation était bien rapide, trop sans doute, pour une bonne gestion d'une entreprise publique.

D'une intelligence brillante, très convivial, meneur d'hommes, M. Dromer, qui prenait la suite d'une personnalité hors du commun (M^{me} Chassagne), avait, lui aussi, entrepris de réorganiser l'état-major de l'UAP, fortifiée ou les fédérations restant puissantes. Il s'était surtout penché sur l'international, où, l'an dernier, il aide la Société générale de Belgique et le groupe Bruxelles Lambert à consolider l'actionariat de la Royale, numéro un de l'assurance belge, que le groupe AXA de M. Claude Bébér convoitait.

F. R.

La bataille autour d'Havas

L'offensive de M. Maxwell s'enlise en Belgique

L'offensive déclenchée par M. Robert Maxwell contre le noyau dur d'Havas (le Monde du 8 juillet) butte sur un obstacle. C'est la magnat de la presse britannique qui a voulu acheter en Bourse près de 5 % du premier groupe de communication français. Mais il n'a pas réussi à mettre la main sur les 5 % détenus par la Société générale de Belgique. M. Maxwell devait soulever la Compagnie financière de Suez de 10 % du capital de la première holding belge pour un montant d'environ deux milliards de francs. En échange, il réclamait la cession à 51 %, à travers une filiale créée pour l'occasion, de toutes les participations de la SGB dans l'audiovisuel. L'affaire était pratiquement conclue lorsque Suez a brusquement changé d'avis : pas question d'abandonner à M. Maxwell la majorité de cette filiale audiovisuelle sauf à en retirer les actions d'Havas, objectif principal du patron de presse britannique.

La volte-face de Suez illustre bien les contradictions d'un capitalisme français pris à la fois dans le labyrinthe des participations croisées et des pièges politiques du secteur de la communication. Tout commence en juin lorsque la Compagnie financière se résout à racheter la majeure partie des actions de la SGB détenues par M. Carlo De Benedetti pour mettre fin au duel qui l'oppose à l'homme d'affaires italien. Suez sait qu'il lui faudra revendre rapidement ces actions pour soulager ses finances. Des contacts sont pris tous azimuts. Robert Maxwell fait alors

des offres de service. Sa puissance financière impressionne favorablement les dirigeants de Suez, sa rapidité de décision aussi. L'affaire est conclue d'autant plus facilement que le magnat britannique semble peu exigeant : seules l'intéressent parmi les innombrables actifs de la SGB, les participations audiovisuelles.

Suez est loin de se douter alors que Robert Maxwell ne prend pied en Belgique que pour attaquer le marché français de la communication. La Compagnie financière ignore que le patron de presse britannique a déjà ramassé, en Bourse, 5 % du capital d'Havas. De son côté, Robert Maxwell fait mine de s'intéresser à un autre actif audiovisuel de la SGB, Elektrafilm, qui détient des participations dans le bloc de contrôle de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Il multiplie les rencontres avec les dirigeants de la CLT et leur actionnaire belge, Bruxelles Lambert. Sans résultats concluants.

La révélation, par le quotidien belge *le Soir*, des négociations entre Robert Maxwell et Suez force le magnat britannique à abattre ses cartes plus tôt qu'il ne le prévoyait. A Paris, les actionnaires du noyau dur d'Havas prennent soudain conscience du danger. L'un d'eux, M. Jérôme Monod, prend la tête de la contre-offensive. Il rachète secrètement des actions d'Havas en Bourse et porte sa participation de 5 % à près de 10 %. Surtout, il use de son influence au sein du conseil

d'administration de Suez pour faire capoter l'accord avec Robert Maxwell. La Compagnie financière s'aperçoit alors qu'elle doit arbitrer entre la stratégie belge et les intérêts de la Lyonnaise des eaux, dont elle est aussi le premier actionnaire.

Vers un rééquilibrage

La riposte de Jérôme Monod reçoit un soutien inattendu en la personne de M. André Rousselet, PDG de Canal Plus et ancien président d'Havas. Alors que le gouvernement socialiste semble prêt à appuyer l'offensive de M. Maxwell contre un noyau dur d'Havas jugé trop proche du RPR, M. Rousselet va convaincre l'Elysée du danger qu'il y aurait à laisser le milliardaire britannique régner sans partage sur le cœur du paysage audiovisuel français. Contre politiquement et financièrement, M. Maxwell se désintéresse d'Havas et se lance dans une nouvelle aventure outre-Atlantique : la conquête de l'éditeur Macmillan.

Mais la partie de bras de fer autour du noyau dur d'Havas n'en cesse pas pour autant. Le gouvernement en effet tolère mal que le groupe d'actionnaires habilement composé en 1987 par M. Edouard Balladur ait porté son contrôle sur le premier groupe de communication français de 35 % à près de 42 %. L'offensive de M. Maxwell a servi de prétexte pour entamer de délicates négociations. Les pouvoirs publics souhaitent que le noyau dur

réduise sa participation à un niveau « raisonnable » et laisse se constituer un deuxième groupe d'actionnaires moins « politiciers ». Les artisans de ce rééquilibrage pourraient être, outre les sociétés nationalisées déjà actionnaires d'Havas (UAP, AGF, Caisse des dépôts), des mutuelles et... Canal Plus. La chaîne payante, elle-même filiale d'Havas, dégage désormais des bénéfices suffisants pour contrôler une partie du capital de sa maison mère.

Le noyau dur initial d'Havas (Lyonnaise des eaux, Paribas, Crédit agricole et M. Jean-Marc Vernes) n'est pas en position de refuser la négociation. Le premier groupe de communication français ne peut se permettre d'être en opposition déclarée avec le pouvoir politique. Et des sociétés comme la Lyonnaise des eaux dépendent trop étroitement des décisions des pouvoirs publics sur nombre de leurs secteurs d'activités pour ne pas préférer le dialogue.

Reste que ce feuilleton mouvementé autour du noyau dur d'Havas a fait au moins une victime : Suez, qui doit désormais chercher un nouveau partenaire pour réduire rapidement sa participation dans la Société générale de Belgique. La Sodocom, filiale de la Compagnie financière qui a racheté les actions de M. Carlo De Benedetti, affiche aujourd'hui 9 milliards de francs de pertes pour 500 millions de fonds propres.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le gouvernement s'assure une position-clé dans plusieurs grandes sociétés

(Suite de la première page.)

La nomination sera officialisée par le conseil des ministres du 27 juillet. M. Peyrelevede, actuellement président de la banque Stern, a été directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Mauroy à Matignon, entre 1981 et 1983 avant d'être nommé à la présidence de la Compagnie financière de Suez. Il avait dû quitter ce poste, malgré ses compétences reconnues sur la place, après mars 1986.

M. Dromer avait été désigné à la tête de l'UAP, en avril 1987, à la place de M^{me} Yvette Chassagne, socialiste, atteinte par la limite d'âge de soixante-cinq ans. Il a été conseiller du général et était considéré comme proche de MM. Balladur et Chirac.

Le remplacement n'a pas été facile pour son maître d'œuvre, M. Bérégovoy. Il lui a fallu d'abord vaincre les réticences de M. Rocard devant le début d'une valse des PDG qui, même si l'on s'en défend, prendra des allures de chasse aux sorcières. Les qualités de gestionnaire de M. Peyrelevede ont contribué.

La nomination de l'ancien patron de Suez apparaît, à cet égard, plus simple à justifier devant l'opinion publique que

celle de M. Bernard Attali, frère du conseiller spécial du président de la République, dont le nom avait d'abord été avancé.

Le premier ministre a tenu à trouver un poste de remplacement pour M. Dromer, à qui une grande ambassade a été proposée. Il a demandé un délai de réflexion.

Mitterrand, Barre et l'Etat RPR

L'opération s'inscrit dans le « dénoyautage » des sociétés privatisées. Le candidat Mitterrand, mais aussi le candidat Barre, avaient vivement dénoncé « l'état RPR » mis en place au travers des choix des groupes d'actionnaires stables (les noyaux durs) lors des privatisations. Or, l'UAP, qui aurait dû être privatisée sans le krach boursier, participe à de nombreux noyaux durs (CGE, Paribas, Havas...).

Plusieurs administrateurs salariés (le conseil en comprend six) avaient écrit à MM. Mitterrand et Rocard pour demander le maintien de M. Dromer, afin d'assurer une continuité stratégique de l'entreprise à l'approche de 1992.

Le nouveau visage des sociétés d'assurances

Le krach boursier d'octobre 1987 a entraîné une restructuration massive du secteur des assurances. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur stratégie, leur actionariat et leur gestion. Les noyaux durs, ces groupes d'actionnaires stables, ont été remis en question. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

Les assureurs ont dû revoir leur stratégie. Les groupes d'assurances ont dû revoir leur actionariat. Les pouvoirs publics ont cherché à réduire leur influence. Les assureurs ont dû trouver de nouvelles alliances. Le krach a été un tournant décisif pour le secteur.

SOCIAL

Offrant des qualifications de plus en plus élevées
Le nouveau visage des sociétés d'intérim

L'intérim est une valeur à la hausse. Depuis 1985, la croissance annuelle est de l'ordre de 9 %, et elle a atteint 28,4 % en 1987. La population des intérimaires ne cesse de grandir. Ils représentent l'équivalent de 83 600 emplois à temps plein, soit 1,43 % des actifs. Une expansion due à la reprise économique mais également aux adaptations de la profession au marché de l'emploi.

La vieille image de l'intérim fourreur de bras à l'industrie a volé en éclats. Aujourd'hui, les entreprises hésitent pas à faire appel aux sociétés de travail temporaire pour trouver un expert-comptable, un informaticien ou un traducteur trilingue. Cette « haute couture » ne présente encore qu'une part infime de la profession. Mais elle est un exemple des transformations qui ont permis à l'intérim de sortir de la période de crise 1981-1984.

En 1981, les ETT (entreprises de travail temporaire) subissent le contrecoup du ralentissement de l'activité économique. De surcroît, arrivées des socialistes au gouvernement met leur existence même en jeu. Conjoncture économique et législation rigoureuse de 1982 ajoutent pour limiter le marché. Le nombre de sociétés passe de 1 518 en 1980 à 795 en 1985. La compétition exacerbée pendant ces années réduit régulièrement les marges bénéficiaires. Rapproché au chiffre d'affaires, le bénéfice net chute de 3,1 % en 1983 à 1,6 % en 1985. De plus, le travail temporaire subit la concurrence des autres formes de flexibilité, et notamment des CDD (contrats à durée déterminée). Pour « faire la différence », les ETT ont dû mettre en avant une image de professionnalisme de service.

Or la législation de 1982 a eu pour effet bénéfique d'épure la profession des « brodeurs galonnés » qui tentaient de se faire passer pour des négociations collectives ont abouti de leur côté à la définition d'un véritable statut de l'intérimaire. De sorte qu'en 1985 l'intérim reprend, sur ces bases, un nouveau visage.

Les poids lourds de la profession, Rho, Manpower, Bis, Adia et Rho, qui représentent 50 % du marché, ont initié les initiatives pour satisfaire leurs clients, renforcer le « maillage » du territoire en ouvrant de nouvelles agences et élargir le niveau de recrutement de leur personnel permanent. Le profil « bas plus haut » devient la norme, mais parfois, en informatique par exemple, cela ne suffit pas. Les grandes entreprises tentent de « adapter à la montée des qualifications » les recherches par les clients en créant des divisions particulières ou en recrutant un concurrent. Cependant, cette stratégie de spécialisation reste embryonnaire, seule les ETT ont véritablement développé.

Plus l'intérim, par exemple, Axé sur les services administratifs depuis vingt ans, la société a anticipé la demande des entreprises en créant des centres de recrutement haut de gamme en bureautique, comptabilité, personnel bilingue ou trilingue. On voit Quick Medical, filiale d'Adia, qui se charge de trouver en six heures une infirmière sage-femme diplômée d'Etat. Cette ten-

dance à la spécialisation s'est accentuée ces dernières années, avec l'apparition de la « haute couture » de la profession, qui travaille sur des créneaux très pointus.

Pour être en mesure de disposer du personnel demandé, les ETT ont souvent dû mettre en place des formations pour les intérimaires. Plus une société qui n'a pas sa propre école ou qui ne se fait appel à un organisme de formation ne doit pas faire illusion. Si, selon M. Portier, secrétaire général de l'UNETT (Union nationale des entreprises de travail temporaire), la profession peut se vanter d'avoir formé 80 % des conducteurs de chariot élévateur, les ETT ont avant tout un objectif à court terme.

« La formation est pour nous une nécessité, pas une vocation », répètent les chefs d'entreprise : le stage de formation-adaptation ne dure que cinq jours en moyenne. Pourtant, le PROMATT (Syndicat des professionnels du travail temporaire) et l'UNETT, les deux organisations professionnelles, dans des formations plus longues, par le biais des contrats en alternance notamment. Ce n'est pas seulement pour une question d'image de marque mais bien parce que, actuellement, la proportion de commandes non satisfaites est de l'ordre de 15 % à 20 %. Les ETT dépendent des sommes considérables pour la recherche des candidats rares qui permettraient de répondre à ces commandes. C'est désormais le manque de personnel qualifié qui freine la croissance de l'intérim.

L'impératif de la formation

Les formations de longue durée apportent une réponse à ce blocage. Mais peu d'entreprises prennent le risque de ce pari à long terme. Si certaines, comme Plus Intérim, consacrent 3 % de la masse salariale à la formation, la plupart se contente du 1 % obligatoire. Le FAFTT (Fonds d'assurance formation du travail temporaire) a accepté en 1987 cinq cents demandes de congé individuel de formation (CIF) et mille trois cents quatorze dossiers de formation en alternance.

Si la formation est une nécessité pour les ETT, elle peut aussi être une source de profit. Le groupe Plus Intérim a compris et a ouvert son école spécialisée en micro-informatique à d'autres utilisateurs que ses propres intérimaires. Une vingtaine d'entreprises sont clientes du centre Plus Informatique. Chez Ecco, il existe également une école « Formation et Emploi » ouverte sur l'extérieur. Pour Eric de Fiequelmont, responsable au PROMATT, ces expériences représentent l'avenir de l'intérim. Les ETT ont accumulé un savoir-faire qu'elles laissent en jachère. Sans parler de leur savoir tout court, de leur connaissance du marché de l'emploi, qu'elles pourraient, comme le fait déjà Adia avec sa banque de données, mettre à la disposition des entreprises. Selon lui, une synergie devrait se développer entre les différents services à apporter à une entreprise dans le domaine de la formation et du conseil en particulier.

Pourtant, M. Portier reste prudent. « Il y a des écueils à ne pas négliger. Les marges bénéficiaires continuent de chuter malgré la relance du marché. Pour rester compétitives, certaines ETT pourraient être tentées de casser les prix. Autre danger, la pénurie de personnel, même moyennement qualifié, qui freine la croissance. Mais, avant tout, la profession reste totalement dépendante des accidents économiques, dont elle est la première à subir les répercussions. »

FANNY GUBERT.

● Décès d'Antoine Troglie, ancien secrétaire général de la CFDT de Lorraine - M. Antoine Troglie, ancien secrétaire général de l'Union régionale CFDT de Lorraine, est décédé le 24 juillet à l'hôpital de Nancy, des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-deux ans. Ancien délégué aux aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle), où il était retourné aux côtés de M. Jacques Chirac, M. Troglie était homme de courage et de conviction. Secrétaire général de l'Union régionale CFDT de 1974 à 1981, il s'était battu contre le naufrage de la sidérurgie lorraine. « On ne doit pas jouer avec la confiance des hommes et des femmes qui peinent sur des outils de travail défectueux dans une région sinistrée », disait-il. Frère de M. Jean-François Troglie, secrétaire national de la CFDT, « Tony » avait été candidat du PSU aux législatives de 1988. En 1982, il avait été élu conseiller général PS du canton de Pompey et avait abandonné ses mandats syndicaux. Il s'était présenté pour le PS aux dernières législatives dans la troisième circonscription de Meurthe-et-Moselle.

AGRICULTURE

Le gel des terres vu du Cher

La jachère oui, pour les autres

Les agriculteurs du Cher ne manifestent aucun enthousiasme pour le gel des terres que la France appliquera dès l'an prochain dans le cadre d'un programme communautaire de jachère (le Monde du 26 juillet). Grâce aux organisations agricoles, l'idée a fait peu à peu son chemin dans les esprits. Mais, dans ce département de grandes structures, qui arrive au deuxième rang national pour la superficie des exploitations (avec une surface moyenne d'environ 55 hectares mais avec mille deux cent dix-huit exploitations de plus de

100 hectares), chacun a tendance à considérer que la jachère, c'est bon pour le voisin. Les disparités sont importantes entre les petites régions naturelles de la Champagne berrichonne, entièrement vouée aux grandes structures céréalières, du Boischaud-Marche ou de la vallée de Germigny, plus tournées vers l'élevage bovin, du Sancerrois où subsistent encore de nombreux troupeaux de chèvres, ou de la Sologne qui, par le biais des terroirs de chasse, a depuis longtemps réalisé son gel des terres.

BOURGES
correspondance

Eleveur en vallée de Germigny, région classée en zone défavorisée, depuis avril 1987, Gilles de Boillé, exploitant sur 440 hectares (160 ha de culture et 280 ha d'herbages), ne se sent pas concerné par le gel des terres. « La vallée de Germigny est une région d'élevage. Cela ne concerne pas les éleveurs. Au contraire, il faut relancer l'activité d'élevage-mais car on va bientôt manquer de vaches pour faire des petits. Le gel pourrait intéresser des

exploitants de régions pauvres, comme le Boischaud, mais cela ne diminuerait pas la production. Il devra donc se faire dans les régions céréalières. Il pourrait être acceptable s'il n'était pas un handicap au revenu. Mais dans le projet tel qu'on le connaît, il y aura une baisse du revenu qui est inacceptable. »

Quant à la solution de la « jachère pâturée », elle fait sourire ce professionnel de l'élevage. « Les agriculteurs du Bassin parisien ne feront pas d'élevage. Je suis tranquille. » Pour Edme Boiché, propriétaire exploitant de 200 hectares, dont 160 hectares irrigués en Champagne

berrichonne, le gel des terres reste un scandale. « Lorsque je pense qu'il faut faire 3 000 kilomètres pour trouver des gens qui meurent de faim... cela me laisse perplexe. La jachère, chez moi, semble tout aussi absurde. » Sans intempéries, je suis assuré de faire 100 quintaux de maïs à l'hectare. La Champagne berrichonne avec de l'eau, c'est l'équivalent français de la corniche des Etats-Unis et personne ne s'en rend compte. Le gel des terres peut être une bouée de sauvetage pour certaines exploitations où les agriculteurs ne gagnent même pas le SMIC. Mais sur les exploitations rentables, il faut garder à l'esprit la concurrence. L'agriculture française est la meilleure du monde et on fait tout pour la démolir. Pour quels intérêts ? »

La morale du paysan

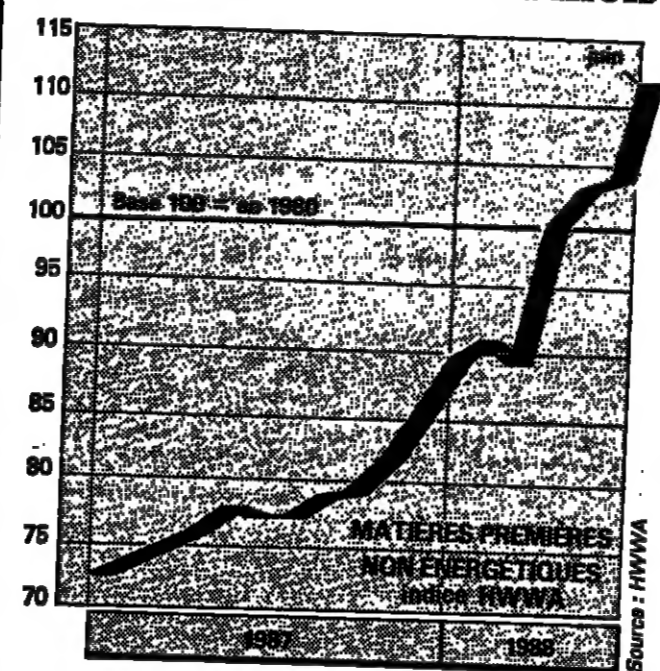
Bien qu'installé dans une zone défavorisée en Sancerrois, Pascal Maurice ne se sent pas davantage concerné. « On a 150 hectares, dont 70 de surface fourragère, il faut de la polyculture, de l'élevage abélieux et des chèvres. Notre zone est exclue du gel, estime-t-il. De toute façon, on valorise plus la terre en la faisant travailler qu'en la laissant en jachère. On peut obtenir davantage que les 2 000 francs à l'hectare qui couvrirait tout juste les charges. Le gel va à l'encontre de la morale du paysan : la terre qu'il a, c'est pour la cultiver, pas pour la laisser à rien faire. »

Les rares agriculteurs du département qui seraient prêts à accepter la jachère sont dans l'expectative. Comme cet exploitant de trente ans, installé en Champagne berrichonne, à la limite du Boischaud : « J'aurais peut-être l'intention de geler des terres assez moyennes, mais je manque d'information sur le montant de l'indemnité et la superficie. 2 000 francs l'hectare, cela ne couvre pas toutes les charges. Si la superficie, cela me ferait un gros trou dans une exploitation de 90 hectares. Les charges fixes se répartiraient sur les autres parcelles. 10 % de la superficie, cela me paraîtrait plus raisonnable. Mais, si les conditions sont acceptables, je suis prêt à voir la question. Il ne faut pas rester les yeux fermés en attendant la réaction du voisin. »

MICHEL GUYOT.

Matières premières non énergétiques

22 % de hausse en six mois



Les prix des matières premières non énergétiques ont progressé, en juin, de 22 % par rapport à leur niveau de janvier. La hausse revient aux métaux non ferreux (aluminium, cuivre, zinc), suivis par le caoutchouc (+ 38 % depuis janvier) et aux denrées alimentaires (respectivement + 50 % et 33 % pour le soja et le blé au premier semestre 1988). En termes réels, les cours restent cependant 18 % en deçà de leur niveau moyen de 1984.

(Source : Indice HWVA de Hambourg et Lettre mensuelle de conjoncture du Centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris.)



ALGERIE - الجزائر

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE LOURDE
ENTREPRISE NATIONALE DE SIDÉRURGIE
SIDER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES
Prêt n° 2821-AL (AAOD) n° 01/1988

L'Entreprise Nationale de Sidérurgie (EN. SIDER), Groupe Commercial, Division Importation, sise Le Paradou Hydra Alger, lance un appel d'offres (diamètre 60 à 1 200 mm). Ces fournitures sont financées par un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse indiquée ci-dessus contre paiement d'un montant de mille (1 000) dinars algériens. Les soumissions devront être transmises sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme mentionnera les références du présent appel d'offres.

La date limite de dépôt des offres est fixée à quarante-cinq (45) jours après la première publication dans le Bulletin Officiel des Marchés de l'Opérateur Public (BOMOP).

Le soumissionnaire restera engagé par son offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de clôture fixée ci-dessus.

L'ouverture des plis se fera en séance publique à l'adresse indiquée ci-dessus le premier lundi suivant l'échéance du délai de remise des offres à 9 heures du matin.

REPÈRES

Prix de détail

+ 3 % en un an dans la CEE

La hausse des prix à la consommation dans la CEE a atteint 0,3 % en juin et 3 % sur les douze derniers mois, selon les calculs d'Eurostat, l'organisme statistique de la Communauté européenne.

Les hausses les plus fortes ont été enregistrées en Grèce (1,3 %), au Royaume-Uni (0,4 %), en Espagne et au Portugal (0,2 %). Les hausses les plus faibles ont été enregistrées en RFA (0,2 %), en France et en Italie (0,3 %) mais surtout au Danemark (stabilité), et les Pays-Bas ont connu une baisse (0,1 %).

En un an (juin 1987-juin 1988), le meilleur résultat est à mettre à l'actif des Pays-Bas (+ 0,9 %) et de la RFA (+ 1,1 %). Le plus mauvais résultat est celui de la Grèce (+ 11,8 %). La hausse pour la France s'établit à + 2,6 %. Sur douze mois, la CEE réalise une meilleure performance que les Etats-Unis (+ 3,9 %) mais reste plus inflationniste que le Japon (+ 0,2 %).

Industries électriques et électroniques

Mauvais résultats en 1987

La croissance du chiffre d'affaires des industries électriques et électroniques, en 1987, n'a été que de 1,1 % en volume et de 2,4 % en valeur, progression très inférieure à celle des cinq années antérieures (5,7 % en volume). Les effectifs ont diminué de 4 % pour atteindre 410 000 personnes.

Ce recul relatif d'un secteur, autrefois porteur, s'explique par la baisse des commandes de l'EDF et de la SNCF pour certains matériels électriques et, pour l'électronique, par le ralentissement des ventes d'informatique (+ 1,8 %), de télécommunications (+ 0,3 %) et de matériels médicaux.

Le solde positif de la balance commerciale globale (4,3 milliards de francs) s'est à nouveau réduit, ce qui s'explique par une forte hausse des importations (+ 13 %) malgré une assez bonne tenue des exportations (+ 10,8 %). On note en particulier une baisse des exportations d'équipements de télécom (- 1,2 %) en face d'un bond des importations (+ 35 %). Même mauvaise pente pour les ordinateurs : + 8 % pour les exportations mais + 49,2 % pour les imports.

Energie

Piper-Alpha

« manque à gagner de 3 milliards de francs »

La destruction de la plate-forme pétrolière de Piper-Alpha en mer du Nord, qui a provoqué le 5 juillet le mort de cent soixante-sept personnes, représente un manque à gagner pour la Grande-Bretagne de près de 300 millions de livres (3 milliards de francs) a indiqué lundi 25 juillet le ministre de l'énergie, M. Cecil Parkinson.

L'arrêt des opérations de Piper-Alpha et la suspension de celles de cinq puits voisins entraîne la perte de 12,5 % de la production britannique de pétrole et de 1 % de celle de gaz, a précisé le ministre devant la Chambre des communes.

Banque mondiale

Mise en garde de M. Volcker au Congrès

L'existence de la Banque mondiale, comme principale source de capitaux du tiers-monde, pourrait être menacée en l'absence d'un vote du Congrès en faveur de l'augmentation de la part des Etats-Unis, a déclaré lundi 25 juillet M. Paul Volcker, ancien président de la Réserve fédérale américaine.

Les Etats-Unis, dont la participation dans la Banque mondiale représente 18 % du capital, sont le plus gros bailleur de fonds de l'organisation et également le plus important garant des capitaux qu'elle emprunte sur le marché pour les représenter au tiers-monde. La dernière augmentation du capital de la Banque prévoit que les Etats-Unis versent 70,1 millions de dollars de plus annuellement pendant six ans pour préserver les 18 % de participations actuellement détenus.

Le président Ronald Reagan a lancé plusieurs appels au Congrès pour qu'il adopte rapidement cette augmentation, mais sénateurs et représentants continuent à bloquer le vote en raison notamment de leurs désaccords sur la manière de répondre au problème de l'endettement du tiers-monde.

ean Dromer :
inquier gaulliste

gouvernement : une
dans plusieurs grands secteurs

Une société belge
va créer 235 emplois
près de Valenciennes

Le groupe belge Van de Wiele, spécialisé dans la construction de sièges, dont le siège est à Courtrai, va installer à Raismes, près de Valenciennes, sur le site de l'usine Alstom (dont la fermeture est annoncée pour 1989), une unité de fabrication qui emploiera à terme deux cent trente-cinq personnes. Le groupe belge investira 110 millions de francs en trois ans pour cette site qui sera spécialisée dans l'usage de précision et la fonderie.

Dans un premier temps, une quarantaine de salariés de l'usine Alstom, qui était spécialisée dans le matériel ferroviaire, seront réaffectés par le groupe belge.

L'opération a reçu le soutien de la société de conversion de la CGE dont fait partie Alstom), la CGE promotion industrielle, du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, qui a lancé un plan « productique », ainsi que de la DATAR puisque la zone d'aménagement du territoire (PAT) atteindra plus de 16 millions de francs, soit 70 000 francs par nouvel emploi. L'arondissement de Valenciennes est, sur le plan industriel, l'un des plus sinistrés de France.

Marchés financiers

Bolloré Technologies reprend les activités non tissées de Prouvost

Bolloré Technologies vient de renouer sa division « médical et transformation » en s'associant avec Prouvost. La firme de M. Vincent Bolloré entrera à hauteur de 70 % dans le capital de la firme Prouvost SA, qui gère les activités non tissées d'Interal. Celle-ci ne conservera donc que 30 % de cette entité.

Prouvost SA, qui sera présidée et dirigée par M. Didier Destouches, directeur général de la division « médical et transformation » de Bolloré, emploie cent vingt-trois salariés et réalise un chiffre d'affaires de 80 millions de francs.

Cette opération permet à M. Desvieux, président de Prouvost, de poursuivre son recentrage vers l'acti-

tivité aval du secteur textile amorcé à la suite des accords avec les Charbonniers et par l'acquisition de Boussac Goussier (le Monde daté 22-23 mai). Elle permet à Bolloré de renforcer sa position dans la fabrication de produits jetables à usage médical au niveau européen. Outre l'acquisition de Prouvost (spécialisé dans les masques, draps, vêtements, blouses...), qui s'ajoute à ses fabrications de masques, draps, champs opératoires, Bolloré détient 52 % de Polyabo, tourné vers le petit appareillage pour les laboratoires, les centres de recherche et les hôpitaux. Ce nouvel ensemble représentera 480 millions de francs de chiffre d'affaires.

Riboulet et InterHomme créent une société commune

Le groupe Riboulet, numéro un français de l'immobilier touristique, a conclu un accord avec le groupe suisse InterHomme pour créer une société commune de location.

Riboulet était déjà présent sur le marché de la location à travers sa filiale Riboulet-Location, créée il y a un an et demi. Le lancement d'une société commune, à 50/50 avec le leader européen de la location, lui permettra de renforcer sa position dans ce domaine et de développer ses réserves de 40 % et de doubler l'activité d'opérateur de sa filiale américaine.

Elf rachète les actifs de Roy Huffington Inc. dans le golfe du Mexique

Elf Aquitaine Pétroleum, filiale américaine du groupe français, a conclu, le 25 juillet, un accord pour racheter l'ensemble des actifs pétroliers et gaziers aux Etats-Unis de la société pétrolière indépendante américaine Roy M. Huffington Inc.


Elf Aquitaine Pétroleum détient des réserves de pétrole et de gaz de 3,9 millions de tonnes équivalent pétrole aux Etats-Unis. L'acquisition lui permettra d'accroître ses réserves de 40 % et de doubler l'activité d'opérateur de sa filiale américaine.

Nestlé possède 85 % de Rowntree

En vertu de son OPA lancée sur Rowntree, le groupe Nestlé a fait savoir, le 25 juillet, qu'il détenait 85 % des actions du chocolatier britannique et s'apprêtait à prendre le contrôle de la totalité du capital. L'acquisition des 15 % restants se fera, soit par l'achat des derniers paquets de titres aux actionnaires qui les détiennent, soit en utilisant la loi britannique, qui permet à un actionnaire disposant de 90 % du capital d'une société de forcer les autres à se défaire de leurs actions.

La cession du secteur construction de Renault-Automatism. — A la suite de l'annonce au comité central d'entreprise de Renault-Automatism de la cession de la filiale Renault du secteur construction, les salariés concernés critiquent le montage financier prévu. Ils l'estiment fragile et inquiètent des conditions de maintien des avantages liés à leur statut actuel. Ils jugent aussi trop imposées les promesses de la direction, et redoutent des licenciements ultérieurs « au moindre coût », avec de grandes difficultés pour les salariés (moyenne d'âge quarante-sept ans) de retrouver un emploi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

| ACTIVITÉS DU PREMIER SEMESTRE | | | |
|---|---------------|---------------|--|
| Chiffre d'affaires | | | |
| Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe BSN s'est élevé à 26,7 milliards de francs pour le premier semestre 1988 contre 18,9 milliards de francs pour la période correspondante de 1987. | | | |
| Les données par branches s'établissent comme suit : | | | |
| (en millions de francs) | 1988 | 1987 | |
| Produits frais | 5 454 | 5 093 | |
| Epicerie | 4 820 | 4 282 | |
| Biscuits | 3 890 | 3 288 | |
| Sucre | 3 090 | 2 929 | |
| Chocolats | 1 649 | 1 447 | |
| Produits secs | 2 331 | 2 391 | |
| Boissons | 21 334 | 19 450 | |
| Aliments | (622) | (663) | |
| TOTAL GROUPE | 20 708 | 18 887 | |
| A contenu, structure et taux de change comparables, l'augmentation du chiffre d'affaires par branches est la suivante : | | | |
| Produits frais | 6,4 % | | |
| Epicerie | 7,3 % | | |
| Biscuits | 4,6 % | | |
| Sucre | 3,9 % | | |
| Chocolats, eau minérale | 12,6 % | | |
| Emballage | 5,1 % | | |
| TOTAL GROUPE | 6,1 % | | |
| Estimation du résultat consolidé au 30 juin 1988 | | | |
| Les résultats consolidés de BSN pour le premier semestre 1988 seront définitivement arrêtés et publiés, comme les années précédentes, dans la première quinzaine de septembre, après avis des commissaires aux comptes. | | | |
| Toutefois, selon les données provisoires, le résultat consolidé au 30 juin 1988 devrait s'établir aux environs de 1 250 millions de francs contre 858 millions de francs au 30 juin 1987, ce qui représenterait une progression de l'ordre de 46 %. | | | |
| Cette progression très favorable des résultats du premier semestre conduit à réviser en hausse les prévisions antérieures pour l'ensemble de l'année. | | | |
|  | | | |
| LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS | | | |

NEW-YORK, 25 juillet ↑

Reprise légère

La semaine a un peu mieux commencé à New-York, que la précédente s'était achevée. Une reprise s'est en effet produite, mais, en dépit d'un semblable accroissement de l'activité, elle a eu du mal à prendre corps. Finalement, à la clôture, l'indice des Industriels s'élevait à 2 071,83, en progrès de 10,84 points.

Le bilan de la journée n'a cependant pas été à l'image de ce résultat. Les baisses ont dominé et, sur 1 933 valeurs traitées, 753 ont reculé, 676 seulement ont monté et 504 n'ont pas varié.

Pour l'essentiel, cette reprise a été due au secteur technique. Après les 3,3 % de baisse de la semaine écoulée, les opérateurs se sont remis à rechercher les bonnes affaires. Très secoué ces derniers temps, le secteur des hautes technologies a suscité de l'intérêt. D'après les professionnels, le raffermissement du dollar et du marché obligataire a contribué à encourager des prises de positions. Mais aucun n'était prêt à prendre le pari d'une grande reprise en voie de formation. Beaucoup attendent la publication mercredi du PNB pour le deuxième trimestre. Au total, 215,14 millions de dollars ont changé de mains, dont 65,5 millions de Southern Co. et 25,6 millions de Plastics West Corp., contre 148,88 millions vendredi.

| VALEURS | Cours du 25 juillet | Cours du 26 juillet |
|--------------------|---------------------|---------------------|
| Alcoa | 50 5/8 | 50 3/4 |
| A.T. | 28 1/4 | 28 3/8 |
| Boeing | 28 1/2 | 28 1/4 |
| Chrysler | 28 1/8 | 28 |
| Du Pont de Nemours | 85 1/2 | 85 5/8 |
| Eastman Kodak | 42 1/2 | 42 1/4 |
| General Electric | 44 1/2 | 45 3/8 |
| General Motors | 41 1/4 | 41 3/8 |
| Goodyear | 60 1/2 | 60 3/4 |
| IBM | 125 1/4 | 125 3/8 |
| Intel | 44 3/8 | 44 |
| Johnson & Johnson | 80 1/2 | 80 1/4 |
| McDonald | 35 1/8 | 34 1/2 |
| Merck | 47 3/8 | 47 1/8 |
| Union Carbide | 86 1/8 | 86 1/2 |
| US Steel | 31 1/2 | 31 1/8 |
| Westinghouse | 52 1/4 | 52 1/2 |
| Xerox Corp. | 52 7/8 | 53 1/2 |

LONDRES, 25 juillet ↓

Baisse

Après une nette baisse initiale, la Bourse a réagi en hausse en cours de séance. L'indice FT a reculé de 0,3 % à 1 474,1. Le volume des transactions était très réduit, avec 288 millions de titres échangés. Les investisseurs ont préféré demeurer prudents, en attendant la publication de l'annonce du déficit commercial britannique de juin. Sur le front des OPA, Plessey confirmait son projet de rachat amical de la société de services informatiques Hostkys Property Corp. Pour 172,1 millions de livres (1,8 milliard de francs). Le constructeur de matériel électronique et électronique marque ainsi sa volonté de se diversifier en aval. Le groupe immobilier Plessey Property Corp. annonce qu'il rejette la proposition de rachat du néerlandais Wereldwide. Quant à la firme aéronautique British Aerospace, elle propose aux actionnaires d'acquiescer à la vente de la filiale aéronautique de Rover, qui détient 0,2 % du capital de la société automobile, le rachat de leurs titres à 100 pence chacun. Enfin, Racal Electronics, spécialisée dans le matériel de radio-communication, les radars, prévoit de racheter sa filiale Vodafone (radio cellulaire), rebaptisée Racal Telecommunication Group (RTG), serait prochainement introduite en Bourse prochainement.

FAITS ET RÉSULTATS

● Goodyear : Négociation d'un accord mondial du pneumatique annonce, pour le deuxième trimestre, une légère augmentation (de 5,9 %) de bénéfices nets (134,9 millions de dollars) pour un chiffre d'affaires accru de 10,3 %, à 2,79 milliards de dollars. Cependant, compte tenu des gains exceptionnels réalisés l'an dernier (214 millions de dollars), et provenant de la cession d'actifs en vue de contre l'OPA lancée par Sir James Goldsmith, le résultat de Goodyear pour la période sera revu à la baisse de 4,3 %. Le groupe précise que les bénéfices d'exploitation de ses activités pneus et des produits associés ont augmenté de 3,6 % au deuxième trimestre, pour un chiffre d'affaires en hausse de 9,8 %.

● MATIF : réduction du dépôt de garantie. — La Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP), autorité de contrôle du MATIF, a décidé de ramener le dépôt de garantie, qui doit verser les intervenants sur chaque contrat à terme sur l'emprunt notional négocié, de 25 000 francs à 20 000 francs. Ce dépôt de garantie revient ainsi à son niveau initial (soit 4 % d'un contrat de 500 000 francs, en raison de la diminution de la volatilité sur ce marché depuis ces derniers mois, a expliqué cet organisme.

Parallèlement, l'écart de fluctuation (limit up-limit down), à l'intérieur duquel les cotations évoluent, est ramené de 300 à 200 points de base.

PARIS, 25 juillet ↓

La grisaille

Lundi gris rue Vivienne. Toujours paralysé par le manque d'affaires, le marché parisien a continué à s'enfoncer doucement en ce début de semaine. En cours de matinée, pourtant, la résistance avait paru s'organiser. Mais au fil des cotations elle faiblissait. En début d'après-midi, l'indice instantané de tendance avait reculé de 0,5 % environ. Il réduisait ensuite un peu l'écart pour s'établir à 0,42 % au-dessous de son niveau précédent, avant de clôturer à - 0,27 %.

Hausses et baisses, généralement de faible ampleur, ont alterné dans tous les compartiments. Les valeurs du support ont été les premières à donner l'exemple de l'irrégularité, avec, côté positif, Paribas, Michelin, et surtout Peugeot et, côté négatif, Midi, CSF, Société Générale.

Les quelques professionnels que la dernière vague des grands départs en vacances n'avaient pas quittés ont continué à faire la France se battant les flancs. « Il n'y a rien à faire », soupirent un ancien agent de change, qui nous a conseillé de fermer la rubrique « Bourse » pour l'instant. Le montant des transactions relevé vendredi du support ont été les premières à donner l'exemple de l'irrégularité, avec, côté positif, Paribas, Michelin, et surtout Peugeot et, côté négatif, Midi, CSF, Société Générale.

Le loup de Wall Street mais aussi du Kabuto-Cho n'incite guère les investisseurs à prendre des initiatives. Comme partout, la crainte diffuse d'une reprise de l'inflation condamne le plus grand nombre à l'inaction. Un fondé de pouvoir avoue que, en plus, « la seule vraie affaire du fonds de garantie de l'ex-Chambre syndicale n'était pas faite pour faciliter les affaires d'une profession déclinante. GTI s'achète à 2 200 F (contre 1 800 F), pour prendre le contrôle de CITRAM.

Bien que Minihyphre, le marché des obligations s'est relativement bien tenu, de même que le MATIF.

TOKYO, 25 juillet ↑

Raffermissement

Encore faible en début de semaine, le marché japonais s'est raffermi mardi. Après l'effacement de l'ouverture, le mouvement de reprise s'est progressivement effacé. De 46,78 points en fin de matinée, le Nikkei a baissé à 2 703,76 (+ 0,44 %). Le raffermissement de Wall Street a encouragé les investisseurs à reprendre quelques positions. Beaucoup ont néanmoins fait preuve de prudence, d'abord à cause de l'échéance boursière — cette séance était la dernière du mois pour le Kabuto-cho, — ensuite, avec le bilan des ventes de la semaine dernière, qui a montré que la direction n'a pas pu faire face à la demande. La construction et l'immobilier ont été assez entourés, mais les électriciens, les automobiles et les machines de précision ont été éprouvés par des prises de bénéfices. L'activité est restée faible avec 500 millions de titres échangés contre 600 millions la veille.

| VALEURS | Cours du 25 juillet | Cours du 26 juillet |
|---------------------|---------------------|---------------------|
| Asahi | 655 | 640 |
| Daewoo | 1 300 | 1 310 |
| Canon | 1 480 | 1 480 |
| Fujitsu | 1 050 | 1 050 |
| Honda Motor | 2 330 | 2 350 |
| Mitsubishi Electric | 2 850 | 2 850 |
| Mitsubishi Heavy | 1 850 | 1 850 |
| Sony Corp. | 6 500 | 6 530 |
| Toyota Motor | 2 880 | 2 850 |

PARIS: Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours | Dernier | VALEURS | Cours | Dernier |
|----------------------|--------|---------|--------------------|--------|---------|
| AGF SA | 261 | 261 | IN | 183 90 | 170 |
| Amend & Associés | 526 | 529 | Int. Metal Service | 306 | 306 |
| Assirol | 240 | 240 | La Caisse d'Alloc. | 416 | 416 |
| BAL | 440 | 444 | La Caisse d'Alloc. | 322 | 322 |
| BICM | 370 | 370 | La Caisse d'Alloc. | 243 20 | 243 |
| BIP | 546 | 541 | La Caisse d'Alloc. | 187 | 187 |
| Boussac | 380 | 375 | La Caisse d'Alloc. | 130 | 130 |
| Boussac Technologies | 680 | 681 | La Caisse d'Alloc. | 420 | 426 |
| Boussac | 1050 | 1050 | La Caisse d'Alloc. | 115 | 115 |
| Chambre de Commerce | 1375 | 1380 | La Caisse d'Alloc. | 538 | 538 |
| Calsonic | 740 | 740 | La Caisse d'Alloc. | 228 | 228 |
| Castrol | 578 | 582 | La Caisse d'Alloc. | 615 | 640 |
| CEA | 880 | 880 | La Caisse d'Alloc. | 186 | 186 |
| CAI-De-RH | 154 | 150 | La Caisse d'Alloc. | 306 | 306 |
| CDME | 620 | 618 | La Caisse d'Alloc. | 87 80 | 87 80 |
| C. Equip. Elect. | 288 | 300 | La Caisse d'Alloc. | 448 40 | 448 40 |
| CELEP | 710 | 726 | La Caisse d'Alloc. | 880 | 870 |
| CEP | 1400 | 1410 | La Caisse d'Alloc. | 1220 | 1220 |
| CEI International | 720 | 723 | La Caisse d'Alloc. | 183 80 | 183 |
| Chemicals Group | 480 | 485 | La Caisse d'Alloc. | 355 | 355 |
| CHLM | 300 80 | 300 80 | La Caisse d'Alloc. | 600 | 610 |
| Compt. Ind. | 277 | 270 | La Caisse d'Alloc. | 1488 | 1488 |
| Continental | 788 | 788 | La Caisse d'Alloc. | 300 | 300 |
| Cordis | 430 | 428 | La Caisse d'Alloc. | 276 | 276 |
| Dalmeida | 197 10 | 205 | La Caisse d'Alloc. | 330 | 330 |
| Daphnia | 4015 | 4030 | La Caisse d'Alloc. | 308 80 | 310 |
| Dawson | 1000 | 1000 | La Caisse d'Alloc. | 247 | 246 |
| Deville | 608 | 630 | La Caisse d'Alloc. | 138 | 140 |
| Dunlop | 1130 | 1185 | La Caisse d'Alloc. | 400 | 380 |
| Edison | 128 70 | 128 | La Caisse d'Alloc. | 255 80 | 258 |
| Edison | 22 26 | 22 40 | | | |
| Ence | 480 | 480 | | | |
| Ence | 500 | 500 | | | |
| Equipe | 880 | 848 | | | |
| EU | 208 80 | 208 80 | | | |
| EXA | 218 | 218 | | | |
| IGF | 129 80 | 128 | | | |

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 25 juillet 1988

Nombre de contrats : 3 434.

| VALEURS | Cours | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|------------------|-------|-----------------|----------|------------------|----------|
| | | Septembre | Décembre | Septembre | Décembre |
| Accor | 480 | 12 | 26 | - | - |
| CEG | 320 | 16,50 | - | - | - |
| EF-Applique | 320 | 17 | 29 | - | - |
| Lafarge-Coppé | 1 200 | 131 | - | 25 | 48,28 |
| Michelin | 228 | 9,55 | 18 | 25 | 30 |
| MMI | 1 355 | 90 | - | - | - |
| Paribas | 480 | 19 | 33 | - | - |
| Peugeot | 1 380 | 55 | 185 | - | 150 |
| Saint-Gobain | 520 | 17 | - | 30 | - |
| Société Générale | 480 | - | 15 | - | - |
| Thomson-CSF | 208 | 10,50 | 19 | 20,50 | - |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 juillet 1988

Nombre de contrats :

| COURS | ÉCHÉANCES | | | |
|-----------------|-----------------------|---------|----------|---------|
| | Sept. 88 | Déc. 88 | Sept. 89 | Mars 89 |
| Dernier | 103,15 | 101,85 | 100,75 | 100,75 |
| Précédent | 103,05 | 101,80 | 100,75 | 100,75 |
| PRIX D'EXERCICE | Options sur notionnel | | | |
| | Sept. 88 | Déc. 88 | Sept. 88 | Déc. 88 |
| 102 | 1,35 | 1,34 | 0,28 | - |

INDICES

| CHANGES | | BOURSES | |
|--|--|---------------------------------------|--|
| Dollar : 6,23 F ↑ | | PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-87) | |
| Le dollar a continué de se raffermir assez rapidement mardi 26 juillet sur toutes les grandes places financières internationales, ce dans la perspective d'une croissance accrue aux Etats-Unis (résultats attendus du PNB publiés le 27 juillet). L'activité a cependant été calme partout le billet vert s'est échangé à 6,2325 F contre 6,1990 F la veille. | | 22 juillet 25 juillet | |
| FRANCOFORT 25 juillet 26 juillet | | Indice général CAC : 349,9 351,2 | |
| Dollar (en DM) : 1,878 1,880 | | Indice CAC 40 : 1 299,39 1 294,16 | |
| Tokyo 25 juillet 26 juillet | | NEW-YORK (indice Dow Jones) | |
| Dollar (en yen) : 151,00 152,15 | | 22 juillet 25 juillet | |
| MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées) | | Industrielles : 2 040,99 2 071,83 | |
| Paris (26 juillet) : 73/67-73/68 | | LONDRES (indice Financial Times) | |
| New-York (25 juillet) : 71/67-71/68 | | 22 juillet 25 juillet | |
| | | Industrielles : 1 479,48 1 474,1 | |
| | | Mines d'or : 214,7 215 | |
| | | Fonds d'Etat : 87,88 | |
| | | Tokyo | |
| | | 25 juillet 26 juillet | |
| | | Nikkei Dow Jones : 27 833,5 27 383,76 | |
| | | Indice général : 2 147,16 2 155,08 | |

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|------------|---------------|---------|------------------|-------|------------------|-------|------------------|--------|
| | + bas | + haut | Rep. + ou dép. - | | Rep. + ou dép. - | | Rep. + ou dép. - | |
| SE-IL | 6,270 | 6,230 | - 57 | - 42 | - 185 | - 80 | - 320 | - 230 |
| DM | 5,1251 | 5,1297 | - 114 | - 85 | - 212 | - 175 | - 638 | - 524 |
| Yen (100) | 4,7103 | 4,7161 | + 180 | + 126 | + 283 | + 237 | + 632 | + 425 |
| DM | 3,3728 | 3,3749 | + 61 | + 78 | + 128 | + 151 | + 375 | + 444 |
| FR (100) | 16,071 | 16,1337 | + 25 | + 25 | + 102 | + 120 | + 328 | + 387 |
| FR (100) | 16,1071 | 16,1337 | + 7 | + 96 | + 28 | + 165 | + 121 | + 547 |
| FR | 4,8591 | 4,8547 | + 113 | + 132 | + 228 | + 256 | + 659 | + 742 |
| FR (1 000) | 4,5602 | 4,5693 | - 155 | - 121 | - 312 | - 272 | - 989 | - 805 |
| | 16,7136 | 10,748 | - 328 | - 284 | - 641 | - 567 | - 1759 | - 1563 |

BOURSE DU 25 JUILLET

| position | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + - | position | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + - | position | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + - | position | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + - | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------|-------------|------------------|------------------|------------------|----------|----------|--------------|------------------|------------------|------------------|----------|----------|--------------|------------------|------------------|------------------|----------|----------|-------------|------------------|------------------|------------------|----------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|-------------|------|------|------|--------|------|--------------|------|------|------|--------|------|
| 3821 | C.A.E. 3% s | 3820 | 3821 | 3821 | + 0.03 | 3235 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3235 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3822 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3236 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3823 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3237 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3824 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3238 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3825 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3239 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3826 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3240 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3827 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3241 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3828 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3242 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3829 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3243 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3830 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3244 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3831 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3245 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3832 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3246 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3833 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3247 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3834 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3248 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3835 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3249 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3836 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3250 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3837 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3251 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3838 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3252 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3839 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3253 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3840 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3254 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3841 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3255 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3842 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3256 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3843 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3257 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3844 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3258 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3845 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3259 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3846 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3260 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3847 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3261 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3848 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3262 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3849 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3263 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3850 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3264 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3851 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3265 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3852 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3266 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3853 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3267 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3854 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3268 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3855 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3269 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3856 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3270 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3857 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3271 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3858 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3272 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3859 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3273 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3860 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3274 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3861 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3275 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3862 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3276 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3863 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3277 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3864 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3278 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3865 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3279 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3866 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3280 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3867 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3281 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3868 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3282 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3869 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3283 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3870 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3284 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3871 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3285 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3872 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3286 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3873 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3287 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3874 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3288 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3875 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3289 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3876 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3290 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3877 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3291 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3878 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3292 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3879 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3293 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3880 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3294 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3881 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3295 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3882 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3296 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3883 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3297 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3884 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3298 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3885 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3299 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3886 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3300 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3887 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3301 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3888 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3302 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3889 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3303 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3890 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3304 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3891 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3305 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3892 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3306 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3893 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3307 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3894 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3308 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3895 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3309 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3896 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3310 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3897 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3311 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3898 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3312 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3899 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3313 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3900 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3314 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3901 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3315 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3902 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3316 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3903 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3317 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3904 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3318 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3905 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3319 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3906 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3320 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3907 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3321 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3908 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3322 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3909 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3323 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3910 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3324 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3911 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3325 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3912 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3326 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3913 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3327 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3914 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3328 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3915 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3329 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3916 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3330 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3917 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3331 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3918 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3332 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3919 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3333 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3920 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3334 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3921 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3335 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3922 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3336 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3923 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3337 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3924 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3338 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3925 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3339 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3926 | B.A.P. 3% s | 1080 | 1080 | 1080 | + 0.00 | 3340 | Lazard (S) s | 2245 | 2240 | 2236 | - 0.46 | 3927 |

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

25/7

| VALEURS | | | % du nom. | % du coupon | VALEURS | | | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | | | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | | | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | | | Cours préc. | Dernier cours | | | |
|--------------|--|--|-----------|-------------|------------|-------|--------------------|-------------|---------------|------------|--|-----|-------------|--------------------|------------|--|--|-------------|---------------|------------|--------------------|--|-------------|---------------|--|-----|-----|
| Obligations | | | | | Étrangères | | | | | Étrangères | | | | | Étrangères | | | | | Étrangères | | | | | | | |
| Exp. 0.05 77 | | | | | 127 | 1 843 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 78 79 | | | | | 103 05 | 0 376 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 79 80 | | | | | 106 80 | 0 620 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 80 81 | | | | | 107 30 | 1 051 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 81 82 | | | | | 107 30 | 1 051 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 82 83 | | | | | 111 20 | 0 821 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 83 84 | | | | | 113 02 | 2 020 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 84 85 | | | | | 114 05 | 6 283 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 85 86 | | | | | 116 06 | 7 981 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 86 87 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 87 88 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 88 89 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 89 90 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 90 91 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 91 92 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 92 93 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 93 94 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 94 95 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 95 96 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 96 97 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 97 98 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 98 99 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 99 00 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 00 01 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 01 02 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 02 03 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 03 04 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 04 05 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 05 06 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 06 07 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 07 08 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 08 09 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 09 10 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 10 11 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 11 12 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 12 13 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 13 14 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 14 15 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 15 16 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 16 17 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 17 18 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 18 19 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 19 20 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 20 21 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 21 22 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 22 23 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 23 24 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 24 25 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 25 26 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 26 27 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 27 28 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 28 29 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 29 30 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 30 31 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 31 32 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 32 33 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 33 34 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 34 35 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 35 36 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 36 37 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 37 38 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 38 39 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 39 40 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 40 41 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 41 42 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 42 43 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 43 44 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 44 45 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 45 46 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 46 47 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 47 48 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 48 49 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 49 50 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 50 51 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 51 52 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 52 53 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 53 54 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 54 55 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 55 56 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 56 57 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 57 58 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 58 59 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 59 60 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 60 61 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 61 62 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 116 |
| 0.05 62 63 | | | | | 122 30 | 9 703 | Compt. (Sic. Fin.) | | | | | 118 | 1 | | | | | | | | | | | | | | |

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-81-82, poste 4330

Le Monde

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | TÉLÉMATIQUE |
|---|---|--|---|---|---|--|
| 3 La guerre du Golfe et les perspectives de cessez-le-feu. 4 Une mission diplomatique israélienne en URSS. 5 Colombie : la conversion d'un « camériste ». — Tunisie : élections législatives partielles. | 6 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie. — Des « conviviaux » aux « intégristes » et aux « gorbatchéviens », le communisme français dans tous les états. 7 COMMUNICATION. — Le conflit de l'imprimerie Jean Didot. | 8 La polémique sur les travaux du docteur Benveniste. 9 Les « gouttes » de la pension Sainte-Godeleine. 14 SPORTS. | 10 Le 42 ^e Festival d'Avignon. 11 Attala, de Verdi, aux Arènes de Nîmes. — « Digressions », par Bernard Frank. | 20 La remise en cause des noyaux durs : UAP, Havas. 21 Le nouveau visage des sociétés d'intérêt. — Le gel des terres en jachère. 22-23 Marchés financiers. | Abonnements 7 Admiss. grandes écoles . 14 Annonces classées 17-19 Carnet 19 Météorologie 13 Mots croisés 13 Radio-télévision 13 Spectacles 12 | • Jouez avec le Monde...EU • La messagerie internationale DIA 36-15 tapez LM • Le mini-journal de la rédaction JOUR • Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapez LEMONDE |

PHILIPPINES

Suspension « sine die » des négociations pour les bases américaines

MANILLE
Correspondance

L'avenir des bases américaines aux Philippines a été remis en question par la suspension des pourparlers sur les modalités régissant les deux dernières années du présent accord bilatéral. Selon un court communiqué conjoint, « il y avait un désaccord considérable sur le montant des indemnités ; en vertu de quoi, la partie philippine a demandé la suspension des négociations ». Apparemment, la rupture n'est pas définitive, mais on ignore quand les négociations, le cas échéant, reprendront.

La nouvelle a provoqué la surprise dans les milieux diplomatiques de la capitale philippine. Jusqu'à une date très récente, en effet, et malgré des

prises de positions profondément divergentes, les deux camps prédisaient la conclusion d'un accord. En fait, les Philippines exigeaient le paiement de 1 milliard de dollars, et le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, avait répliqué que le Congrès américain n'entérinerait pas une augmentation inattendue de l'offre proposée, soit 180 millions de dollars pour cette année. De son côté, le chef de la diplomatie philippine, M. Raul Manglapus, avait rétorqué que « si les Américains ne payaient pas, ils devraient s'en aller » des deux bases géantes de Clark et, surtout, Subic Bay, dont le personnel militaire américain varie, selon les moments, de 17 000 à 20 000 hommes.

KIM GORDON-BATES.

M^{me} Aquino juge « intolérable » le poids de la dette extérieure

La présidente des Philippines, M^{me} Aquino, a menacé, lundi 25 juillet, dans un discours à la nation, de prendre des mesures radicales pour résoudre le problème de la dette extérieure de son pays si les créanciers étrangers ne lui accordent pas de facilités de paiement.

Il est « intolérable », que Manille paye 12 milliards de dollars à ses créanciers au cours des cinq prochaines années, a déclaré M^{me} Aquino. « Ils [les créanciers] devraient comprendre que nous ne pouvons pas consacrer indéfiniment

40 % du budget pour le service total de la dette ».

Selon la présidente philippine, Manille s'est loyalement pliée aux sévères conditions de restructuration de la dette philippine, estimée à 28,6 milliards de dollars, sans recevoir un « meilleur traitement » que les pays qui n'ont pas respecté ces conditions.

M^{me} Aquino a encore déclaré que l'économie philippine avait été décollée avec un taux de croissance du produit national brut (PNB) qui devrait atteindre 6,4 % cette année contre 5,7 % en 1987. — (AFP.)

Un militaire américain tué et un diplomate belge blessé au cours de deux attentats

Manille (Reuters). — Un sergent des forces aériennes américaines a été tué et un diplomate belge blessé dans deux attentats distincts perpétrés ces derniers quarante-huit heures. La police d'Angeles City, à 80 km au nord de Manille, a rapporté que des inconnus avaient abattu à l'arme automatique le sergent Richard Blackmer, trente et un ans, lundi soir devant la base aérienne Clark. L'ambassade de Belgique a, par ailleurs, annoncé que son troisième secrétaire, Benoît Standaert, trente-quatre ans, avait été blessé, tandis que Doris Capetrans, une Philippine qui l'accompagnait, était tuée, dans un attentat

EN BREF

• **AFRIQUE DU SUD** : nouvelles violences. — Cinq Noirs ont été tués au cours de violences entre factions politiques rivales durant le week-end, dans la province sud-africaine du Natal, a déclaré la police le lundi 25 juillet. Trois des victimes ont été assassinées et tuées par d'autres Noirs dans les cités de KwaDengezi, Sweetwaters et Mpumalanga. D'autre part, deux des quatre « terroristes présumés » abattus, le dimanche 24 juillet, à un barrage routier près de la frontière avec le Botswana, sont des militants du Pan African Congress (PAC), a affirmé la police. Les quatre hommes avaient eu le temps de jeter des grenades, blessant, sans gravité, douze membres des forces de sécurité. — (AFP, Reuters.)

• **Condamnation d'un objet** de conscience. — Un jeune Sud-Africain de vingt-quatre ans, David Bruce, a été condamné, le lundi 25 juillet, par un tribunal de première instance à Johannesburg, à six ans de prison ferme pour avoir refusé de faire son service militaire dans « une armée qui a-t-elle dit, soutient un système raciste ». — (AFP.)

• **Projection retardée pour « Cry Freedom »**. — Le ministre sud-africain des affaires indiennes, M. Stoffel Botha, a ordonné, le lundi 25 juillet, au bureau de la censure de reconsidérer sa décision autorisant dès vendredi la projection et la distribution du film *Cry Freedom*, consacré au militant noir Steve Biko, dirigeant de la « Conscience noire », trouvé mort dans un commissariat de police

Transmis au Congrès de Washington

L'accord de libre-échange américano-canadien devrait être approuvé sans amendement

Le président Reagan a transmis, le lundi 25 juillet, au Congrès l'accord de libre-échange américano-canadien qui devrait être approuvé selon une procédure accélérée et sans amendement en principe d'ici au 15 août.

Les textes, qui permettront l'application de l'accord, constituent « une des législations les plus historiques de ma présidence », a déclaré M. Reagan dans une allocution prononcée à l'occasion de la transmission de ces textes au Congrès. « Cet accord est en train d'avancer rapidement parce qu'il est bon pour les États-Unis, bon pour le Canada et bon pour le continent. »

Le président américain a estimé que cet accord, signé le 2 janvier dernier, permettrait aux consommateurs des États-Unis d'économiser 3 milliards de dollars par an, de

créer de nouveaux emplois des deux côtés de la frontière et d'assurer la poursuite de la croissance économique dans les deux pays « pour la génération à venir ».

M. Reagan n'a pas fait allusion au débat en cours au Canada. L'opposition libérale canadienne a annoncé récemment son intention de forcer M. Mulroney à provoquer des élections anticipées dont le principal enjeu sera l'accord de libre-échange. Majoritaires au Sénat, les libéraux veulent bloquer le projet de loi sur le libre-échange à la chambre haute.

L'accord, qui doit aboutir à la création d'un grand marché unique, élimine tous les droits de douane entre les deux pays, réduit les barrières non douanières, libéralise les investissements et prévoit de nouvelles règles sur le commerce et les échanges de services. — (AP.)

17 tonnes de haschisch saisies en Espagne

La police espagnole vient de saisir quinze tonnes de haschisch dans un tunnel de 100 mètres de long, creusé à même la falaise et débouchant sur une crique de la plage de Lloret de Mar, sur la Costa Brava. Deux autres tonnes ont été retrouvées dans une ferme.

Six personnes ont été arrêtées après cette saisie, estimée à plus de 200 millions de francs : un Portugais, trois Espagnols et deux Français, Jean-Michel Saccatore et Jacques Antoine Cammavoglio. Ce dernier, déjà recherché par la police française pour trafic de stupéfiants

et trafic d'armes, est considéré comme le cerveau de l'opération. La police espagnole soupçonne les six hommes d'être responsables d'un réseau international, important du haschisch en provenance du Liban et du Maroc pour le stocker en Espagne avant de l'expédier en Europe du Nord.

La galerie avait été aménagée avec soin. Elle disposait d'un système de ventilation mécanique pour maintenir le haschisch en bon état, d'un wagonnet et d'un tapis roulant pour transporter la marchandise jusqu'à la plage.

en 1977. La commission gouvernementale des parutions avait autorisé, en novembre, la projection, sans censure, du film de Richard Attenborough, et sa programmation était annoncée, depuis plusieurs jours, par des journaux sud-africains. — (Reuters.)

• **CANADA** : la défense côtière se dotera de dragueurs de mines. — A partir de 1993, les forces canadiennes seront équipées de douze dragueurs de mines d'environ 1 000 tonnes chacun, a annoncé, lundi 25 juillet à Québec, M. Penin Beatty, le ministre canadien de la Défense. Il a souligné que cet investissement de près de 4 milliards de francs corrigerait une « grave faiblesse » dans la défense des côtes du Canada, qui ne possède pour l'instant aucun navire de ce type. — (Corresp.)

• **M. Lacanuet en Polynésie**. — M. Jean Lacanuet, sénateur centriste, maire de Rouen, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, est arrivé, le lundi 25 juillet, en visite d'information. Il s'ajournera une dizaine de jours sur le territoire, où il a déjà rencontré le président du gouvernement local, M. Alexandre Léontoff, député non inscrit, et le haut commissaire de la République, M. Jean Montpezat. M. Lacanuet doit se rendre notamment sur les sites militaires de Mururoe et de Hao.

• **M. Jacques Vergès**, avocat de l'un des fils du juge Renaud. — M. Jacques Vergès a annoncé, dans un entretien publié lundi 25 juillet par le quotidien *Lyon Figaro*, qu'il allait prendre en charge les intérêts de Francis Renaud, l'un des fils du juge François Renaud, abattu le 3 juillet 1975 par des inconnus à proximité de son domicile lyonnais. M. Vergès a fait connaître son intention de relancer l'instruction alors que, selon lui, un non-lieu devait être prononcé, cet été, dans un dossier inscrit par le juge Georges Fenech, système magistrat instructeur en charge de l'affaire.

un entretien publié lundi 25 juillet par le quotidien *Lyon Figaro*, qu'il allait prendre en charge les intérêts de Francis Renaud, l'un des fils du juge François Renaud, abattu le 3 juillet 1975 par des inconnus à proximité de son domicile lyonnais. M. Vergès a fait connaître son intention de relancer l'instruction alors que, selon lui, un non-lieu devait être prononcé, cet été, dans un dossier inscrit par le juge Georges Fenech, système magistrat instructeur en charge de l'affaire.

• **Évasion à la prison d'Avignon**. — Un détenu a réussi à s'évader de la prison d'Avignon, lundi 25 juillet, en début de matinée, en sautant par-dessus les murs de la prison, et s'est enfui dans la campagne.

• **Collision ferroviaire en Suisse** : quinze blessés. — Une quinzaine de passagers ont été blessés, lundi 25 juillet, lors d'une violente collision entre un train de voyageurs et un convoi de marchandises en gare d'Aigle, dans le canton de Vaud, en Suisse. L'accident a été spectaculaire, mais les blessés, dont deux Français, n'ont été que légèrement atteints.

+ 0,8 % au mois de juin

Nouvelle aggravation du chômage

Le chômage recommence à s'aggraver, après des mois d'accalmie, selon les statistiques publiées le 26 juillet par le ministère du travail. A la fin du mois de juin, le nombre de demandeurs d'emploi avait augmenté de 0,8 % par rapport au mois de mai, comme le mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières. En données brutes, on enregistre une baisse de 1,3 %, habituelle à ce moment de l'année. En comparaison de la population active, le taux de chômage s'élève à 10,5 % après avoir été de 10,4 % le mois dernier et de 10,3 % en avril.

On comptait 2 578 300 chômeurs inscrits à l'ANPE en données corrigées, soit 20 000 de plus qu'en mai, et 2 400 500 en données brutes, soit 32 000 de moins en un mois.

Cette dégradation, malheureusement attendue, confirme l'effet négatif des opérations de traitement social quand celles-ci viennent à être interrompues, comme c'est le cas depuis l'élection présidentielle. Les entrées nouvelles dans le chômage sont gonflées par le retour d'anciens stagiaires (+ 6 000 en un an). Les sorties de l'ANPE, de leur côté, sont moins nombreuses, là encore à cause d'une baisse des inscriptions en stage (- 21 000 en un an).

Ce mouvement est à peine compensé par l'amélioration des effectifs en emploi (+ 0,3 % au premier trimestre), pourtant signe d'une meilleure situation économique.

Un accord des organismes publics dans la télé-informatique

Si toutes les PTT du monde...

Sur la défensive au début des années 80, face aux attaques libérales contre leur monopole, les organismes publics chargés des télécommunications commencent à réagir. Ainsi, plusieurs PTT européennes se sont entendues avec la société américaine Infonet pour créer une sorte de réseau mondial de transmissions de données informatiques, suivant la technique dite de « paquets » (utilisée en France par Transpac).

L'accord conclu, le 19 juillet à Los Angeles, prévoit que Computer Sciences Corporation (CSC), maison mère d'Infonet, cède 70 % de ses parts dans cette filiale, France-Telecom et la Bundespost allemande vont en acquérir 15 % chacune ; la régie belge et Telefonica (Espagne) ont une option de six mois pour 5 %, de même que les Suédois pour le compte des Scandinaves. On sait que la Suède, la Norvège, la Finlande, le Danemark et l'Islande

ont récemment décidé d'agir de concert dans ce secteur. Au total, après de nouveaux ralliés, les Européens devraient obtenir une participation majoritaire, aux côtés d'autres pays, du Pacifique notamment.

Infonet, créée en 1976, transporte les données informatiques dans trente-deux pays. Elle avait essaié, notamment en France, des accords de coopération avec Transpac, filiale dans ce domaine de France-Telecom.

La constitution de cette sorte de réseau mondial des PTT marque le regain d'offensive des organismes publics face aux sociétés privées, qui voulaient, peu à peu, les supplanter. Dans le même cadre, la France a resserré ses liens avec la Bundespost depuis la création d'une filiale commune dans les services avancés d'informatique et de télécommunication.

Le numéro de « Monde » daté 26 juillet 1988 a été tiré à 489 567 exemplaires

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES** 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-60-72

LITERIES
Actuellement, remise sur Galaxie de Capérou
matelas, 140 x 190, à ressorts fermes.
2245 F
CAPELOU 367, av. de la République, 75011 PARIS
Tél. 43.57.46.35 - Métro : PARMENTIER

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN
exceptionnellement
soldés à
30% 50%
et à
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

SOLDES
Costumes, vestes et pantalons légers
chemises, chemisettes, polos
(grandes griffes)
LA VOGUE
38, bd des Italiens (près Opéra)
Centre commercial Vélizy 2 - détaxe à l'exportation

Le prince Sihanouk reprend l'initiative

L'annonce du prince Sihanouk de reprendre l'initiative dans la vie politique cambodgienne a été accueillie avec intérêt par les médias internationaux. Le prince, qui a 82 ans, a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981.

Après avoir démissionné de la présidence de la République du Cambodge en 1978, le prince Sihanouk a continué à jouer un rôle important dans la vie politique du pays. Il a été élu président du *Front national* en 1981 et a depuis lors travaillé à la réunification du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Avant-poste de Ta

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.

Le prince Sihanouk a déclaré qu'il voulait contribuer à la stabilité du pays et à la paix. Il a également mentionné son rôle dans la fondation du parti royaliste, le *Front national*, en 1981. Il a souligné l'importance de la coopération entre le gouvernement et le peuple pour la reconstruction du pays.